

ACADÉMIE DES SCIENCES D'ALBANIE
SECTION DES SCIENCES SOCIALES

**STUDIA
ALBANICA**

2

Numéro spécial consacré à la Séance solennelle de l'Académie des Sciences
à l'occasion du Centenaire de l'Indépendance de l'Albanie
Tirana, le 26 novembre 2012

STUDIA ALBANICA

Conseil de Rédaction :

Seit MANSAKU (Rédacteur en chef)
Muzafer KORKUTI (Rédacteur en chef adjoint)
Arben LESKAJ (Secrétaire scientifique)
Francesco ALTIMARI
Jorgo BULO
Emin RIZA
Shaban SINANI
Marenglen VERLI
Pëllumb XHUPI

© 2012, Académie des Sciences d'Albanie

ISSN 0585-5047

Académie des Sciences d'Albanie
Section des Sciences sociales
7, place Fan S. Noli
AL-1000 Tirana

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU PROF. GUDAR BEQIRAJ,
PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'ALBANIE

L'Académie des Sciences d'Albanie organise cette séance solennelle sous le signe du centenaire de la proclamation de l'indépendance de l'Albanie. À cette occasion, permettez-moi de vous saluer et de vous remercier de votre présence, avec une profonde reconnaissance pour les historiens qui se sont engagés par des discours académiques et tout particulièrement pour les scientifiques venus du Kosovo, de la Macédoine, des États-Unis, de l'Allemagne et de l'Italie, qui nous honorent par leur participation.

La proclamation de l'indépendance de l'Albanie à Vlora, le 28 novembre 1912, est un événement majeur dans la vie des Albanais. Cependant, cet acte n'a été ni inattendu, ni séparé de notre histoire nationale. Au contraire, la proclamation de l'indépendance était le résultat d'une longue évolution historique, d'un effort incessant de toutes les régions et les forces vives de la nation en vue de réaliser leur aspiration séculaire à vivre libres sur leurs propres territoires, à occuper la place qui appartenait aux Albanais, comme l'un des peuples les plus anciens de la péninsule balkanique, dans la famille des nations européennes.

Ces efforts ont été précédés d'insurrections libératrices dans le Nord et dans le Sud tout au long des cinq siècles d'occupation ottomane, dirigées par Gjoleka, Isa Boletini, Hasan Prishtina, Dedë Gjo Luli, Çerçiz Topulli et d'autres, guidées par les idées des pionniers de la cause nationale, comme Naum Veqilharxhi, Zef Jubani, Pashko Vasa, Sami Frashëri et d'autres, précédées et inspirées par la culture et la littérature de la Renaissance nationale, l'œuvre patriotique de Naïm Frashëri, De Rada, Asdren, Ndré Mjeda, Çajupi, Gjergj Fishta, Noli et Konitza, orientées par l'expérience et les leçons historiques de l'époque de Skanderbeg et de la Ligue de Prizren, qui ont marqué et frayé le chemin vers l'indépendance.

La proclamation de l'indépendance était un grand acte courageux entrepris au moment voulu par le sage vieillard Ismaïl Qemali avec Luigj Gurakuqi, dom Nikollë Kaçorri, Isa Boletini et d'autres grands patriotes qui, d'un coup d'épée, tel le héros de la légende, allaient trancher le nœud gordien des conflits et des hésitations internes, et l'imbroglio inextricable des intrigues extérieures qui avaient bloqué les processus de l'indépendance et de la formation de l'État national indépendant des Albanais.

La proclamation de l'indépendance venait réaliser le programme majeur de la Renaissance nationale, bien que partiellement, puisque la moitié des territoires ethniques sont restés en dehors des frontières de l'État albanais. Toutefois, l'Assemblée de Vlora, aussi bien par la participation de délégués représentant toutes les régions que par la volonté politique qu'ils ont exprimée, visait essentiellement cet objectif majeur. D'autre part, ses décisions, inspirées par les principes de la Renaissance nationale, ont traduit et sanctionné dès la naissance du nouvel État son identité politique et juridique européenne. Ceci est le mérite de ses fondateurs, mais aussi un patrimoine historique dont la valeur reste toujours d'actualité.

L'historiographie albanaise et les travaux d'historiens étrangers consacrés aux études albanaises ont fait beaucoup pour mettre en lumière l'histoire de la formation de l'État albanais et nous devons leur être reconnaissants. Les efforts actuels en vue de mener de l'avant ces études avec un esprit d'objectivité scientifique méritent également d'être salués. Voilà quelle est la mission de la présente assemblée scientifique, tenue aujourd'hui à l'Académie des Sciences, à laquelle je tiens à souhaiter beaucoup de succès.

Kristo FRASHËRI

L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE VLORA
ET SES PRINCIPES EUROPÉENS

Du point de vue historique et scientifique, la proclamation de l'indépendance, le 28 novembre 1912, marque la fin de l'époque de domination séculaire étrangère et le début de celle de l'Albanie en tant qu'un État libre, indépendant et souverain. L'Assemblée nationale de Vlora a été ainsi un pont qui reliait deux époques de contenus historiques tout à fait différents, celles du passé et de l'avenir. La question fondamentale que l'on est en droit de se poser est la suivante : qui a influé davantage sur les actes décidés par l'Assemblée nationale de Vlora concernant l'identité politique de l'État albanais, la longue occupation ottomane ou l'aspiration européenne des Albanais ?

*
* * *

Avant la proclamation de l'indépendance de l'Albanie, certains milieux diplomatiques et médiatiques européens se doutaient que l'Albanie, une fois devenue indépendante, compte tenu de sa population à majorité musulmane et des siècles passés sous la domination ottomane, ne devienne une « petite Turquie », dans le sens d'un pays non européen. Ils soutenaient que, si l'Albanie indépendante était créée, l'Empire ottoman quitterait l'Europe en sortant par la porte, mais y retournerait en quelque sorte de nouveau par la fenêtre, à travers l'Albanie. D'autre part, beaucoup d'observateurs étrangers pensaient que, compte tenu des confessions et des rites différents pratiqués par les Albanais, ce pays indépendant serait rongé de l'intérieur par les antagonismes religieux.

Or l'Assemblée nationale de Vlora a rejeté ces préjugés le jour même de la proclamation de l'indépendance. Elle a exprimé sa volonté de se détacher de la domination séculaire ottomane dès son premier acte. En effet, le document historique de la proclamation de l'indépendance stipulait que l'Assemblée avait décidé que « l'Albanie devienne à partir d'aujourd'hui un pays à part, libre et indépendant », ce qui signifiait qu'elle se détachait définitivement de l'Empire ottoman et rompait tout lien avec lui.

Deuxièmement, la participation des délégués venus de toutes les régions de l'Albanie (dans la mesure où cela était possible dans les circonstances de la Première Guerre balkanique, de Mitrovica à Preveza, de Shkodra à Tetovo, a donné à l'Assemblée un caractère pan-national. Autrement dit, l'Assemblée de Vlora suivait l'exemple de la Ligue albanaise de Prizren, où ont également participé des délégués venus de tous les territoires albanais.

Troisièmement, la participation de délégués appartenant à toutes les confessions et les rites différents qui étaient pratiqués en Albanie (musulmans sunnites, bektachis, chrétiens orthodoxes et catholiques) a donné à l'Assemblée de Vlora un caractère national extrêmement prononcé.

Quatrièmement, à la différence de l'Empire ottoman qui était un État théocratique, l'Assemblée nationale de Vlora a proclamé l'Albanie un État laïque, malgré l'existence d'une population à majorité musulmane. Dans l'Albanie indépendante, toutes les confessions religieuses seraient traitées de manière égale de la part de l'État. Par ses traits laïques, le nouveau-né de l'Europe, comme l'État albanais était qualifié à l'époque de la part des media européens, se différenciait aussi par rapport aux monarchies balkaniques, dont les constitutions affirmaient le caractère religieux de l'État.

La composition du premier gouvernement albanais a été également un acte important. Présidé par Ismaïl Qemali, le Gouvernement comptait quatre ministres musulmans (Mehmet Pacha Dërralla, Abdi Toptani, Mit'hat Frashëri et Mufid Libohova), trois ministres orthodoxes (Petro Poga, Lef Nosi et Pandeli Cale) et deux catholiques (Luigj Gurakuqi et le monseigneur Nikollë Kaçorri qui était également vice-premier ministre).

Le même rapport a été respecté plus ou moins même au Conseil des Sages élu par l'Assemblée nationale, qui avait des fonctions consultatives et législatives.

Il est un fait indéniable que les fanatismes religieux, islamiques, orthodoxes ou catholiques, qui étaient attisés par leurs centres universels respectifs et exploités par les monarchies voisines balkaniques et qui provoquaient la discorde et la division dans pas mal de régions de la Méditerranée, n'ont pas eu cours en Albanie. C'était, au contraire, la tolérance religieuse qui prédominait.

Les quatre décisions prises par l'Assemblée nationale de Vlora le 28 novembre 1912 ont sanctionné politiquement et juridiquement l'idéologie de la Renaissance nationale albanaise. C'était sans nul doute un signe qui montrait que l'Albanie, sous l'influence de la Renaissance nationale, s'orientait vers la civilisation européenne.

L'Assemblée nationale de Vlora a pris aussi d'autres décisions qui illustraient le fait que ce nouvel État indépendant s'était complètement détaché de l'Empire ottoman. Il ne faut pas oublier que, le 28 novembre 1912, la Première Guerre balkanique battait son plein. Les quatre monarchies balkaniques, la Serbie, la Grèce, la Bulgarie et le Monténégro, étaient sur le point de remporter une victoire contre l'Empire ottoman. Les gouvernements serbe, monténégrin et grec avaient des projets de se partager entre eux les territoires albanais. Voire leurs armées avaient commencé à envahir les régions albanaises.

Cependant, à peine né dans ces circonstances dramatiques, l'État albanais a demandé le bon voisinage des monarchies balkaniques, en dépit des convoitises grecques, serbes et monténégrines et des crimes commis par leurs armées.

Le 28 novembre 1912, dans les télégrammes envoyés aux Grandes Puissances et aux monarchies balkaniques pour leur annoncer la naissance du nouvel État albanais, Ismaïl Qemali, le président nouvellement élu du Gouvernement provisoire albanais, leur demandait la reconnaissance de l'indépendance nationale et le respect de l'intégrité territoriale du pays. Il ajoutait que le nouvel État avait pour seul objectif de vivre en paix avec tous les États balkaniques et de contribuer à l'équilibre en Europe du Sud-Est. Au

télégramme adressé aux ministres des Affaires étrangères des six Grandes Puissances, Ismaïl Qemali garantissait que les Albanais se battraient seulement « pour défendre leur existence nationale contre toute agression et leurs territoires contre tout morcellement ». Au télégramme envoyé le même soir aux monarchies balkaniques, il soulignait : « Tout acte hostile de la part des armées doit cesser sur le territoire national des Albanais et toutes les régions simplement albanaises actuellement occupées par les armées doivent être évacuées de nouveau ».

Dans les actes de l'Assemblée nationale de Vlora on ne trouve aucune note qui puisse laisser entendre que ses membres aient demandé une attitude favorable de l'Albanie à l'égard de l'Empire ottoman ou de l'une des six Grandes Puissances. En outre, le Gouvernement conduit par Ismaïl Qemali et soutenu par l'Assemblée nationale a décidé de renoncer à hériter des actes juridiques de l'Empire ottoman. À cette fin, il a créé des commissions dirigées par le ministre de la Justice, Petro Poga, afin de rédiger le corpus juridique du nouvel État albanais, en leur recommandant de s'appuyer sur les principes juridiques et politiques des États modernes d'Europe occidentale, à condition de les adapter aux conditions de l'Albanie. Sans doute, ces décisions allaient servir à encourager l'Albanie indépendante à avancer le plus vite possible vers sa transformation en un État moderne, à l'image de l'aspiration de la Renaissance nationale et des patriotes albanais.

*
* *

Si le gouvernement issu de l'Assemblée nationale de Vlora n'a pas réussi à réaliser ce programme, ce n'était pas de sa faute, mais à cause de la situation trouble engendrée par les intérêts impérialistes européens, les convoitises nationalistes effrénées des monarchies balkaniques et les particularismes qui végétaient encore chez certains chefs locaux en Albanie.

En conclusion, on peut dire que les principes et les orientations qui ont inspiré les décisions de l'Assemblée nationale de Vlora et qui constituent son identité historique montrent que

l'Albanie est née comme un État indépendant orienté vers la civilisation européenne et tournant le dos aux principes et à la mentalité politique et juridique orientale ottomane. Ce sont ces orientations-là qui ont servi de points de référence à toutes les générations du siècle dernier. D'ailleurs, elles continuent d'être hautement appréciées encore de nos jours.

Nicholas C. PANO

**FAN NOLI, THE ALBANIAN-AMERICAN COMMUNITY,
AND ALBANIA**

Fan Stylian Noli (1882-1965) is indisputably one of the most distinguished personalities of the Albanian National Renaissance as well as among the most gifted and versatile of the 20th century Albanian intellectuals. He has few peers in respect to the breadth of his contributions to Albania and Albanian culture. His accomplishments encompass the areas of religion, politics, literature, journalism, music, oratory, and history. During his lifetime, Noli mastered some twelve languages which enabled him to translate a variety of world literary and dramatic masterpieces into Albanian. Many of these translations are considered to be classics in their respective genres. It is no exaggeration to state that Noli was an archetypical polymath.

Noli's importance in Albanian history and culture is, in part, reflected by the fact that Mehmet Gezhilli's bibliographic compendium, *Fan S. Noli* (2003), lists over 6800 entries pertaining to items authored by Noli and those relating to him in some manner written or produced by others. The number of these items has undoubtedly significantly increased since this valuable reference guide to Noliana appeared. The Albanian Academy of Sciences has published between 1988 and 1996 a six volume collection of Noli's *Vepra* (Works) which provide valuable insights into Noli's intellectual versatility. And, Nasho Jorgaqi's two volume biography, *Jeta e Fan Nolit* (2005), is a reliable guide to the various dimensions of Noli's life that is based on archival, published, and oral sources.

The respect and appreciation which Noli enjoys within Albania is manifested in the streets, public squares, schools, and the university that have been named in his honor. Noli's likeness is also depicted on the 100 lek note and in sculpture and portraits on public display. Of all these recognitions, Noli would likely be proudest of the decision to designate the University of Korce as the Fan S. Noli University. He was a firm believer in the value of education as an instrument of national and individual development.

There are a variety of perspectives from which one can view and assess Noli's career. This presentation will focus on his activities within the context of the Albanian-American community. Noli was the most distinguished member of this community for the greatest portion of his life and much of the prominence which he came to enjoy within the Albanian world stems from his activities and accomplishments while residing in the United States.

His success in organizing the Albanian Orthodox Church in America, his roles in establishing the newspaper *Dielli* and the Pan-Albanian Federation of America (Vatra) along with his effective advocacy in behalf of Albania's independence during and following World War I served to enhance Noli's leadership position within the Albanian-American community and thrust Noli into the Albanian political arena during a critical period in the country's history.

Noli's active involvement in Albanian politics between 1921 and 1924 culminated in his selection as Prime Minister of the short-lived "revolutionary regime" between June and December 1924. After some seven years as a political exile, mainly in Austria, and Germany, Noli in 1932 returned permanently to the United States to embark on a new phase of his career of service to Albania and the Albanian-American community.

Those acquainted with Noli's biography or who knew him personally agree that he was an intelligent, intellectually curious, and highly disciplined individual. During the initial period (1906-12 and 1915-20) of his activity in the United States, Noli appeared to be blessed with a high degree of energy and the ability to direct these energies simultaneously in a variety of areas and in a manner that one would term "multitasking" today.

Noli was born on January 6, 1882, in the village of Ibrik-Tepe in the vicinity of Adrianople (now Edirne) in European Turkey. After completing his education at a Greek secondary school and working in a number of capacities for a traveling Greek theatrical troupe, Noli took up residence in Egypt where he came under the influence of such pioneers of the Albanian National Revival as Spiro Dine, Jani Vruho, and Thanas Tashko. With their encouragement and support, he immigrated to the United States in April 1906. After spending several months in Buffalo, New York in the company of the small group of ardent patriots who resided there, Noli made his way to Boston where he assisted Sotir Peci in publishing *Kombi*, the first Albanian language paper in the United States. In this initial period of his residence in the United States, Noli also came into contact with Petro Nini Luarasi and Bajo Topulli both of whom made positive impressions on him and heightened his resolve to become more

actively involved in the affairs of the nascent Albanian-American colony.

The Albanian-American community had been founded in 1892 when seventeen young males from the Korce region settled in the United States. From this nucleus, the colony steadily grew until by 1917, it had emerged as the pre-eminent external center of the Albanian national movement and it assumed a critical role in the preservation of Albanian independence and territorial integrity during World War I and the immediate post-war period.

There are, in my view, some five factors that appear to have been significant in accounting for the leadership in Albanian affairs exerted by the Albanian-American community, especially between 1912 and 1920.

First, the community attracted a number of talented, and in some cases, charismatic individuals who were able to provide the leadership necessary to foster the patriotic sentiments of their compatriots and, over the course of two decades, mobilize them in support of Albanian autonomy within the Ottoman Empire and subsequently of Albania's independence, and finally to work for the restoration of an independent Albania with its 1913 boundaries following World War I.

The most prominent of these leaders between 1908 and 1912 were Fan Noli and Faik Konica. In 1908, Fan Noli was one of the founders of the Albanian Orthodox Church in America and its first ordained priest. He later became its spiritual and administrative leader. The following year Noli was among the prime movers in the establishment of the newspaper *Dielli*, which became an influential advocate for Albanian national aspirations and interests in the United States. After serving as *Dielli's* founding editor, Noli had in 1909 recruited Faik Konica to succeed him in this position. This development marked the beginning of Konica's involvement in the affairs of the Albanian-American community and his complex and changing relationship with Noli. In 1912, Noli and Konica joined with others to form the Pan Albanian Federation of America, Vatra. Vatra, which assumed responsibility for publishing *Dielli*, soon became the largest and most important of the Albanian-American patriotic societies.

But the roster of competent leaders in the Albanian-American community during the first two decades of the 20th century was deep. The impressive lineup of those who contributed their talents to Vatra, *Dielli*, and other Albanian-American organizations that sprang up during World War I and its immediate aftermath included such prominent personalities as Kristo Dako, Kost Chekrezi, Sevasti

Qiriazhi Dako, Parashkevi Qiriazhi, Kol Tromara, Kristo Floqi, Bahri Omari, Kostaq Kota, Mihal Grameno, and Andon Frasherri, among others. These individuals made notable contributions to the defense of Albanian national interests during their period of residence in the United States. All subsequently returned to Albania and followed diverse political and career paths. And many were among the first political victims of the post-World War II communist regime.

Noli, Konica, and Chekrezi, who had earned degrees at Harvard and Dako, a graduate of the Oberlin Theological Seminary, developed contacts with a broad range of prominent Americans such as: businessman, philanthropist, and diplomat, Charles R. Crane; politician, diplomat, and journalist, George Fred Williams; noted social worker and community activist, Jane Addams; influential journalist, Oswald Garrison Villard; and the Albanophile missionary Charles Telford Erikson, to name just a few. Both Noli and Dako were especially active in lobbying American politicians in behalf of the Albanian cause. Along with Checkrezi, they also recruited some well-known American academics to the Albanian cause.

Second, in addition to its complement of strong leaders, the Albanian-American community, as noted previously, developed three institutions—the Albanian Orthodox Church in America (1908), the newspaper *Dielli* (1909), and the Pan Albanian Federation of America (Vatra) (1912)—each of which made notable contributions to the preservation of Albania from 1912 to 1920, and subsequently to the spiritual, political, and cultural life of Albania. Noli played a major role in each of these developments.

The establishment of the Albanian Orthodox Church in America in 1908 enabled the practitioners of this faith to worship in their own language; provided convincing evidence that Albania's Orthodox Christians were not in fact Greek, as the Greek government, the Patriarch of Constantinople, the hierarchy of the Orthodox Church of Greece and spokespersons for Greek patriotic societies claimed. This development inspired the efforts of the Orthodox Christians of Albania to seek and eventually achieve autocephalous status for their church. In addition to its religious mission, the Albanian Orthodox Church in America served as an agency of nationalism among its adherents. Fan Noli, as noted previously, was the first ordained clergyman of this church. He recruited other ethnic Albanian priests to join with him in ministering to the members of the emerging Albanian Orthodox Church in America and in 1918 Noli formally assumed administrative responsibility for this fledgling institution.

Dielli in 1909 succeeded *Kombi* and became the most important and widely read Albanian-language newspaper in the

United States. It was edited between 1909 and 1920 by a succession of outstanding writers and journalists, including Fan Noli, Faik Konica, Kristo Dako, and Kost Chekrezi. It was a dedicated advocate in behalf of Albania and Albanian issues during the era of World War I and the Paris Peace Conference. Up until the mid-1920's, *Dielli* was perhaps the most prestigious Albanian-language newspaper in the world.

Vatra was formed in April 1912 following an agreement on the part of prominent members of the Albanian-American community to merge existing local patriotic societies into a national organization. Noli and Konica were among the most influential and respected leaders of the new organization. Vatra enjoyed the loyalty and enthusiastic support of the vast majority of Albanians in the United States, especially during the first two decades of its existence. Vatra also at this time assumed responsibility for publishing *Dielli*. Owing to the collapse of the Albanian government and the country's occupation during World War I, Vatra took on some of the attributes of a government-in-exile. It conducted a vigorous propaganda campaign and engaged in lobbying to secure the restoration of an independent Albania. Vatra also appointed and subsidized an Albanian delegation to the Paris Peace Conference to protect Albanian interests.

Third, with most Albanian immigrants gainfully employed during this period (1912-20), the community was in a position to provide the financial backing required to support the array of activities in which Vatra engaged. On 3 June 1917, Vatra launched a drive to raise funds to cover the expenses of publishing *Dielli* on a daily basis; issuing an English-language monthly journal, *The Adriatic Review*, which was published during 1918-19; and maintaining an Albanian delegation at the peace conference. The rallying call for this effort was Noli's evocative poem, "Give for Mother". In all, the Albanian-American community raised \$197,000 (a significant amount of money for the time) between 1917 and 1920 to finance its various activities in behalf of Albania.

Fourth, the Albanian community was able to pursue its agenda for Albania owing to the large degree of freedom it enjoyed in the United States, even during wartime. This situation did not prevail in other countries where there was a sizable Albanian population. Not only were the Albanian-Americans able to publish their own newspapers, journals, and pamphlets, but they and their supporters were also able to express their views in guest columns and letters to the editor in the American press. Additionally, they and their American sympathizers were able to communicate and establish

personal contacts with a variety of government officials. Noli himself had meetings during 1918-19 to plead Albania's case with President and Mrs. Wilson and former President Theodore Roosevelt as well as with other prominent and influential Americans.

Fifth, as previously noted, the political vacuum and chaos that existed in Albania with the outbreak of World War I provided the Albanian-American community with a unique opportunity to participate in the shaping of Albania's destiny at a critical point in the fledgling nation's history. The response of the Albanian-American community to this challenge earned for it the gratitude of their compatriots both within and outside the homeland, and a place of honor in Albania's history. With Faik Konica in Europe for the duration of the war, Noli was clearly the most visible, influential, and ubiquitous leader of the community between 1915 and 1920. Furthermore, Noli's image among the Albanians of the homeland and those in European Albanian colonies had been enhanced by his patriotic, religious, and cultural activities during his sojourn in Europe between November 1912 and May 1915.

It is probable that without the propaganda and lobbying efforts of the Albanian-American community, spearheaded by Vatra, with Noli in the forefront, Albania would have been treated more harshly than was the case at the peace conference. The campaign mounted from within the Albanian-American community countered the agitation by Greek and Serb interests to partition the homeland and to question the capacity of Albanians for self-government. In any event, the rejection in February 1920 by President Wilson of an Anglo-French proposal that would have ceded Albanian territory to Greece and Serbia, and granted Italy sovereignty over Vlore and its hinterland as well as a mandate for the truncated Albanian state had the effect of removing the Albanian question from the agenda of the peace conference and relegating it to a conference of ambassadors for ultimate resolution. The convocation of the Congress of Lushnje in January 1920, and the formation of the Lushnje government, both of which were enthusiastically endorsed by the Albanian-American community leadership, was also a decisive factor in the effort to preserve Albania's independence at this critical juncture in the country's history.

The Albanian government installed at the Congress of Lushnje in 1920 recognized the significant contributions of the Albanian-American community in defending the interests of the homeland by authorizing Vatra to elect one of the members of the Albanian Parliament. Noli was unanimously elected to the position. It was this development that propelled Noli into the Albanian political arena.

And he would soon become one of the major protagonists in the political wars which engulfed Albania between 1921 and 1924.

In addition to his other activities, Noli from the time of his return to the United States from Europe in 1915, had not neglected his ecclesiastical responsibilities or his literary pursuits as he continued to translate and publish liturgical texts and literary classics such as Shakespeare's *Othello* and Longfellow's "Skanderbeg" from his *Tales of a Wayside Inn*. And as he was about to embark on his career in Albanian politics, Noli was in the process of completing his Albanian-language history of Skanderbeg that appeared in 1921.

Before taking his seat in the Albanian Parliament, Noli led the Albanian delegation to the December 1920 session of the League of Nations where he argued successfully for the admission of Albania to that body. Noli has described this episode as his most significant achievement, since by this act Albania's sovereignty was reaffirmed. The generally glowing appraisals of Noli's performance in the contemporary world press and on the part of the diplomatic community in Geneva confirm his judgment.

Noli and the Albanian Orthodox Church in America were the inspirations for the convocation of the August 1922 Congress of Berat where the participants launched the effort to establish an autocephalous Albanian Orthodox Church staffed by a hierarchy comprised of Albanian citizens and with the services conducted in the Albanian language. This process culminated in the issuance of the decree (tomos) of autocephaly by the Patriarchate of Constantinople in 1937.

Even as Noli continued to pursue his political career, he was on November 23, 1923, consecrated as Bishop of Durres, Gora and Shpata, Primate of All Illyria and Albania. This act quieted some of the opposition to Noli's "irregular" elevation to the episcopal rank that had alienated a number of the Albanian Orthodox faithful and led in 1921 to the establishment of the anti-Noli Albanian Orthodox Holy Trinity Church in South Boston, Massachusetts.

As the political warfare between the contending "liberal" and "conservative" factions within Albania intensified during 1923-24, Noli and his liberal allies enjoyed the support of Vatra, in their struggle to obtain power. Most Albanian-Americans enthusiastically backed the June 1924 "revolutionary" government headed by Noli during its six month tenure. They were, however, dismayed at the overthrow of the Noli regime and the return of Ahmet Zogu to power. Many within the community viewed Zogu's self-proclaimed "triumph of legality" as a setback for democracy as well as social and economic progress in Albania.

Although some Albanian-Americans harbored various degrees of concern regarding Noli's ties with the Comintern-subsidized National Revolutionary Committee (KONARE) following his flight from Albania, most appear to have had little understanding of the nature of these affiliations and thought that he had turned to this source and its allied organizations, such as the Kosova Committee and the Communist Balkan Federation Movement, in order to continue his opposition to Zogu and for the financial support he needed to survive. A large segment of the of the Albanian-American community continued to respect Noli for his efforts to promote reform in Albania. They were also heartened by Noli's criticism of Zogu's cession of Shen Naum to Yugoslavia and Tirana's evolving close relationship with and growing dependence on Italy.

The decision of Faik Konica in 1926 to accept appointment as Albanian Minister to the United States served to exacerbate the division between the pro- and anti-Noli factions in this country. But during the late 1920's and early 1930's, there appeared to be a greater interest within the Albanian-American community in the literary translations and the original poetry flowing from the pen of Noli than in community or Albanian politics. Noli's poetry of this period (1925-1932), such as his "Exile-Dead" and "The Cave at Dragobia" which are laments on the violent deaths by the agents of the Zogu regime of Noli's anti-Zogu comrades, Luigji Gurakuqi and Bajram Curri, and which had strongly political and deeply emotional overtones, found a receptive audience among his compatriots in the United States.

Based in part both on the urging of Albanian-American friends and on his hope to raise funds for his struggling newspaper, *Liria Kombetare*, published in exile, Noli returned to the United States in May 1930 for a six month visit and joined with Thanas Tashko, the son of his mentor in Egypt, in launching an anti-Zog newspaper, *Republika*, in October of that year. *Republika* also engaged in polemics with *Dielli* which since the late 1920's had pursued a pro-Zog and anti-Noli line. Tashko continued to publish *Republika* after Noli's departure.

Following Noli's return to the United States as a permanent resident in 1932 to resume his duties as the head of the Albanian Orthodox Church in America, he announced his retirement from politics, as he had given assurances of this nature to qualify for readmission. The following year *Republika* ceased publication. Noli's political neutrality was further ensured when he was obliged to seek financial assistance from his political rival King Zog to help defray his medical expenses arising from a serious illness. Noli's decision to abandon the struggle against Zog disappointed a group of his

staunchest backers who, with their pastor, left Noli's Albanian Orthodox Church in America and in 1934 organized their independent Albanian Orthodox church, St. John the Baptist in Boston.

Noli resolved, at this point, to pursue his long standing interest in music by enrolling in the New England Conservatory of Music in the fall semester of 1934. He earned a Bachelor of Music degree in 1938. His bachelor's thesis, "Beethoven and the French Revolution", was eventually published in 1947. Subsequently, Noli embarked upon his graduate studies in history at Boston University that would culminate in completion of his doctorate in history in 1945.

By the mid-1930's, Noli also began to turn his attention to improving the quality and uniformity of the choirs in his churches. To this end, he published in 1936 a hymnal (*Hymnare Per Kor Te Perzier*). Given Noli's admiration for the music of the Russian Orthodox Church, it is not surprising that only 8 of the 108 anthems it includes are taken from traditional Byzantine settings while the remainder was adapted from various forms of Russian religious music, dating from the Kievan period to the 19th century.

Following Noli's return to the United States, Konica continued to conduct his feud with Noli in the pages of *Dielli*, especially between 1932-36. Relations between Konica and Noli had, however, thawed somewhat by 1938 when Noli agreed to receive the sisters of King Zog during their tour of the United States. They also cooperated in ending the dispute which had resulted in the disruption of the unity of Vatra between 1936-39.

But, it was the invasion and occupation of Albania in April 1939 that reunited Noli and Konica in the battle to safeguard the independence and territorial integrity of Albania. To this end, they lobbied for the establishment of an Albanian government-in-exile headed by the displaced King Zog. Noli and Konica sought to cooperate with the newly established Free Albania Organization headed by Kost Chekrezi, who had returned to the United States in 1941, in this effort. But the discussions to realize this goal ended in failure. The death of Konica in December 1942 left Noli to carry the burden of their joint endeavor alone. By 1943, however, Noli was backing off from his support of Zog as he became aware of the activities of the wartime resistance movement in Albania.

Although the pro-Zog "Sacred Union" initiative never materialized, Noli worked as vigorously as he had during the World War I era to promote equitable treatment for Albania following World War II. Noli was instrumental in recruiting prominent Americans to join the Friends of Albania Committee headed by former U.S.

Minister to Albania, Charles C. Hart. Noli lobbied U.S. Congressmen and Senators along with the State Department to ensure that Albanian concerns would be heard in the post-World War II era. He broadcast over the Voice of America messages of encouragement and support to the Albanian people and the country's resistance fighters. Noli also encouraged members of the Albanian-American community to support the Albanian Relief Fund whose proceeds would be used purchase food, clothing, and medicine for the people suffering in the homeland. The bishop hoped to inspire others to back this worthy cause by contributing \$1,000.00 to the drive, one of the largest individual donations to the fund. Noli's broad range of activities during the decade of the 1940's was reminiscent of his efforts in the World War I era. It is no exaggeration to state that no member of the Albanian-American community or in the Albanian Diaspora worked as diligently in behalf of the preservation of Albania's independence and territorial integrity as did Noli. He was also a tireless advocate for Albania's admission to the United Nations. Despite Noli's efforts, this latter goal would not be realized until 1955.

In the midst of all the activities in behalf of Albania in which he was involved, Noli managed in 1945 to complete his doctoral dissertation on Skanderbeg at Boston University and this work along with his thesis on Beethoven and the French Revolution were published in 1947 with the help of the Albanian-American community. In the meanwhile, Noli, Vatra, the Albanian Orthodox Church in America, along with other Albanian groups, such as the Free Albania Organization, were making the case for Albania's admission to the United Nations. They also sought, but without success, to convince the Albanian communist government headed by Enver Hoxha to reestablish diplomatic relations with the United States by recognizing the validity of the pre-World War II bilateral treaties concluded between the two countries.

Between 1946 and 1949, Noli, Vatra, and the Free Albania Organization also cooperated in combating the effort of Bishop Pantelimon Kotoko to promote Greek claims to southern Albania and they opposed the July 1946 U.S. Senate Pepper Resolution intended to accomplish the same objective. Noli in the immediate post-World War II period tended to be sympathetic towards the newly installed Albanian communist regime. He viewed its goals and objectives as similar to those of his short-lived 1924 government. At the same time, Noli declined several invitations from the Hoxha regime to stand for election to the Albanian parliament or to serve the new regime in another capacity on the grounds that he was too old to embark upon a new phase of a political career. Noli was also mindful of the fact that

to accept such an offer—especially in a country that was not recognized by the United States—might jeopardize his U.S. citizenship.

Noli had sought to strengthen future prospects for the viability of the Albanian Orthodox Church in the United States by establishing in 1947 a student theological fund to ensure a cadre of well-trained clergy to meet the future needs of the church. That same year Noli secured the adoption of the constitution of the Albanian Orthodox Archdiocese in order to provide for the orderly administration of the affairs of the church. He continued to translate the various Orthodox service books he deemed necessary to carry out the church's mission. By the beginning of the 1950's, Noli also turned his attention to the translation of key Orthodox liturgical texts and catechetical materials into English to meet the expectations of younger generation Orthodox youth of all jurisdictions who in increasing numbers had only limited or no knowledge of the native language of their respective churches. He also, at this time, began to promote his idea for the establishment of an autocephalous American Orthodox Church, a dream that was not realized until 1971.

The period of the late 1940's to the mid-1960's was a time of great challenge for Noli and the Albanian-American community. With the onset of the Cold War, Noli found himself in difficulty with some segments of the community for what they perceived as his uncritical stance towards Albanian communist regime. At the same time the Free Albania Organization, which was sympathetic towards Tirana, was unhappy with the bishop for his close ties with Vatra, which had during late 1940's and early 1950's begun to take a harder line position on Albania. Additionally, the World War II anti-communist Albanian political refugees, whose numbers within the Albanian-American community were growing, were becoming increasingly hostile towards Bishop Noli and the mainline Albanian-American organizations for allegedly being "soft" both on the Hoxha regime and for their failure to oppose alleged communist influences within the Albanian-American community.

At the invitation of a number of anti-Noli Albanian clergy and laypersons, the Patriarchate of Constantinople sought to take advantage of this situation by dispatching in 1950 a newly consecrated ethnic Albanian bishop, Mark Lipa, to establish a rival Albanian Orthodox jurisdiction in the United States that would be in communion with the Patriarchate. This challenge was only partly successful. Bishop Lipa was able to gain the support only three Albanian Orthodox parishes in the United States (Holy Trinity and Saint John the Baptist in South Boston, Massachusetts and Saint

Nicholas in Chicago, Illinois) and one of these (Saint John the Baptist) soon defected from the Lipa camp. But this development resulted in the division of the Albanian-American Orthodox community into two jurisdictions (the Albanian Orthodox Archdiocese and the Albanian Orthodox Diocese of America), the first under the leadership of Noli and the other under the jurisdiction of Lipa, the Patriarch of Constantinople and the Greek Orthodox Church of North and South America. This situation served to exacerbate the long-standing tension between Noli, the Patriarchate and the Greek Orthodox hierarchy. It also created a division among the Albanian Orthodox faithful in the United States which continues to this day.

Noli had sought to contain the growing threat to the integrity of the Albanian Orthodox Archdiocese by spearheading the effort to acquire a new and larger building for Saint George's Cathedral in South Boston, Massachusetts where he housed the Archdiocesan Chancery. Subsequently, the Cathedral acquired additional property at an adjacent site to house its religious education program and the Fan Noli Library and Archives. He further sought to enhance the unity of the church through regular pastoral visits to the parishes of the Archdiocese and the recruitment of competent and loyal clergy. During the 1950's and into the early 1960's, Noli also continued to publish a variety of religious works in both Albanian and English.

Despite the ongoing polemics and differences with his detractors, Noli remained the best known and most widely respected member of the Albanian-American community. His many admirers within Vatra and the community-at-large in 1946 presented Noli with a gift of \$5,500 on the occasion of the 40th anniversary of his arrival in the United States that Noli used to help underwrite the publication costs of his *Albumi*, a slim volume of his translated and original poetry, as well as his books on Scanderbeg and Beethoven. During the final two decades of his life, Noli was honored by his compatriots in the United States at banquets and other events for his many contributions to the Albanian Orthodox Church, the Albanian-American community, Albania, and the Albanian culture. In 1953, Vatra provided Noli with a monetary gift which enabled him to purchase a house in Fort Lauderdale, Florida, where he spent his winters and his final days.

In 1958, the Archdiocese celebrated its 50th anniversary and two years later published a volume on the history of the church during its first half century of activity in the United States. This work also includes a sketchy autobiography of Noli, focusing on his life and activities up to 1908. The 50th anniversary celebration of the

Archdiocese came at a time when it had survived a series of challenges to its existence and future.

As the threats to his Albanian Orthodox Archdiocese were gradually contained, Noli turned his attention during the late 1950's and early 1960's to the translation of religious works as well as to a broad range of poetry. Most of the latter translations appeared in *Dielli* and some of these and others were published following his death in the book, *Albumi II* edited by his longtime friend, Qerim Panarity. Noli at this time had also enrolled for courses in Aramaic at Boston University and employed the knowledge he acquired in the preparation of his book, *The Poet of Nazareth*, a rhythmical version of the Gospel according to Saint Matthew. The quality and significance of Noli's Albanian translations of the works of William Shakespeare were recognized by his invitation to participate in the 1964 national convocation celebrating the 400th anniversary of the birth of the renowned dramatist and poet that was held in Washington, D.C. Noli was also interviewed on this occasion by the British Broadcasting Cooperation. Noli derived much satisfaction from this recognition, especially as his health was in a state of decline at this time. This recognition further served to burnish Noli's image among some younger generation Albanian-Americans and recent arrivals to the community.

From the late 1940's to the early 1950's, Noli had maintained contacts with the various Albanian delegations that had come to the United States in connection with the ongoing effort to secure the admission of the People's Republic of Albania to the United Nations. These contacts continued following the 1955 admission of Albania to that organization. Noli appears to have been primarily motivated in preserving these ties by a desire to maintain a perspective on developments in Albania. At the same time, however, he declined periodic offers from the Albanian leadership, including Hoxha, to serve Albania in various capacities or even to visit the country. Noli clearly realized that to have responded positively to these gestures would have undermined his position within the Albanian-American community and strengthened suspicions concerning his pro-communist leanings. Although wary of the growing militancy of the Hoxha regime and its drift away from the main body of world communism during the early 1960's, Noli had refrained from public criticism of the policies of the regime.

As his health seriously deteriorated during 1964, Noli, following unsuccessful cancer surgery in November, began to plan for the future of his church and had designated Father Stephen Lasko as his successor. Owing to the delay of the Albanian government in

replying to Noli's request that Lasko be consecrated in Albania, Lasko was not able to travel to Albania for his consecration until a few days before Noli's death on March 13, 1965. Thus, Noli's last major decision and act, designed to protect the independence of the church he had founded and led for over four decades, had been realized.

Noli's appointment of Lasko to succeed him triggered a conflict between the factions supporting and opposing the new bishop. After a resort to legal action, this issue resulted in the acceptance of Bishop Lasko as Noli's successor. The pro-Patriarchate Albanian Orthodox Diocese had sought to capitalize upon this turmoil by seeking to assert its control over the Archdiocese, but this effort had ended in failure. In 1971, the Archdiocese joined the newly proclaimed Autocephalous Orthodox Church of America, thus preserving its identity within the structure of a multiethnic American Orthodox Church envisaged by Noli.

Following the death of Noli, the character of the Albanian-American community experienced significant changes with the arrival of large numbers of Albanians from outside the borders of the homeland. The center of the community would shift from Boston to New York and new organizations would be established to promote the interests of the new arrivals in advocating for the plight of their compatriots in the former Yugoslavia. As the new community organizations and press gained in strength and prominence, those of the first generation entered into a period of gradual decline.

This new generation of Albanian-Americans would produce its own outstanding leaders and organizations and play a significant role in achieving the independence of Kosovo as well as in sensitizing American and world public opinion to the plight of the ethnic Albanians of Macedonia and Montenegro. Although the contributions of the Albanian-American community in the process leading to the independence of Kosovo rival, in many respects, those of the community during the World War I era, this latter period did not see the emergence of a dominant personality of the overall dimensions of Fan Noli. Noli's prominence is mainly attributable to his multifaceted talents and the opportunities afforded him to utilize these talents in behalf of Albania and the Albanian-American community in the era in which he lived.

On this 100th anniversary of Albania's independence it is, I think, appropriate to reflect on what I believe would be Noli's aspirations for Albania and his church:

1. To safeguard the independence and territorial integrity of Albania. This was a goal for which Noli repeatedly

- advocated during his lifetime. This goal has been realized and there appear to be no serious dangers on the horizon in either of these areas. And Albania's membership in NATO, the United Nations, and other international organizations should serve as deterrents to possible future threats in this area.
2. To promote political democracy in Albania. Albania today possesses the framework of institutions required for what we might term political democracy. But there are questions as to whether these institutions function as intended. There are also, however, significant challenges that must be addressed for this goal to be fully realized. These would include the establishment of the rule of law, the need for an honest and competent judiciary, the further reduction of corruption, and greater attention to issues of social equality and human rights, among others.
 3. The establishment of an autocephalous Albanian Orthodox Church. This goal has been largely achieved in the United States through the affiliation of Noli's Albanian Orthodox Archdiocese with the Autocephalous Orthodox Church in America. In the case of Albania itself, the situation has been somewhat complicated by the destruction of all religious organizations during the Communist era. The Autocephalous Orthodox Church of Albania has now been largely restored under the dedicated spiritual leadership of Archbishop Janullatos. This process must be completed in the near future with the appointment of an Albanian primate and an all-Albanian Holy Synod.

Selected Bibliography

Austin, Robert C. *Shtegu i pashkelur i Fan Nolit*. Tiranë, 2000.

_____. *Founding a Balkan State: Albania's Experiment with Democracy, 1920-1925*. Toronto, 2012.

Cami, Muin. *Shqipëria në rrjedhat e historisë 1912-1924*. Tiranë, n.d.

- Demi, Leonard. *Diplomacia amerikane dhe Shqipëria*. Tiranë, 2000.
- Demo, Constantine M. *The Albanians in America: The First Arrivals*. Boston, 1960.
- Dodona, Efthim. *Noli i panjohur*. Tiranë, 1996.
- Duka, Valentina. *Shqiptarët në rrjedhat e shekullit XX*. Tiranë, 2001.
- Federal Writers Project. *The Albanian Struggle in the Old World and New*. Boston, 1939.
- Frasheri, Kristo. *Historia e lëvizjes së majtë në Shqipëri dhe e themelimit të PKSH-së, 1878-1941*. Tiranë, 2006.
- Gezhilli, Mehmet. *Fan S. Noli (6 janar 1882-13 mars 1965) 120 vjet, jetë dhe veprimtari*. Tiranë, 2003.
- Gurrazezi, Refat Xh. *Historia e Federatës "VATRA"*. Tiranë, 2006.
- Ikonomi, Ilir. *Faik Konica: Jeta në Uashington*. Tiranë, 2011.
- Jacques, Edwin E. *The Albanians: An Ethnic History from Prehistoric Times to the Present*. Jefferson, North Carolina, 1995.
- Jorgaçi, Nasho. *Jeta e Fan S. Nolit*, vols 1 and 2. Tiranë, 2005.
- _____. *Udhëtim me Fan Nolin*. Tiranë, 1994.
- Kastrati, Jup. *Faik Konica*. New York, 1995.
- Lico, Eduard, ed. *Flamurtari i kombit: Theofan S. Noli, 1882-1982*. Boston, n.d.
- Meta, Beqir. *Federata Panshqiptare "Vatra" (1912–20)*. Tiranë, 2002.
- _____. *Shqipëria dhe Greqia 1949-1990: Paqja e vështirë*. Tiranë, 2004.
- Nagi, Dennis L. *The Albanian American Odyssey*. New York, 1989.

Noli, Fan S., ed. *Fiftieth Anniversary Book of the Albanian Orthodox Church in America*. Boston, 1960.

Panarity, Qerim. *Albumi II*. Boston, 1966.

Pano, Nicholas C. "Komuniteti Shqiptaro-Amerikan: e shkuara dhe ardhmja," *Diplomacia*, Nr. 8, 9, 10 (tetor-dhjetor 2003, janar-mars 2004, prill-qershor 2004), pp. 36-42, 50-54, 30-34.

_____. "The Albanian-American Community, Vatra and Albania 1912-1924," (Vatra Centennial Seminar, New York, April 2012).

Puto, Arben. *Shqipëria Politike, 1912-39*. Tiranë, 2009.

Roucek, Joseph S. "The Albanian and Yugoslav Immigrants in America." *Revue Internationale des Études Balkanique* 3 (1938): 499-519.

Shtylla, Behar. *Fan Noli, siç e kam njohur*. Tiranë, 1997.

Silajxhiç, Haris. *Shqipëria dhe SHBA në arkivat e Washingtonit*. Tiranë: Dituria, 1999.

Tako, Piro. *Fan Noli në fushën politike dhe publistike*. Tiranë, 1975.

_____. ed., *Fan S. Noli: Rron or rron dhe nuk vdes shqiptari*. Tiranë, 1976.

Arben PUTO**LE « CONCERT EUROPÉEN » ET LA QUESTION ALBANAISE**

Le « Concert européen » a opéré comme une réunion au sommet dans le cercle fermé des Grandes Puissances. C'était une autorité suprême dans la sphère de la diplomatie. Le diplomate célèbre américain H. Kissinger en a fait une longue description historique. D'après lui, le « Concert européen » s'est manifesté pour la première fois au début du XIX^e siècle. Sa première édition a été le Congrès de Vienne de 1814, après les guerres napoléoniennes et la chute de l'Empire français. La fonction que s'assignaient les Puissances était de « reconstruire l'ordre international » après les profonds bouleversements qui ont caractérisé la situation en Europe au début du XIX^e siècle.

Kissinger apprécie le Congrès de Vienne comme un phénomène de pacification qui a atteint son but par la stabilisation de la situation, non seulement à un moment donnée, mais aussi pour la suite. Il souligne que, après le Congrès de Vienne, l'Europe a vécu la plus longue période de paix qu'elle n'avait jamais connue. Kissinger considère le Congrès de Vienne comme l'expression la plus complète et parfaite du « Concert européen ». Celui-ci a clos une époque, celle des guerres napoléoniennes qui secouaient tout le continent et a ouvert une nouvelle page dans l'histoire de l'Europe, celle « de l'ordre du droit et de l'harmonie sur la base des valeurs communes ».

Il est intéressant de noter que la littérature française a pris une position différente en ce qui concerne l'appréciation du Congrès de Vienne. Elle s'en tient essentiellement au point de vue que Napoléon et ses campagnes ne doivent pas être jugés uniquement sur le plan militaire, qu'il a été « un grand accélérateur de l'histoire » et qu'il a eu une fonction novatrice en renversant les forteresses médiévales et libérant de nouvelles forces qui existaient en effet, mais qui ne se montraient pas sur la scène. La conclusion principale en est qu'il « a réussi à détruire le légitimisme monarchique ».

Sous ce prisme, le Congrès de Vienne est loin de la vision innovante. Ce serait unilatéral de parler simplement d'un « ordre du droit et de l'harmonie sur la base des valeurs communes ». Le Congrès de Vienne est celui de la restauration de « l'Ancien

Régime » renversé par la Révolution française. Les monarchies seraient redressées, mais elles n'auraient plus le pouvoir absolu d'autrefois.

Selon Kissinger, en Europe il s'est créé une telle situation de paix parce que l'équilibre était bien construit. Cet équilibre était non seulement physique (de force), mais aussi moral (de droit). La force et le droit étaient en pleine harmonie.

Il est clair que Kissinger brosse un tableau idyllique des relations internationales et de la diplomatie des grandes Puissances de l'époque. Au cours du XIX^e siècle, les affaires étaient traitées de façon purement formelle, technique et juridique sur la seule base des négociations entre les « grands » et des actes diplomatiques conclus entre un petit cercle sur la base des intérêts de ses membres.

C'est ce qu'a fait la deuxième édition du « Concert européen », celle du Congrès de Berlin de 1878 qui a abordé pour la première fois la question albanaise. Le Congrès n'a pas trouvé d'autre façon d'agir à part la confrontation et « l'harmonie » des Puissances pour partager et occuper les possessions que la Turquie cédait dans les Balkans. Il a montré au grand jour les grands dangers qui menaceraient la question albanaise à ce moment-là et dans l'avenir.

Dans son analyse, Kissinger ignore essentiellement la réalité européenne qui se cache derrière ce tableau. Tout le XIX^e siècle et en particulier sa seconde moitié sont caractérisés par des mouvements de libération des nations qui se trouvaient sous la Turquie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Le soi-disant « bon équilibre » et « l'harmonie complète des grands » dissimulaient une situation d'hégémonie dirigée contre les mouvements de libération.

La paix et l'harmonie des « grands » étaient bâties sur la négation et la violation des droits des « petits ». On partageait les territoires et les sphères d'influence. C'était la seule façon de garder l'équilibre et la paix entre les Puissances.

Mises à part les décisions du Congrès de Berlin qui a dû tenir compte tant soit peu de la Ligue albanaise de Prizren, la Conférence des Ambassadeurs des Puissances en 1912-1913 est une troisième édition du « Concert européen », à distance d'un siècle. Le système ne s'est montré en découvrant sa vraie nature dans aucun autre cas comme dans le traitement de l'indépendance albanaise. L'image du « Concert européen » n'a été nulle part ailleurs aussi claire. Dans ce cas, il est impossible de parler de juste solution d'une nouvelle question nationale qui se posait dans les Balkans. Les Puissances allaient se confronter afin d'arracher chacune « sa part » comme

condition pour la paix entre elles, une paix qui résulterait fallacieuse avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Le tableau devient clair si l'on considère les moments principaux du processus de l'examen de la question albanaise, un processus qui était contradictoire. Comme il ressort des rapports des ambassadeurs, la Conférence de Londres a abordé la question albanaise sous trois aspects : le statut de l'Albanie, l'organisation intérieure du nouvel État et la délimitation des frontières. Elle a pris des décisions respectives sur chacune de ces trois aspects.

a) Par statut de l'Albanie on comprenait sa position sur l'arène internationale après l'indépendance, ses rapports avec la communauté internationale et tout d'abord les Grandes Puissances. Ceci a été l'objet de la décision du 17 décembre 1912.

La formule était équivoque. La proclamation de l'indépendance complète par l'Assemblée de Vlora n'a pas été reconnue. L'Albanie serait « un État autonome, sous la souveraineté ou la suzeraineté du Sultan ». Son statut serait limité, ce qui veut dire qu'elle serait un État vassal sous la suzeraineté du Sultan. Or un État vassal n'est pas une partie dans les relations internationales, ni un sujet du droit international. Il est représenté à l'extérieur par le suzerain.

Les origines de cette formule de dépendance sont anciennes. Dans la phase ancienne de la féodalité, les petits féodaux étaient des vassaux et dépendaient de grands féodaux suzerains auxquels ils devaient quelques obligations. La vassalité est passée sur le plan international, dans le sens qu'elle a commencé à être appliquée dans les relations entre États. Elle est devenue une pratique courante dans les Balkans au XIX^e siècle. Des États vassaux de la Turquie ont été la Bulgarie (selon le Traité de Berlin de 1878, indépendante à partir de 1908), la Roumanie, la Serbie et le Monténégro (aux termes du Traité de Paris de 1856, indépendants en 1878 par le Traité de Berlin)¹.

Il faudrait noter que l'idée d'un État vassal albanaise s'est manifestée aussi dans la pensée politique albanaise. Elle constituait un point du programme du mouvement de Prizren. La raison principale en était qu'un tel rapport avec la Turquie était considéré comme une garantie pour éviter le morcellement des territoires albanais par les États voisins.

Mais au début du XX^e siècle cette forme de dépendance était dépassée et anachronique. Toutefois, les Grandes Puissances voulaient la rétablir en la considérant comme appropriée dans le cas de la question albanaise. Cela s'explique par le conflit d'intérêts entre

¹ Voir A. Puto, *E drejta ndërkombëtare publike*, p. 111.

les Puissances. La question ne serait pas traitée par le « Concert européen » sur la base de la nationalité, mais selon sa tradition, pour partager le butin et les sphères d'influence dans ce nouveau secteur. Les Puissances s'étaient réunies non pour résoudre une question nationale qui leur était posée, mais pour réconcilier leurs propres contradictions, sauvegarder la paix et l'harmonie entre elles.

Si l'Autriche-Hongrie était la seule favorable à une Albanie indépendante, elle y comptait comme une sorte de barrière contre l'expansion slave, donc l'influence de la Russie dans les Balkans. Pour l'Italie, l'Albanie indépendante a été une « *quinta sponda* » (cinquième rivage), un point stratégique pour le contrôle de l'Adriatique et une tête de pont lui permettant de pénétrer dans les Balkans.

La Russie a insisté sur la vassalité. Elle souhaitait voir perdurer le lien du nouvel État albanais avec la Turquie. L'expulsion définitive de cette dernière de la péninsule s'annonçant proche, la question allait se poser une nouvelle fois offrant une autre occasion pour arracher d'autres morceaux de territoires albanais en faveur de la Serbie et du Monténégro.

Le « Concert européen » à la Conférence des ambassadeurs n'a abouti à rien de définitif à cette phase-là, mais a juste ouvert la série de négociations sur la question albanaise. Le prolongement de ces dernières n'était pas dû à la difficulté des solutions, mais à celle de la formule permettant de réconcilier les intérêts des Puissances et de préserver l'harmonie entre elles.

b) La question qui a pris le plus de temps a été celle de la délimitation des frontières entre l'Albanie et les États voisins. Dans ce cas aussi, et tout particulièrement dans ce cas, il y a eu une confrontation de variantes. L'Autriche-Hongrie était en faveur du critère ethnique. Le délégué autrichien déclara que « les territoires exclusivement habités par des Albanais devaient revenir à l'Albanie ». Il a présenté une carte des frontières selon le principe ethnique². Cette variante était plus favorable à la partie albanaise, mais elle a été repoussée formellement par la Russie et ensuite par les autres délégués, qui ont insisté que « dans la délimitation des frontières ne pouvait pas procéder avec des considérations ethnographiques »³.

Le positionnement à la Conférence était le suivant : l'Autriche-Hongrie, suivie sans trop de conviction par l'Italie, était pour un État albanais avec un territoire suffisamment grand « pour

² Rapport de Mensdorff, en date du 20/XII/1912, in O A, d.n° 4495.

³ Rapport de Mensdorff, en date du 20/XII/1912, O A, d.n° 5012.

être viable ». Les trois puissances de l'Entente, en premier lieu la Russie à laquelle se joignaient l'Angleterre et la France, étaient favorables aux prétentions de leurs clients, les États balkaniques⁴.

Lorsqu'on parle de la délimitation des frontières, on ne peut pas ne pas mentionner la dite « crise de Shkodra ». Shkodra était l'objectif principal du tzar Nicolas du Monténégro. S'il n'a pas pu la prendre par la force, il s'en est emparé grâce à un pacte secret avec Essad Toptani, qui lui a livré la ville à la fin du mois d'avril 1913⁵. L'Autriche-Hongrie ne pouvait pas tolérer la prise de Shkodra. Elle a averti qu'elle allait entrer en action contre le Monténégro. Vienne a proposé de confier cette action conjointement à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie, les deux puissances les plus intéressées.

E. Grey s'y est opposé vigoureusement et a déclaré qu'une intervention unilatérale de Vienne, même conjointement avec l'Italie, mettait en péril « le Concert européen »⁶. La seule action envisageable devait être commune. Les ambassadeurs ont décidé le 5 mai 1913 de dépêcher une escadre navale des six sur les eaux monténégrines. Ils ont imposé leur volonté et le Monténégro s'est retiré.

À ce sujet, il faudrait ajouter aussi une tentative d'accord secret entre Vienne et Rome, où, en ce temps de « crise », on prévoyait que le territoire albanais soit occupé et partagé par les deux puissances : l'Autriche-Hongrie les régions au nord du Shkumbin, l'Italie le Sud⁷. Mais cela n'a pas passé non plus. La diplomatie française avait eu vent du plan et l'a dénoncé comme un acte en cercle étroit, en dehors du « Concert européen ». C'était le cas de souligner encore une fois le caractère européen de la question albanaise. L'ambassadeur français a dit clairement au début du mois de mai qu'il était impossible de laisser agir deux Puissances dans un pays dont le contrôle et l'organisation étaient assumés par les six Puissances, autrement dit « le Concert européen »⁸.

Les décisions prises par la Conférence sur le principe prévoyaient la délimitation des frontières même sur le terrain. Deux commissions ont été créées, l'une pour les frontières du Nord, l'autre pour celles du Sud. De nombreuses régions ont été détachées du tronç

⁴ E. C. Helmreich, *The Diplomacy of the Balkan wars 1912-1913*, Cambridge, Mars 1938, p. 254.

⁵ Télégramme du consul austro-hongrois de Cetinje en date du 4/V/1913, O A, d.n° 5672.

⁶ Télégramme de Mensdorff, le 26/III/1913, O A, d.n° 6314.

⁷ Texte de l'accord dans *Çështja shqiptare, në aktet ndërkombëtare të periudhës së Imperializmit*, V. II, Tirana, 1987.

⁸ Rapport de l'ambassadeur P. Cambon, le 5/V/1913, DDF 3^e série, t. VI, d.n° 50.

national et, par conséquent, l'Albanie est restée, selon l'expression du journal *Përlindja e Shqipnis*, « large d'un demi-empan et longue d'un empan ».

Concernant la délimitation définitive des frontières, E Grey a fait une déclaration à la Chambre des Communes le 17 avril 1913, en admettant ouvertement l'injustice qui était faite : « Je sais fort bien que lorsque tout sera rendu public, ce règlement donnera lieu sur de nombreux points à de fortes critiques de la part de qui connaît le pays et qui juge la question d'un point de vue local étroit. Il ne faut pas oublier que, dans les efforts en vue de ce règlement, le but principal a été de sauvegarder l'entente entre les Grandes Puissances elles-mêmes et, si la décision sur l'Albanie a réussi à l'assurer, elle aura fait le travail le plus important au profit de la paix en Europe »⁹.

La nature du « Concert européen » ne pouvait pas s'exprimer plus clairement. Il était impossible d'apporter une solution juste, l'injustice au détriment d'une petite nation étant nécessaire pour garder l'entente entre les Grandes Puissances en faveur de la paix en Europe. Or, cela non plus n'a servi à rien. Un an après, en 1914, le « Concert » s'est dissolu et la Première Guerre a déclenché en Europe.

c) L'organisation de l'État albanais était la question qui couronnerait l'indépendance. Elle pouvait se réaliser de deux manières. L'une était celle de l'organisation sur la base du principe national, c'est-à-dire par les forces intérieures du pays, par les Albanais eux-mêmes. L'État albanais serait ainsi un produit du mouvement national. Cette ligne de conduite avait été traitée et définie dans la pensée des milieux émancipés du monde albanais depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. C'était la vision de l'élite de la nation, notamment après la Ligue de Prizren, quand l'Empire ottoman donnait des signes clairs de sa chute prochaine.

Sami Frashëri a exprimé ce point de vue dans une lettre envoyée à De Rada en février 1881¹⁰. En parlant de l'organisation intérieure des « affaires » albanaises, il disait : « Si [l'Albanie] devient indépendante, nous n'aurons pas besoins de princes, ni chrétiens, ni mahometans. Notre pays pourra se gouverner, et le sera, par une sorte de démocratie, par un conseil des Sages, comme nos ancêtres autrefois ».

⁹ E. Grey, *Speeches on Foreign Affairs*, London, 1913, p. 219.

¹⁰ Lettre de S. Frashëri à De Rada, le 20/II/1881, in *Buletini i Shkencave Shoqërore* 1/1954, p. 114-116.

Il est revenu sur cette question dans son ouvrage *Shqipëria ç'ka qenë, ç'është e ç'do të bëhet*, paru à Bucarest en 1899¹¹, où il donne un projet d'idée de l'organisation intérieure du pays, excluant tout choix d'un étranger à la tête de l'État, d'un « prince » ou d'un « roi » des cours européennes et d'autant moins de la dynastie ottomane. Il fallait mettre à la direction du pays, selon l'ancienne coutume locale, un conseil des Sages « qui donnerait les ordres et régnerait »¹².

Le même point de vue était défendu aussi par I. Qemali. Au début du mois de janvier 1901, il avait publié dans la revue *Albanie* de Konitza un article intitulé « L'Albanie et les Grandes Puissances ». Il s'agissait d'un programme d'action dans la perspective du tournant auquel on s'attendait dans les Balkans. Après avoir souligné que « l'Europe a le regard fixé sur l'Albanie », il ajoutait qu'il n'y avait pas d'autre voie à par le redressement et l'indépendance du pays. Dans ces circonstances, « les Albanais doivent chercher à se gouverner par leurs hommes et non pas s'attendre à gagner par ceux qui visent à les perdre ».

L'idée de l'organisation sur la base des forces internes de la nation s'est matérialisée pleinement à l'Assemblée de Vlora qui, après la proclamation de l'indépendance, a créé aussi le Gouvernement Provisoire. Le premier Gouvernement national était présidé par I. Qemali, le premier ministre de l'État albanais, et tous ses ministres étaient des Albanais. À la première réunion de l'Assemblée, I. Qemali a fixé les tâches immédiates de son gouvernement : « Proclamer l'Albanie indépendante sous un Gouvernement Provisoire, élire un Conseil des Sages pour aider et contrôler le Gouvernement, envoyer une commission en Europe pour défendre la cause albanaise devant les Grandes Puissances monarchiques »¹³. Vu les tâches assignées, il était clair que ce gouvernement jetterait les bases du nouvel État et constituerait le noyau de sa création.

En effet, le Gouvernement Provisoire a mené son action aussi bien à l'intérieur du pays que sur la scène internationale. Quelques mois seulement après sa formation, en été 1913, il avait atteint des résultats significatifs. Il était en train d'établir une administration sur un territoire très limité, sur le triangle Vlora-Lushnja-Berat. Il a mis en pratique le principe national en travaillant avec ses gens. De ce

¹¹ S. Frashëri, *Shqipëria ç'ka qenë, ç'është e ç'do të bëhet*, Tirana, 1962.

¹² *Ibid.*

¹³ *Qeveria e Përkohshme e Vlorës dhe veprimtaria e saj*, Tirana, 1962, d.

point de vue, il est intéressant de voir les rapports des consuls étrangers qui suivaient de près l'activité du Gouvernement. Ainsi, le consul austro-hongrois Leihanetz, rapportait-il à son Ministère : « Ces derniers temps, le Gouvernement provisoire s'est souvent occupé des questions d'organisation et il procède à de nombreuses nominations de fonctionnaires, notamment dans l'administration interne »¹⁴. Un autre consul austro-hongrois rapportait en juillet de Durrës que « le Gouvernement provisoire avait commencé à assurer le fonctionnement des organes judiciaires, qu'on était en train de nommer les juges et d'organiser la gendarmerie et la police »¹⁵.

Le « Concert européen » a adopté une attitude dédaigneuse à l'égard du Gouvernement de Vlora. Au début, l'Autriche-Hongrie semblait plus favorable et le considérait comme le noyau pour la création du nouvel État. Les autres Puissances ne l'ont pas reconnu, en l'accusant d'être un instrument de l'Autriche-Hongrie. Il faut noter cependant que tous les représentants étrangers, les consuls en poste à Vlora, gardaient des contacts uniquement avec le Gouvernement national et son président, Ismaïl Qemali.

Néanmoins, les Grandes Puissances, avec le consentement de l'Autriche-Hongrie, ont décidé en bloc de créer elles-mêmes un État albanais. Ce ne serait pas un État national, mais un État imposé de l'extérieur. Un accord a été obtenu à ce sujet en vertu de la décision prise par la Conférence des ambassadeurs le 29 juillet 1913. L'essence de cette décision était d'organiser l'Albanie sous forme d'une « principauté autonome sous la garantie des six Puissances »¹⁶. Mais il ne pouvait pas y avoir un double pouvoir. Le Gouvernement de Vlora devait être éliminé et cela a été obtenu par la démission d'Ismaïl Qemali le 22 janvier 1914. C'est de là que tire son origine la thèse répandue par une large littérature et dont l'écho se sent encore de nos jours, selon laquelle « l'indépendance de l'Albanie et la création de l'État albanais sont l'œuvre de la diplomatie des Grandes Puissances ».

Le prince allemand Guillaume de Wied a été mis à la tête de cette Principauté, placée sous la Commission internationale du contrôle (CIC) composée de représentants des six Puissances. La CIC serait le pouvoir suprême qui contrôlerait tout et déciderait sur tout. L'Albanie devenait en effet un État au statut surveillé.

¹⁴ Rapport de Leihanetz de Vlora, le 2/VII/1912, *HHStA PA, Turkei XII, Carton 417, Liasse XIV 6a*.

¹⁵ Télégramme du consul Rudney, le 15/VIII/1913. *Ibid.*

¹⁶ Décision du 29/VII/1913, *HHStA PA, Albanien L/12*.

Après la chute du Gouvernement de Vlora, le facteur albanais devait disparaître. Le « Concert européen » avait les mains libres. Un autre pas dans l'organisation de la Principauté a été le choix qui consistait à écarter un homme d'État de prestige et à désigner Essad Toptani comme une figure qui resterait aux côtés du Prince. Il a été placé à la tête de la délégation qui est allée remettre au prince de Wied la couronne d'Albanie. La remise de la couronne a donné lieu à une cérémonie en grande pompe, où chacune des Puissances assurerait sa présence. Le prince de Wied pourrait désormais se rendre en Albanie. Le départ devait se transformer en une compétition spectaculaire entre les Puissances du « Concert européen ». La Principauté était leur création commune et resterait à jamais marquée en tant que telle.

Or, un premier problème s'est posé : si le Prince devait se rendre en visite de présentation et de remerciement aux capitales des six Puissances, pour des rencontres au sommet, par où fallait-il commencer ? Suite à un accord entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, les deux Puissances « plus intéressées par la question albanaise », de Wied a fait sa première visite à Rome. Les autres visites ont suivi après, d'abord à Vienne, où il est resté plus longtemps, ensuite à Berlin, à Londres et à Paris. Il restait Saint-Pétersbourg, la capitale de la Russie des tzars, mais, « le temps pressant », de Wied a pensé l'annuler tout simplement. Cependant, alors qu'il était encore à Paris, on lui a demandé avec insistance de se rendre auprès du Tzar, car « c'était seulement en rendant visite à tous les grands souverains d'Europe que le caractère international de l'État albanais serait complet ».

Pourtant, la « partie européenne » de la « mise en scène » n'était pas achevée. Son départ pour l'Albanie est devenu une incroyable pomme de discorde. I. Qemali l'a appelée une histoire « pleine d'épisodes grotesques ». Vienne et Rome se sont disputées sur le port d'où devait partir le Prince et sur le bateau qui devait l'amener à Durrës. Était-ce Trieste ou Venise ? Comme la première visite de de Wied avait été à Rome, Vienne a demandé de respecter la parité. Il est parti finalement de Trieste sur le bateau « Taurus », mais escorté d'une « escadrille internationale » composée de bâtiments de la France, de l'Angleterre et de l'Italie. De Wied est arrivé à Durrës le 7 mars. Sur la demande de Rome, sa famille ne l'a pas accompagnée. Sa femme et leurs deux enfants sont partis le 25 mars de Brindisi à bord du navire italien « Misurata ».

Les divergences allaient s'exacerber particulièrement après la formation du gouvernement définitif du Prince, quand chacune des

parties exigerait sa part (la banque, les prêts, les concessions). Quant à la Principauté de de Wied, le chapitre pourrait se résumer par la description qu'a faite de cette créature des Puissances l'auteur français Robert Redslob dans un ouvrage publié en 1937 : « Quand les Grandes Puissances européennes prétendirent ériger l'Albanie en Principauté autonome, sous le Prince de Wied et lui donner une Charte, ce fut là une œuvre factice. La nouvelle monarchie n'était créée que sur le papier et dans l'imagination des diplomates. Elle n'a jamais vécu, pour la bonne raison qu'elle n'a pas pris racine dans le peuple. Là-dessus, la Grande Guerre a éclaté et ce n'est qu'après une longue période d'anarchie, de combats et de vicissitudes que l'Albanie a pu se constituer par ses forces vives, par sa volonté nationale, ce qui est la seule manière authentique dont se fonde un État »¹⁷.

Un tel État avait pourtant commencé à se constituer, mais le « Concert européen » en a créé un autre, une principauté factice, dans le seul but de partager les sphères d'influence entre les Grandes Puissances.

La Conférence des ambassadeurs des années 1912-1913 serait la dernière édition du « Concert européen ». La Première Guerre mondiale y mettrait un terme et l'après-guerre ne le reconnaîtrait plus comme pratique diplomatique.

Le premier coup lui a été porté par la dénonciation de la diplomatie des coulisses. Le premier acte de sa délégitimation a été le décret du Gouvernement soviétique de 1917, qui a fait publier tous les traités secrets de la Russie des tzars. En faisait partie aussi le Traité secret de Londres de 1915, qui prévoyait le morcellement intégral de l'Albanie après la guerre. On peut imaginer qu'une nouvelle édition du « Concert » en ferait un fait accompli.

Après la guerre, un facteur nouveau est apparu dans le traitement et le règlement des problèmes en suspens. La nouvelle Puissance américaine a débarqué sur le Vieux Continent au moment où elle était conduite par le président W. Wilson dont la vision portait de la conviction que « les bases de l'ordre international sont le droit universel et non pas l'équilibre entre les Grands ». Et d'ajouter : « Il ne faut pas avoir un équilibre de forces, mais une union de forces ». Dans un nouvel ordre international, les seules questions seraient de savoir si c'est juste, si c'est raisonnable, si c'est dans l'intérêt non pas de telle ou telle puissance ou de leur club, mais dans celui de l'humanité.

¹⁷ R. Redslob, *Les Principes du droit des gens moderne*, Paris, 1937, p. 63.

Même à la Conférence de la Paix il y avait « les Quatre Grands », mais c'était loin du concept du « Concert européen ». Non seulement pour le fait qu'il y avait une présence américaine, mais aussi parce que le président Wilson était le premier violon. C'est à lui que revient le mérite historique d'avoir brisé le cercle fermé des Puissances qui décidaient sur tout. La création d'une « association générale des nations » était un des Quatorze points qu'il a proclamés. C'est précisément à cette fin qu'il a avancé l'idée d'une organisation internationale qui rejeterait la prise de décisions arbitraire dans le cadre étroit des Puissances. Elle déroulerait son activité ouvertement aux yeux de la large opinion publique. À la fin de la guerre, le terrain était préparé pour traduire dans les faits ce projet. C'était la Société des Nations.

Cependant, la Société des Nations n'a pas justifié les espoirs. Elle ne s'est pas opposée aux actes d'agression de l'Italie fasciste et encore moins à l'Allemagne hitlérienne qui a poussé l'Europe dans la conflagration la plus sanglante de son histoire. En conclusion, l'expérience de la Société des Nations a été considérée un échec.

Pourtant, l'idée survivrait. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1946, il a été décidé de dissoudre la Société des Nations, créant à sa place l'ONU et tout un système d'organes et d'organisations qui abordent les problèmes dans l'esprit de « l'association générale des nations ».

En Europe, il n'y a plus de « Concert européen », mais une Union européenne, dont la mission est de faire du continent une seule entité sur la base du droit universel et de la paix générale. Tout ce système d'organes et d'organisations n'a peut-être pas le pouvoir magique d'apporter des solutions idéales à toutes les questions, mais la conclusion c'est que l'on se trouve à une autre époque des relations internationales.

Kristaq PRIFTI

**LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE ET LA
FONDATION DE L'ÉTAT ALBANAIS PAR ISMAÏL QEMALI**

L'aube du XX^e siècle a trouvé les Albanais préparés à mener une existence étatique et politique indépendante. La société albanaise, comme celle des autres pays des Balkans, est parvenue dès le XIX^e siècle à créer toutes les prémisses pour former l'État national indépendant. L'indépendance a été précédée par toute une histoire, elle a été préparée avec beaucoup de patience, de courage et d'esprit de responsabilité pour les sorts de la nation pendant des dizaines d'années, au cours de la période de la Renaissance nationale et notamment durant la crise d'Orient des années 1875-1881 et la Ligue albanaise de Prizren (1878-1881). L'activité organisationnelle politique et militaire de la Ligue qui a duré presque quatre ans a non seulement posé la tâche de former l'État albanais, mais a également déployé des efforts en vue de la réaliser, en créant sous la présidence d'Ymer Prizreni et de ses collaborateurs Abdyl Frashëri, Sulejman Vokshi, etc. le Gouvernement provisoire d'Albanie.

La question de la proclamation de l'indépendance et de la formation d'un État national et indépendant albanais a été posée comme un impératif concret et urgent lors des insurrections des années 1910-1912, qui ont marqué une nouvelle étape culminante du Mouvement national. En particulier, l'Insurrection générale de 1912 qui a conduit à la libération du Kosovo et d'une grande partie des villes d'Albanie, a provoqué en juillet 1912 la chute du gouvernement des Jeunes-Turcs et la dissolution du Parlement de l'Empire. Cette vague de soulèvements constitue le premier effort sérieux pour assurer, par la voie de la lutte armée populaire, l'autonomie de l'Albanie et la formation d'un État national comprenant l'ensemble des territoires ethniques albanais.

Or, malgré les succès obtenus par l'Insurrection générale de 1912, à cause des dissensions et du manque de coordination des attitudes et des actions au niveau de sa direction, elle n'a pas réussi à apporter ses fruits et à réaliser la revendication fondamentale du Mouvement national : conduire, comme l'avaient prévu ses dirigeants Hasan Prishtina, Ismaïl Qemali, etc., à la création d'une Albanie autonome qui serait une étape préparatoire pour organiser un État indépendant albanais.

Le fait que l'Insurrection de 1912 n'a pas conduit à la formation de l'État national avec ses propres organes de gouvernement et des frontières bien délimitées comprenant l'ensemble des territoires albanais, ce qui aurait modifié radicalement le sort de l'Albanie et de la question albanaise, a eu de graves conséquences pour la nation qui est restée morcelée et désorganisée face aux agresseurs balkaniques.

Les négociations que Ismaïl Qemali a eues avec le gouvernement turc à Istanbul aux premiers jours de septembre 1912 s'inscrivent dans les efforts des dirigeants albanais en vue de créer un État national avant que les voisins balkaniques ne déclanchent la guerre qu'ils préparaient. Au cours de ces démarches, il a demandé à la Sublime Porte d'organiser l'Albanie comme une entité autonome, ce qui rendrait les Albanais un facteur important dans la résistance contre l'invasion que préparaient les alliés balkaniques. Or, Istanbul a ignoré les propositions d'Ismaïl Qemali, en rejetant la solution offerte par le sage homme politique albanais, qui consistait à organiser l'Albanie comme un État autonome avant le commencement de la Guerre balkanique.

Dans ces circonstances, comme l'écrivait Ismaïl Qemali, la guerre a trouvé les Albanais non préparés, sans une organisation étatique capable de mobiliser le peuple à défendre les territoires nationaux contre les agresseurs balkaniques qui ont déclanché les opérations belliqueuses en octobre 1912.

En ces journées difficiles d'octobre et du début de novembre, quand la domination ottomane dans les Balkans touchait à sa fin et les États voisins se préparaient à se partager définitivement entre eux les territoires de l'Albanie, les dirigeants du Mouvement national et les patriotes albanais en général se sont unis autour d'un seul objectif : lutter pour détacher complètement l'Albanie de l'Empire ottoman,

pour séparer ses intérêts de ceux de l'Empire, ceci étant la voie unique pour éviter le morcellement des territoires albanais après la défaite de la Turquie dans la Guerre balkanique.

Un pas important pour la définition de cette ligne politique du Mouvement national a été fait lors de la réunion des dirigeants de ce mouvement pour le Kosovo, qui s'est tenue à Skopje le 14 octobre 1912. Les décisions de cette réunion et la Proclamation qui a été remise aux représentants des Grandes Puissances le 16 octobre (par la « Société noire pour le salut ») mettaient l'accent sur deux questions fondamentales : tout d'abord, en distinguant clairement les intérêts de l'Albanie de ceux de l'Empire ottoman, elle soulignaient que l'Albanie avait saisi les armes « non pas pour consolider la domination de la Turquie dans les Balkans, mais pour sauvegarder son intégrité territoriale et sa liberté ». Deuxièmement, ces actes déterminaient l'organisation future de l'Albanie et soulignaient que, « indépendamment du sort des armes, les Albanais n'accepter[ai]ent pour les quatre vilayets qu'une seule forme politique et une seule forme de domination »¹. Une telle formulation traduisait dans son essence la revendication d'unir les vilayets albanais et d'unifier leur gouvernement, ce qui serait réalisé par la formation d'un État national.

Mais l'acte politique le plus important qui a préparé la proclamation de l'indépendance a été la Réunion de Bucarest du 5 novembre 1912, convoquée à l'initiative de Ismaïl Qemali et de son collaborateur intime Luigj Gurakuqi, qui, bénéficiant le soutien des milieux et des organisations patriotiques albanaïses dans le pays et à l'étranger, des colonies d'Istanbul, de Bucarest, des États-Unis et d'ailleurs, se sont mis au travail pour organiser l'Assemblée nationale qui allait proclamer l'indépendance et fonder l'État albanais.

Déterminé dans ses efforts en vue de libérer l'Albanie, de la détacher de l'Empire ottoman et de la sauver du morcellement qui la menaçait, Ismaïl Qemali a proposé à cette réunion l'objectif de proclamer son indépendance et de former un État national albanais. Sans toutefois mentionner le terme « indépendance », étant donné qu'il n'avait pas

¹ *Akte të Rilindjes Kombëtare Shqiptare*, préparé par S. Pollo et S. Pulaha, Tirana, 1978, pp. 255-256. Voir aussi Ramiz Abdyli, *Lëvizja Kombëtare Shqiptare 1911-1912*, Livre 2, Prishtina 2004, pp. 425-426.

encore obtenu le soutien des Grandes Puissances, Ismaïl Qemali a suggéré la création d'un État national « afin de concentrer entre les mains des Albanais le gouvernement du pays par la création d'un Comité dirigeant, pour faire en sorte que la nation albanaise ne sorte pas vaincue de la Guerre balkanique et ne reste sous aucun aspect derrière les autres nations »². Cela signifiait en d'autres termes que l'Albanie devienne un État indépendant, égal aux autres pays des Balkans. C'est à cette réunion qu'a été lancée aussi l'idée de convoquer l'Assemblée nationale avec des représentants de toutes les régions d'Albanie.

Grâce à son expérience politique, Ismaïl Qemali était conscient du rôle du facteur international dans la détermination du statut des pays des Balkans et de l'Albanie. Lors des rencontres qu'il a eues à Vienne, sur le chemin de retour au pays, avec les représentants de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie, il a acquis leur soutien ainsi que celui de l'Allemagne, le troisième membre de l'Alliance tripartite, pour l'action albanaise. Le 18 novembre, Ismaïl Qemali annonçait à la Commission pour la proclamation de l'indépendance qui s'était créée à Vlora : « notre cause politique est assurée et l'Assemblée nationale sera réunie à Durrës ou à Vlora »³.

Le 19 novembre, pour mettre l'Europe devant le fait accompli, il déclarait publiquement à la presse à Trieste que, dès qu'il arrivait dans le pays, l'indépendance de l'Albanie serait proclamée et un gouvernement provisoire serait créé⁴. C'est donc grâce à l'initiative des patriotes albanais que l'Albanie allait proclamer son indépendance et non pas son autonomie, comme le pensaient à cette époque les Puissances de l'Alliance tripartite (Autriche-Hongrie, Italie et Allemagne) qui avaient promis un soutien diplomatique à Ismaïl Qemali.

Face à la situation critique dans laquelle se trouvait l'Albanie, Ismaïl Qemali, par l'intermédiaire des commissions créées dans les diverses villes du pays et des intellectuels patriotes albanais qui étaient des fonctionnaires de l'administration locale (préfets, sous-préfets, etc.), a donné des instructions pour agir d'urgence et proclamer

² *Ibid.*, doc. 2, pp. 25-26.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

l'indépendance dans toutes les villes parallèlement à l'élection des délégués à l'Assemblée, sans attendre la réunions de cette dernière. L'objectif était de faire en sorte que les armées d'occupation serbe et grecque, dont l'arrivée était attendue d'un moment à l'autre, n'y trouvent que des territoires de l'État indépendant albanais. C'est ainsi que, au nom de « tout le peuple, des musulmans et des chrétiens », au nom de « toute l'Albanie et de toute la nation albanaise », du 25 au 28 novembre 1912, l'indépendance a été proclamée devant la menace des armes des armées d'occupation par la population d'Elbasan, Tirana, Durrës, Peqin, Lushnja, Tepelena, Kavaja, Kruja, Shkodra et d'autres villes du pays⁵.

Alors que Ismaïl Qemali préparait la réunion de l'Assemblée de Vlora, une délégation issue de la réunion des dirigeants kosovars à Skopje s'est vue donner des compétences entières pour œuvrer en vue de l'union de la population du Kosovo avec celle des autres régions du pays, afin de sauver l'Albanie du danger d'une nouvelle occupation. Malgré les difficultés de la situation de guerre, les patriotes du Kosovo et des autres régions occupées ont dépêché leurs délégués en Albanie Centrale, d'où ils se sont mis en route vers Vlora. Le 20 novembre, les délégués du Kosovo avec Sali Gjuka et un groupe de militants étaient arrivés à Elbasan où l'on attendait aussi venir de Dibra un autre groupe composé de Isa Boletini, Mehmet Pacha Dërralla (Tetova), Raza Bey Gjakova, Ajdin Bey Draga, etc., avant de poursuivre le chemin vers Vlora où serait réunie l'Assemblée générale⁶.

Les patriotes albanais regroupés autour de Ismaïl Qemali, dans les jours les plus difficiles que la nation albanaise traversait depuis presque cinq cents ans de joug ottoman, ont eu le mérite d'agir avec sagesse et courage et, jouissant du soutien du peuple, ils ont préparé et réuni le 28 novembre 1912 l'Assemblée de Vlora. Les délégués venus de toutes les régions du pays, après avoir écouté le discours de Ismaïl Qemali qu'ils avaient élu président de l'Assemblée (alors que

⁵ *Qeveria e Përkohshme e Vlorës dhe veprimtaria e saj*, Tirana, 1963, doc. 6-11, 13, pp. 28-31.

⁶ Archives centrales de l'État (AQSH), Fonds de l'Assemblée de Vlora, Dossier n° I-2, 1912. Télégramme en provenance de Dibra, envoyé à Mit'hat Frashëri et à Sali Gjuka à Elbasan, le 7 novembre 1912, p.12.

Luigj Gurakuqi était élu son secrétaire), ont proclamé à l'unanimité l'indépendance de l'Albanie.

Conscients de la tâche historique qu'ils avaient assumée, Ismaïl Qemali et les délégués réunis à Vlora ont proclamé en même temps la fondation de l'État national albanais⁷. La proclamation de l'indépendance et la fondation de l'État albanais étaient des actes simultanés de l'Assemblée de Vlora. Ce n'est pas par hasard que Ismaïl Qemali a employé, dès l'ouverture des travaux de l'Assemblée, une formule qui les unissait en une seule question : « Les premières mesures nécessaires à prendre par l'Assemblée, a-t-il dit, sont les suivantes : proclamer l'Albanie indépendante sous un gouvernement provisoire, élire un conseil des sages pour aider et contrôler le gouvernement et dépêcher une commission en Europe pour défendre la cause albanaise auprès des Grands Royaumes »⁸.

À la différence des assemblées précédentes albanaïses, dans celle de Vlora, l'organisation de l'Albanie comme un État indépendant n'a pas seulement été posé comme un principe, une revendication ou un objectif du mouvement national, mais a aussi été appliqué dans la pratique.

La création du Gouvernement provisoire, toujours le 28 novembre 1912, avec Ismaïl Qemali comme président et dom Nikollë Kaçorri comme vice-président, est devenue le symbole de la fondation de l'État albanais. Pour compléter la structure des organes centraux de l'État, le 30 novembre, l'Assemblée a élu le mufti Vehbi Dibra (Agolli) comme président du Conseil des Sages et Lef Nosi au poste du vice-président, alors que la composition du cabinet et du Conseil des Sages, suite à une proposition de Ismaïl Qemali, a été reportée au 4 décembre, après l'arrivée du reste des délégués à Vlora.

Ismaïl Qemali et l'Assemblée ont pris soin de faire en sorte qu'aux organes dirigeants de l'État soient représentées toutes les communautés confessionnelles et toutes les régions, y compris celles envahies par les armées des pays balkaniques. Les procès-verbaux de l'Assemblée qui sont conservés aux Archives centrales de l'État montrent très bien que, parmi les 63 délégués, 16 venaient du Kosovo, notamment de sa capitale Skopje et des villes de Peja,

⁷ *Qeveria e Përkohshme e Vlorës...*, doc.16, pp. 31-34.

⁸ *Ibid.*

Gjakova, Mitrovica, Dibra, Tetovo, Ohrid, Struga, etc., alors que 7 venaient de la Tchamérie. Cet acte témoignait de la détermination de la population de ces régions à ne pas reconnaître l'occupation étrangère et à rejeter toute sorte de morcellement du pays. Au gouvernement de Vlora, à part Isa Boletini qui, bien que n'occupant pas de poste ministériel, était un des collaborateurs les plus étroits de Ismaïl Qemali, il y avait aussi d'autres personnalités venues du Kosovo et des autres zones albanaises occupées : Mehmet Pacha Dërralla était ministre de la Défense et Hasan Prishtina a été nommé par la suite au poste du ministre de l'Agriculture. Au Conseil des Sages, à part Vehbi Dibra (Agolli), trois autres membres venaient du Kosovo et des autres régions orientales albanaises : Bedri Pejani, Sali Gjuka et Ajdin Draga⁹.

Dans les déclarations adressées aux Grandes Puissances les 28 et 29 novembre 1912, Ismaïl Qemali n'a pas manqué de mettre l'accent sur ce fait, en annonçant que la proclamation de l'indépendance et la formation du Gouvernement provisoire étaient l'œuvre de l'Assemblée nationale où s'étaient réunis les représentants de toutes les régions de l'Albanie, sans aucune distinction de confession ou de provenance.

L'État indépendant albanais a commencé à fonctionner dès le 28 novembre 1912. Dans la correspondance officielle, Ismaïl Qemali employait fréquemment les termes « Gouvernement provisoire albanais », « État albanais », « présidence du Gouvernement de l'État indépendant albanais » et ainsi de suite, laissant entendre que l'État albanais était désormais une institution officielle et réelle, concrète et agissante¹⁰.

Malgré les conditions de l'occupation étrangère du pays, où son autorité ne s'étendait que sur une zone très étroite et où tout lien avec le monde extérieur avait été coupé par la flotte grecque qui avait investi la baie de Vlora, le Gouvernement provisoire s'est engagé de toutes ses forces pour résoudre les tâches les plus urgentes qui, selon

⁹ *Ibid.*, doc.16, pp. 31-34 ; doc. 38, pp. 45-46 ; doc. 50, p. 52.

¹⁰ *Dokumente historike për t'i shërbyer historisë sonë kombëtare*, préparé par Lef Nosi, p.169. Télégrammes de I.Qemali, Vlora, 15 novembre 1328/28 novembre 1912, p. 271, doc. 227, Vlora, 17 novembre 1328/30 novembre 1912. Voir aussi *Qeveria e Përkohshme e Vlorës...*, doc. 239, p. 173.

Ismail Qemali, se résumaient en trois questions principales : faire reconnaître l'indépendance et l'État albanais, délivrer le territoire national des armées balkaniques d'occupation et établir une forme définitive de gouvernement du pays.

Dans les messages adressés les 28 et 29 novembre 1912 aux six Grandes Puissances ainsi qu'aux États balkaniques et à leurs commandements militaires en Albanie, pour leur communiquer la décision de l'Assemblée de Vlora relative à la proclamation de l'indépendance et à la création du Gouvernement provisoire, Ismail Qemali leur demandait de « mettre fin aux agissements hostiles des armées balkaniques sur le territoire national » et de restituer à l'Albanie « les territoires pillés et occupés injustement ». Le Gouvernement albanais a dénoncé l'invasion du sol de l'Albanie par les armées de l'Alliance balkanique comme « une agression contre un État indépendant et neutre »¹¹.

La décision définitive des Grandes Puissances du 29 juillet 1913 (qui a remplacé celle du 17 décembre 1912 sur le statut autonome de l'Albanie) a sanctionné la reconnaissance officielle de l'indépendance de l'Albanie¹². Ce pays était reconnu comme un État indépendant et souverain (une principauté indépendante) non seulement sous l'aspect politique, mais aussi juridique, avec tous ses attributs, y compris le droit d'établir des relations internationales avec tous les États.

Tout en étant conscient de l'influence que les Grandes Puissances allaient jouer à l'organisation de l'Albanie, le Gouvernement provisoire a agi comme un sujet indépendant, tant sur le plan international qu'à l'intérieur du pays, en prouvant ainsi que l'édification de l'État albanais et son activité seraient l'œuvre des Albanais eux-mêmes.

Sur le plan international, le Gouvernement de Vlora a exposé à la Conférence de Londres ses points de vue sur la question albanaise par le Mémoire que la délégation albanaise a présenté à son président, Edward Grey, le 2 janvier 1913, lors des rencontres que I. Qemali a eues avec les représentants de divers pays à Londres, ainsi que par une série d'autres documents. Dans ces actes, le Gouvernement provisoire a défendu les droits légitimes de la nation

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*, doc. 226, p. 160.

albanaise qui, comme le soulignait le Mémorandum de janvier, « étant le groupement ethnique le plus compact, le plus homogène et le plus important dans la péninsule balkanique » avait le droit de créer son propre État national unifié. Parallèlement à l'indépendance complète, il demandait aux Grandes Puissances de « reconnaître à l'Albanie son homogénéité extérieure, ses frontières naturelles dictées par les circonstances ethniques de l'époque tout comme par les droits du peuple albanais en tant que habitant ancien de ces territoires ». Il demandait aussi de restituer et de laisser à l'Albanie tous les territoires albanais occupés par la Serbie, le Monténégro et la Grèce, comme le Kosovo, Dibra et les autres régions orientales de l'Albanie, ainsi que la Tchamerie dans le Sud du pays¹³.

Malgré leurs efforts, le Gouvernement albanais et les forces patriotiques du pays, se trouvant confrontés à l'attitude dédaigneuse des États voisins soutenus par ces puissances, n'ont réussi ni à résoudre entièrement la question nationale albanaise, ni à empêcher le morcellement sérieux des territoires du nouvel État albanais par la Conférence des ambassadeurs à Londres. Par ses décisions du 22 mars 1913 concernant les frontières septentrionales et nord-orientales et du 11 août concernant les frontières méridionales, la Conférence, sans prendre en considération la contribution des Albanais à la liquidation de la domination de l'Empire ottoman dans les Balkans, notamment par les insurrections des années 1910-1912, et le principe de la nationalité qui résidait au fondement de la formation des États d'Europe, mais en leur substituant le droit « de la guerre et de l'occupant », a mutilé gravement les territoires albanais. Elle a amputé l'État indépendant albanais de plus de la moitié des territoires et de la population, le Kosovo, les régions septentrionales du vilayet de Shkodra, Dibra, Ohrid, toute la vallée de Pollog et Skopje à l'est et la Tchamerie au sud, qui ont été annexés à la Serbie, au Monténégro et à la Grèce.

À cause de ces décisions, l'État indépendant albanais proclamé le 28 novembre 1912 n'a pas pu unir à l'intérieur de ses frontières tous les territoires habités par les Albanais, ce qui était pourtant un droit légitime du peuple albanais. Tout en reconnaissant l'indépendance de

¹³ *Qeveria e Përkohshme e Vlorës...*, doc. 135, pp. 98-100.

l'État albanais, les Grandes Puissances ne lui ont donc pas reconnu la souveraineté sur l'ensemble des territoires habités historiquement par les Albanais. Par le retranchement des territoires ethniques albanais à la Conférence de Londres de 1913, après celui effectué au Congrès de Berlin en 1878, ces puissances ont empêché la solution de la question albanaise en général et de celle du Kosovo en particulier.

Durant la période presque centenaire qui s'est écoulée depuis la proclamation de l'indépendance de l'Albanie et le morcellement de l'État albanais, la question du Kosovo et des autres territoires albanais en ex-Yougoslavie est restée toujours d'actualité par suite de la conservation de la structure ethnique albanaise de ces territoires et de l'aspiration de la population à s'affranchir du joug étranger et à réintégrer l'État indépendant albanais. La proclamation de l'indépendance du Kosovo par l'Assemblée du Kosovo réunie en une session extraordinaire le 17 février 2008 à Prishtina et l'adoption de la « Déclaration de l'Indépendance » qui a fait du Kosovo un État souverain et une république démocratique constituent un deuxième événement majeur dans le processus historique de la solution de la question nationale albanaise, après la proclamation de l'indépendance de l'Albanie et la création de l'État albanais en 1912.

La proclamation de l'indépendance du Kosovo ne constitue pas encore la solution définitive de la question nationale des Albanais, mais elle marque une étape importante dans ce sens, en créant un deuxième État ethniquement identique albanais. Cet acte aura sans doute des conséquences décisives quant à l'avenir du peuple albanais et à son problème national dans les Balkans.

Tout en proclamant sa neutralité par rapport au conflit balkanique, le Gouvernement provisoire de Vlora s'est engagé à défendre l'intégrité territoriale du pays. Parallèlement à l'activité déployée pour faire restituer à l'Albanie les territoires occupés, en coordonnant son activité avec les forces populaires qui s'étaient mobilisées pour défendre la patrie contre les envahisseurs, le Gouvernement de Ismail Qemali s'est efforcé d'empêcher par des moyens diplomatiques et militaires l'avancée des armées balkaniques, grecque, serbe et monténégrine. Rappelons en particulier les deux foyers principaux de cette résistance où les Albanais ont agi en unité : la défense de

Shkodra dans le Nord et celle de Himara, de Jannina et de l'Albanie du Sud dans son ensemble.

La résistance autour de Shkodra, qui se poursuivait depuis le mois d'octobre 1912, était essentiellement le résultat de la lutte des Albanais pour défendre leur patrie. Après la proclamation de l'indépendance, le 28 novembre 1912, la défense de Shkodra s'est transformée en une question nationale d'ordre général, en une partie composante de la lutte pour sauver non seulement l'Albanie du Nord, mais aussi l'ensemble de l'État albanais.

Suite à l'appel du Gouvernement provisoire, mais aussi sur l'initiative de la population elle-même, des gens simples et des notables locaux, comme le soulignent les documents de l'époque, des commissions de défense nationale ont été créées dans les villes de l'Albanie du Sud. À Himara et au défilé de Kuç, aux côtés des habitants de Himara et des paysans de Kuç, Bolena, Kallarat, Borsh, Fterra, ainsi que des citadins de Vlora, des volontaires venus de Berat, Mallakstra, Skrapar, Tepelena, Përmet, Leskovik, Kolonja, Gjirokastra, Vithkuq, Opar de Korça étaient venus se battre pour faire face aux offensives des armées grecques qui étaient entrées à Himara. D'autres volontaires kosovars venus de Prizren, Skopje, Kërçova, Ferizaj, Kaçanik, Gjakova, Prishtina, Vuçiterna, Mitrovica, Peja, Tetovo, Gostivar, Gjilan et Presheva se sont mobilisés pour défendre les frontières de l'Albanie du Sud. Ismail Qemali mettait en évidence cette unité des Albanais dans un communiqué envoyé le 2 janvier 1913 aux divers districts du pays, où il soulignait que tout le peuple s'était uni comme un seul homme pour la cause de la défense de la patrie. Un télégramme envoyé du Skrapar à Ismail Qemali le 8 janvier 1913 notait que « toute la nation albanaise s'est dressée, décidée de chasser les agresseurs grecs et de sauvegarder l'inviolabilité de l'Albanie »¹⁴.

La proclamation de l'indépendance et la création de l'État albanais a posé comme une question urgente l'organisation intérieure de l'Albanie et le renforcement de son unité politique et administrative. L'extension pas à pas du pouvoir réel du Gouvernement provisoire à

¹⁴ L. Nosi, *op. cit.*, p. 246, Berat, 16 novembre 1328/29 novembre 1912 ; p. 274, n° 30, Vlora, 17 novembre 1328/30 novembre 1912 ; pp. 303-304, n°59, Berat, 18 novembre 1328/1 décembre 1912.

partir du triangle Vlora-Berat-Lushnja, qui était sa base territoriale initiale, en direction des autres régions du pays, aux frontières fixées par la Conférence de Londres, qui s'est achevée en octobre 1913, constituait une contribution de valeur particulière pour l'union nationale du peuple albanais. Cependant, quelques mois après, le Gouvernement de l'État albanais allait se heurter à l'activité scissionniste menée par Essad Pacha Toptani, lequel a créé en octobre 1913 le « Conseil des Sages de Durrës », en poussant le pays vers la discorde et la division.

Au cours des quatorze mois de son existence, le Gouvernement provisoire s'est consacré à l'organisation des institutions de l'administration de l'État indépendant. Avec l'assistance des commissions qu'il a créées, il a pris une série de mesures pour mettre sur pied l'administration et les structures de l'État. Particulièrement importantes ont été les mesures en vue de créer l'armée albanaise. À cette fin, Ismaïl Qemali s'est efforcé dès le début du mois de décembre 1912 de faire désarmer les troupes turques, quelques 20 à 30 mille soldats, qui s'étaient retirées de la ligne du front pour se concentrer à Berat et dont les armes pouvaient servir à équiper l'armée albanaise¹⁵. Or ce projet n'a pas abouti car il n'a été soutenu ni par le gouvernement turc, ni par celui de l'Autriche-Hongrie, lesquels n'avaient pas encore reconnu l'État indépendant albanais. Cependant, le Gouvernement de Vlora avait constitué une petite force armée militaire qui stationnait sur les rives de la Vjosa et au col de Llogara, pour parer à une attaque lancée éventuellement par les forces grecques depuis Himara.

En juin 1913, le Gouvernement provisoire a commencé l'organisation de la Milice albanaise. D'après le Règlement de cette dernière, qui a été préparé le 3 juin par l'Office de l'État-major, un organe militaire du Gouvernement, la Milice serait chargée des tâches de l'armée albanaise et serait complétée de recrues mobilisées sur la base du service militaire obligatoire. Jusqu'à la création du Commandement général, la Milice serait dirigée par le Ministère de la Défense. Ismaïl Qemali allait décider l'organisation définitive de l'armée albanaise

¹⁵ *Ibid.*

après avoir pris connaissance des systèmes militaires des pays d'Europe et trouvé la solution la plus appropriée à l'Albanie.

En mai 1913 ont été créés les commissions pour l'organisation des structures de la justice, de la gendarmerie, de la police et des autres services. De nouveaux tribunaux ont été institués pour les affaires pénales et civiles, dont la compétence a été retirée aux tribunaux de la charia, auxquels on a confié seulement les affaires concernant les questions religieuses. La mise en place des organes de la gendarmerie a commencé à Vlora pour s'étendre ensuite aux autres préfectures du pays¹⁶.

Le Gouvernement a pris une série de mesures dans le domaine économique, telles que la décision interdisant la mainmise des propriétaires fonciers sur des terres appartenant à l'État (un phénomène qui prenait une ampleur considérable), selon laquelle les personnes concernées devaient restituer à l'État toutes les terres dont ils s'étaient appropriés. Une autre mesure a concerné la création de la Banque nationale albanaise avec un capital étranger, italien et autrichien, que Ismaïl Qemali considérait comme indispensable pour l'économie du pays¹⁷.

Ismaïl Qemali n'excluait pas la possibilité d'une réforme agraire concernant les terres appartenant à l'État. Dans son discours prononcé le 21 octobre 1913 à Vlora, il a souligné que son Gouvernement était « résolu à ne laisser échapper de ses mains aucun pouce de terre de ses *tchifliks* et à faire en sorte que l'Albanais ne soit pas privé de la terre »¹⁸. D'autres mesures prises jusqu'à l'automne 1913 étaient aussi les décisions concernant les règles sur le droit de succession, la construction d'un tram à Vlora et des routes, la mise sur pied de deux imprimeries qui ont été commandées en Italie et qui allaient permettre de publier tout d'abord deux journaux, un à Vlora et un autre à Elbasan¹⁹.

Sur une décision du Ministère de l'Éducation, des écoles élémentaires ont été ouvertes dès septembre 1913 dans des villes et des villages et

¹⁶ *Qeveria e Përkohshme e Vlorës...*, doc. 188, p.130 ; doc. 193, pp. 133-134 ; doc. 209, pp. 144-145 ; doc. 236, p.171.

¹⁷ *Ibid.*, Introduction, p. 21 ; doc. 348, pp. 379-385 ; doc. 330, pp. 234-242.

¹⁸ *Ibid.*, doc. 330, pp. 234-242.

¹⁹ *Ibid.*, doc. 209, pp.144-145 ; doc. 235, pp.170-171.

une école normale allait ouvrir à Elbasan. « Ce n'est que par une éducation saine et véritable, soulignait cette décision, que notre nation pourra renaître et acquérir le droit de se ranger parmi les peuples civilisés ». Dans les écoles grecques, l'enseignement a commencé à être donnée en albanais. Le système d'éducation mis en place par le Gouvernement d'Ismail Qemali était national et laïque. Toujours en septembre, le Gouvernement a adopté une décision qui proclamait l'albanais comme la langue officielle de l'État albanais²⁰.

Les mesures prises par Ismail Qemali pour organiser l'État albanais ont été couronnées par l'adoption de « la Loi en vigueur de l'administration civile de l'Albanie » en novembre 1913. Cet acte précisait de manière détaillée l'organisation des pouvoirs locaux selon les divisions en préfectures, sous-préfectures et unités plus petites, les organes qui fonctionneraient auprès d'elles (conseils d'administration, conseils généraux, etc.), ainsi que le mode de leur élection par la population²¹. Toutefois, la loi en question ne parlait pas de la forme du gouvernement du pays et, par conséquent, de l'organisation du pouvoir central de l'État albanais, qui seraient décidées par les Grandes Puissances. C'est pour cette raison qu'elle ne pouvait pas jouer le rôle d'une loi fondamentale de l'État albanais, donc celui d'une constitution.

L'activité du Gouvernement provisoire et la poursuite de l'organisation de l'État albanais ont été empêchées par la création de la Commission internationale de contrôle (C.I.C.) et son installation à Vlora, en octobre 1913, suivant la décision du 29 juillet de la Conférence des Ambassadeurs de Londres. Cet acte a eu deux conséquences : il a établi un régime international de contrôle des six Grandes Puissances sur l'Albanie et, traitant le Gouvernement provisoire comme une autorité locale entre autres, il lui a renié les attributs de gouvernement national dont il était investi par l'Assemblée de Vlora.

Ismail Qemali était conscient des limitations et des effets qu'entraînerait l'activité de la C.I.C., où il voyait une expression du scepticisme de l'Europe concernant les capacités des Albanais de se

²⁰ *Ibid.*

²¹ Kristo Frashëri, *Shpallja e pavarësisë së Shqipërisë (28 nëntor 1912)*, Tirana, 2008, pp. 217-235.

gouverner eux-mêmes et de gérer leur pays. Néanmoins, il a accepté de collaborer avec elle. Cela ne l'a pourtant pas empêché à insister en même temps pour organiser l'État albanais par les facteurs intérieurs et pour lui donner une physionomie nationale. « Aujourd'hui, a-t-il souligné dans son discours prononcé au meeting du 21 octobre 1913 à Vlora, nous avons acquis la liberté et nous avons une Albanie non pas pour les étrangers, mais pour les Albanais. Il est nécessaire de donner à cette Albanie un gouvernement entièrement national ou plutôt entièrement albanais »²².

Or, si Ismaïl Qemali et les personnalités proches avec lui étaient contraires au contrôle et aux immixtions importunes des Grandes Puissances dans l'organisation intérieure de l'État albanais, ils n'avaient rien contre la venue des experts et des conseillers européens en Albanie, notamment pour l'organisation de l'armée, des forces de l'ordre etc. D'ailleurs, dès les premiers jours de l'existence du Gouvernement provisoire, I. Qemali a fait des démarches en vue de faire venir de tels spécialistes de l'Autriche-Hongrie ou de quelque autre pays. Mais il estimait que leur présence ne devait pas servir à établir un contrôle sur toute l'activité de l'État albanais, comme l'avait prévu la C.I.C. Selon l'opinion du Gouvernement provisoire, ils devaient être invités par lui, travailler pour lui et pour l'Albanie et dépendre de lui comme tous les autres fonctionnaires du pays²³.

Cependant, même après l'arrivée de la C.I.C. à Vlora en octobre 1913, Ismaïl Qemali et le Gouvernement albanais ont poursuivi le travail commencé pour organiser l'État. Ismaïl Qemali a considéré qu'il était admissible que les Grandes Puissances fassent venir en Albanie un prince étranger, ainsi que des conseillers et des experts dans divers domaines de l'administration, mais, tout comme les autres patriotes albanais, il n'a pas consenti à l'ingérence des Grandes Puissances dans les affaires intérieures de l'Albanie par l'intermédiaire de la C.I.C. et aux efforts visant à écarter le Gouvernement national de l'organisation de l'État ou à l'empêcher d'étendre son pouvoir sur l'ensemble du pays, en le considérant comme un gouvernement local parallèlement à celui d'Essad Pacha et de trois ou quatre autres que l'on tentait de créer.

²² *Ibid.*, doc. 330, p. 237.

²³ *Ibid.*

Selon le point de vue de Ismaïl Qemali et des autres personnalités albanaises de l'époque, les efforts en vue de créer une Albanie pour les Albanais s'inscrivaient dans l'objectif de faire de l'Albanie un pays authentiquement européen. Or cela devait être l'œuvre des Albanais eux-mêmes, afin de prouver à l'Europe qu'ils « méritent de gouverner l'Albanie sans se laisser tirer les ficelles par les étrangers ». Ismaïl Qemali considérait que l'acceptation de la civilisation européenne par les Albanais était une condition indispensable pour le progrès du pays, pour ne pas permettre que l'Albanie « disparaisse de la carte de l'Europe comme beaucoup d'autres nations »²⁴.

Toutefois, on ne peut pas dire que le gouvernement de Ismaïl Qemali a assuré une activité normale, soit du point de vue de l'étendue de son pouvoir sur le territoire, soit du point de vue du volume de ses fonctions étatiques. Or l'existence d'un gouvernement national est plus importante que le volume de ses fonctions étatiques. Et les directions dans lesquelles il a déployé son activité étaient parmi les plus essentiels du point de vue du fonctionnement d'un État. Et si l'on y ajoute ce que raconte Ismaïl Qemali dans ses *Mémoires*, que son gouvernement opérait « dans un pays dont les frontières n'étaient pas encore délimitées, alors que le statut politique promis par l'Europe attendait pour être complété, dans un pays où l'on menait une propagande effrénée pour fomenter des troubles », alors on comprend quels obstacles se dressaient devant lui sur le chemin pour établir son pouvoir.

L'État albanais nouvellement créé a donné une grande leçon aux générations futures. Il a montré que l'indépendance et l'État national ne pouvaient ni être stables ni se consolider sans une unité politique et administrative intérieure. Les efforts du Gouvernement de Ismaïl Qemali pour renforcer le nouvel État et son unité se sont heurtés à l'opposition d'Essad Pacha Toptani et de ses acolytes qui se sont dressés contre le pouvoir central et ont créé en octobre 1913 le Conseil des Sages de Durrës. Ils ont poussé le pays dans la voie de la discorde et de l'anarchie. On a vu apparaître des tendances visant à ranimer le séparatisme régional et les dissensions religieuses héritées

²⁴ *Ibid.*

du temps de la domination ottomane, afin de diviser les Albanais et de les jeter dans une guerre civile.

Les forces patriotiques du pays voyaient le début de cette activité scissionniste et contraire aux intérêts nationaux dans l'acte de la reddition de Shkodra, laquelle a été cédée aux Monténégrins par Essad Pacha le 22 avril 1913. Cet accord, ainsi que les autres accords signés plus tard par Essad Pacha Toptani avec la Serbie, qui prévoyaient la création d'une principauté albanaise dirigée par Essad Pacha, était assorti par l'établissement d'un protectorat serbe en Albanie, visant la liquidation de l'Albanie indépendante et son morcellement définitif.

La propagande des forces essadistes a été accompagnée, à la fin de l'année 1913 et en janvier 1914, par l'organisation d'affrontements sanglants entre Albanais qui ont gagné toute la préfecture d'Elbasan et d'autres villes du pays.

L'activité antinationale d'Essad Pacha a causé un grand tort à l'Albanie, car elle est survenue au moment de l'arrivée de la C.I.C. à Vlora, quand les Albanais devaient se présenter unis devant l'Europe (qui, comme le remarquait Ismaïl Qemali « observait même nos affaires les plus infimes »), pour lui montrer qu'ils étaient capables de gouverner leur pays. Ismaïl Qemali et les autres patriotes albanais considéraient l'attitude à l'égard de l'unité du pays et du peuple comme une pierre de touche, « grâce à laquelle l'histoire distinguerait le patriote du traître »²⁵.

En mettant l'accent sur le danger qui menaçait l'État albanais par cette guerre intestine, la presse patriotique écrivait que les Albanais ne devaient pas confier à l'Europe la solution de leurs problèmes intérieurs. « En garantissant les frontières de 1913, l'Europe, soulignait-elle, nous a mis à l'abri du danger extérieur, or il n'est pas de son devoir de nous défendre des conflits et des divisions internes qui peuvent tout aussi bien mettre en péril et liquider l'Albanie. Malheur à l'Albanie, si elle se laisse défendre par l'Europe même de ce côté-là ! »²⁶.

Les divisions et les désaccords semés par Essad Pacha et ses collaborateurs ont ébranlé l'État nouvellement créé albanais. Ils ont

²⁵ *Ibid.*, doc. 344, p. 270.

²⁶ *Ibid.*, doc. 267, pp. 193-196.

conduit le pays à l'anarchie, provoqué le mécontentement populaire, des tensions politiques et le manque de confiance en la possibilité de faire sortir le pays de la crise. C'est pour cette raison que même les forces qui s'en tenaient jusque-là à l'idée que l'Albanie devait être gouvernée par les Albanais eux-mêmes ont fini par accepter comme une solution, afin de sauver le pays de l'anarchie, la désignation d'un souverain étranger comme le prince de Wied, qui est arrivé en Albanie en mars 1914.

Malgré les efforts déployés par Ismaïl Qemali pour faire face aux troubles intérieurs, à l'anarchie et aux dissensions, ainsi qu'aux pressions constantes exercées par les Grandes Puissances (à travers la C.I.C.) qui considéraient le Gouvernement provisoire comme un obstacle dans leur objectif d'établir un contrôle complet sur l'Albanie, son gouvernement n'a pas pu résister plus longtemps. Le 22 janvier 1914, environ deux mois avant l'arrivée du prince de Wied qui créerait un nouveau gouvernement, Ismaïl Qemali a démissionné et a remis à la C.I.C. la direction du pays²⁷.

Le renversement du Gouvernement provisoire conduit par Ismaïl Qemali a porté un coup dur à l'œuvre des patriotes albanais pour unir tout le pays et a frayé le chemin au déchirement du pays par les divisions et l'anarchie justement au moment où le peuple albanais avait besoin d'être uni plus que jamais pour pouvoir faire face aux dangers qu'a entraînés le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

La situation politique complexe qui s'est créée à cette époque-là, les dures épreuves que l'État albanais traverserait dans les années 1915-1920, quand son existence même a été mise en question, les pressions sous lesquelles il allait se trouver pendant les années 1920 et 1930, l'agression fasciste de 1939, ainsi que sa difficile position internationale au cours des 45 ans après la Seconde Guerre mondiale, où, après des fluctuations d'une alliance à l'autre, le salut a été trouvé dans l'isolement complet du pays, témoignent du chemin pénible que l'Albanie indépendante a dû parcourir au cours des cent dernières années.

²⁷ *Ibid.*, doc. 398, p. 328 ; doc. 399, p. 329.

Toutefois, au cours de cette période de cent ans, l'œuvre accomplie le 28 novembre 1912 s'est avérée comme un acte historique qui ne permettrait aucun retour en arrière et qui serait conservé et défendu par tout le peuple comme son trésor le plus précieux.

L'indépendance et la fondation de l'État albanais par Ismaïl Qemali sont entrées dans l'histoire comme une œuvre qui a rendu possible l'existence des Albanais en tant que nation et peuple, comme des égaux parmi les égaux dans la famille des peuples d'Europe et du monde, qu'a ouvert la voie à leur développement économique et social, culturel et politique, et qui leur a permis de participer de manière active et consciente aux processus du progrès historique mondial.

L'État indépendant revêt une signification et une importance particulière pour les Albanais même comme un porteur de l'idée de l'union nationale, comme un soutien et une source d'inspiration et d'espoir pour l'avenir dans ces parties de la nation qui sont restées injustement en dehors de ses frontières et qui n'ont jamais cessé les efforts de libération et d'union nationale, pour réaliser les aspirations que la nation albanaise n'a pas réussi à satisfaire par la proclamation de l'indépendance le 28 novembre 1912.

Le 28 novembre 1912 est resté et restera dans l'histoire de la nation albanaise comme une œuvre unique et majeure du XX^e siècle.

Paskal MILO

LE NATIONALISME ALBANAIS ET L'INDÉPENDANCE

Avant d'aborder la question de savoir ce que c'est le nationalisme albanais et quand il s'est manifesté dans le milieu albanais dans le cadre de l'Empire ottoman, il y aurait lieu de rappeler les conceptions essentielles élaborées concernant le nationalisme en général grâce à une longue expérience de débat scientifique au niveau international. Certes, les écoles qui se sont intéressées à la définition du contenu du nationalisme dans le passé et à l'heure actuelle ont été nombreuses, mais le monde académique n'est pas parvenu à tomber d'accord sur une définition générale et largement acceptée à son sujet. Le nationalisme est un phénomène complexe. « Il y a nombre de différents exposés et définitions de ce que c'est que le nationalisme, différentes façons de classer et de comprendre les variétés de nationalisme, différentes approches de son étude. Parfois ces différences se chevauchent. D'autres fois, elles sont en opposition contrastante »¹

Dans un sens classique et simplifié, Ernest Gellner a défini que le nationalisme est tout d'abord un principe politique « qui exige que l'unité politique et l'unité nationale se recouvrent »². Or, cette conception théorique idéalisée peut difficilement avoir un modèle qui puisse témoigner de sa valeur pratique. Le monde est une multitude de cas et d'expériences qui rendent presque impossible la coïncidence de la théorie avec les réalités historiques survenues dans divers pays et à diverses époques. Mais il y a eu cependant un consensus général pour chacune des variantes du nationalisme, qui se résume à des

¹ « ... [T]here are many differing accounts and definitions of what nationalism is, differing ways of classifying and understanding the varieties of nationalism, and differing approaches to its study. Sometimes these differences are overlapping. At other times they are in contrasting opposition. », voir *Nationality, Patriotism and Nationalism in Liberal Democratic Societies*, edited by Roger Michener, Paragan House, a PWPA Book, St. Paul, Minesota 1993, p. Viii.

² « Nationalism is primarily a political principle, which holds that the political and the national unit should be congruent », voir Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Oxford 1983, p. 1.

composantes structurelles communes où à des traits qui caractérisent le nationalisme et le sentiment d'être unique : particularité d'un groupe d'hommes liée notamment à leur homogénéité ethnique, linguistique ou religieuse, mise en relief des comportements communs socio-culturels et des souvenirs historiques, sens d'une mission commune et absence de respect ou hostilité à l'égard des autres peuples (racisme, xénophobie, antisémitisme)³.

Une telle conception du nationalisme renferme toutes les notions acquises par l'expérience historique, lesquelles sont encore présentes de nos jours. Dans le sens d'un aperçu historique positif du nationalisme qui a pris l'aspect d'un mouvement national visant à gagner, défendre et affirmer les valeurs de la nation comme une entité particulière et identifiable entre autres entités nationales, « le nationalisme est un principe très dynamique qui peut déclencher des espoirs, des émotions et des actions, c'est un instrument de solidarité et de mobilisation politique des hommes pour atteindre un objectif commun⁴.

En tant que phénomène négatif, le nationalisme se présente comme une plateforme agressive, expansionniste, nourrissant des prétentions territoriales injustes à l'égard des voisins et des politiques de diversion, s'imposant pour instrumentaliser les minorités ethniques, linguistiques et religieuses, ainsi qu'à travers le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme.

C'est justement à cause de cette perception négative du nationalisme que l'historiographie albanaise, mais aussi des auteurs étrangers, certes pas nombreux, se sont servis du synonyme Mouvement national ou Renaissance nationale albanaise. Tout en étant presque équivalents avec le nationalisme quant à l'essentiel du point de vue sémantique, ces termes comportent une différence en matière de contenu. Ils sous-entendent un concept plus large et intégrateur et mettent en évidence la tendance positive, juste et légitime du processus. Du temps de l'ancien régime communiste, les termes « nationaliste » et « nationalisme » avaient une connotation idéologique négative qui avait son origine dans la conception stalinienne de la nation, dans le système lui-même, mais aussi dans

³ Peter Alter, *Nationalism*, Second Edition, Edward Arnold 1994, p. 3.

⁴ *Ibid.*, p. 4 : « Nationalismus verkörpert also in hohem Maße ein dynamisches Prinzip, das Hoffnungen, Emotionen und Handlungen auszulösen vermag. Er ist ein Instrument zur politischen Solidarisierung und Aktivierung von Menschen, um ein gemeinsames Ziel zu erreichen. » (Peter Alter, *Nationalismus*, Surhkamp, Frankfurt, 1985, p. 4.)

son allergie des adversaires politiques durant la Seconde Guerre mondiale.

Les racines historiques du nationalisme ou du Mouvement national albanais, selon l'historiographie albanaise du XX^e siècle, s'étendent aux années 30-40 du XIX^e siècle et cette idée est généralement admise aussi bien par le passé qu'à présent. Aleks Buda situait à la première moitié du XIX^e siècle le développement du processus historique de la consolidation de la nation albanaise, dont il voyait l'union non pas sur la seule base de la communauté ethnique et linguistique ou de l'histoire commune, mais aussi sur celle de l'unité territoriale comme « seule forme sous laquelle la vie nationale pouvait atteindre son épanouissement complet et unitaire »⁵. Stefanaq Pollo situe lui aussi à la même période la formation de la conscience nationale ethnique comme un passage à un stade spirituel supérieur où la conscience ethnique des Albanais a joué un rôle primordial⁶. Kristo Frashëri, bien qu'il ne se prononce pas explicitement, laisse entendre qu'il recherche ces racines bien avant. Il écrit que le Mouvement national, en tant que révolution, s'inscrit dans la même mouvance des révolutions nationales développées au cours du XIX^e siècle par tous les peuples balkaniques asservis comme les Albanais par l'Empire ottoman⁷. Rexhep Qosja définit la Renaissance nationale comme un mouvement visant à union nationale, à la création de l'État, un effort en vue de la résurgence spirituelle et culturelle et de l'éveil de la conscience nationale⁸. Stavro Skëndi partage lui aussi l'idée que le mouvement pour éveiller la conscience nationale albanaise a commencé par l'activité qui se proposait d'éclairer les esprits des Albanais vivant en dehors de l'Empire ottoman, notamment dans les colonies albanaises qui ont joué un rôle important⁹.

Face à cette approche dominante quant aux racines historiques du nationalisme albanais, il y a aussi un autre point de vue selon lequel ces dernières sont à rechercher bien avant, dans la période des

⁵ Aleks Buda, « Lidhja Shqiptare e Prizrenit dhe rrënjët e saj historike », in *Studime Historike*, Akademia e Shkencave dhe e Arteve e Kosovës, Prishtina, 2006, pp. 399, 402.

⁶ Stefanaq Pollo, *Në gjurmë të historisë shqiptare*, tome 2, Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, Tirana, 2003, p. 71.

⁷ Kristo Frashëri, *Shpallja e Pavarësisë së Shqipërisë (28 nëntor 1912)*, Tirana, 2008, p. 10.

⁸ Rexhep Qosja, *Fjalor demokratik*, Vepra XXVI, Instituti Albanologjik, Prishtina, 2010, p. 336.

⁹ Stavro Skëndi, *Zgjimi Kombëtar Shqiptar, 1878-1912*, Shtëpia e Librit dhe e Komunikimit, Tirana, 2000, pp. 420-421.

pachaliks albanais, quand le Pachalik de Jannina constitué par Ali Pacha de Tepelena est considéré « comme une structure politique recelant les débuts du nationalisme albanais »¹⁰.

Au stade actuel des recherches en la matière, il n'existe pas encore d'éléments ou d'analyses qui puissent amener à penser que les racines du nationalisme albanais doivent être recherchées plus loin dans l'histoire. Quelque document obtenu même directement des recherches d'archives ou quelque référence à des observations faites à l'époque par des étrangers ne constituent pas encore un argument au sens propre du terme. L'approfondissement des études dans ce domaine pourrait enrichir le débat historiographique dans l'avenir.

Au sujet de la nature et du contenu du nationalisme albanais, la majorité des chercheurs albanais et étrangers reconnaissent en la Ligue albanaise de Prizren une première manifestation typique et un tournant dans son histoire¹¹. Elle était non seulement un produit de la crise d'Orient et une réaction aux menaces sérieuses de voir morceler les territoires albanais par les monarchies voisines soutenues par les Grandes Puissances de l'époque, mais aussi une tâche impérative qui se posait aux Albanais qui, « parallèlement à leur reconnaissance comme une nationalité à part, revendiquaient que l'on mette fin au morcellement politique et administratif ne fût-ce que sous la forme d'un vilayet unique, pourvu que ce vilayet fût reconnu officiellement sous le nom de Vilayet d'Albanie »¹². La reconnaissance des Albanais en tant que nation, l'unité des territoires albanais et l'union nationale dans un seul État étaient « trois maillons inséparables de la même chaîne », « refuser l'un et accepter l'autre signifiait les refuser tous »¹³.

Ces tâches et cette mission historique ont été assumées par la Ligua albanaise de Prizren, indépendamment des faiblesses de son programme et de son organisation, des divisions à l'intérieur de ses

¹⁰ Dritan Egro, « Disa të dhëna të reja mbi fillimet e nacionalizmit shqiptar », in *Studime historike* 2010 (3-4), Tirana, 2011, p. 15.

¹¹ *Historia e popullit shqiptar*, Vol. II, Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti i Historisë, éd. Toena, Tirana, 2002, pp. 226-228 ; Charls dhe Barbara Jelavich, *Themelimi i shteteve kombëtare të Ballkanit, 1804-1920*, éd. Dituria, 2004, pp. 207-208 ; Nathalie Clayer, *Në fillimet e nacionalizmit shqiptar. Lindja e një kombi me shumicë myslimane në Evropë*, éd. Përpjekja, Tirana, 2009, p. 10 ; George Gawrych, *Gjysmëhëna dhe Shqiponja. Sundimi Otoman, Islamizmi dhe Shqiptarët, 1874-1913*, éd. Bota Shqiptare, Tirana, 2007, pp. 104-105 ; Nuray Bozborra, *Shqipëria dhe nacionalizmi shqiptar në Perandorinë Osmane*, éd. Dituria, Tirana, 2002, p. 184 ; voir aussi Aleks Buda, Stefanaq Pollo, Kristo Frashëri, Stavro Skëndi.

¹² Kristo Frashëri, *Lidhja Shqiptare e Prizrenit 1878-1881*, p. 21.

¹³ Aleks Buda, *op. cit.*, p. 407.

rangs et de l'absence de l'esprit de suite ou du soutien d'une des Grandes Puissances de l'époque. Celles-ci ont été parmi les raisons qui ont fait échouer la Ligue sans pouvoir atteindre ses objectifs. Or, une de ses plus grandes faiblesses qui traduisait aussi la faiblesse du nationalisme albanais du dernier quart du XIX^e siècle consistait à ne pas revendiquer de se détacher de l'Empire ottoman pour créer l'État albanais indépendant, mais à se limiter à la demande d'unir les vilayets peuplés majoritairement d'Albanais en une unité administrative autonome au sein de l'Empire. La justification invoquée était qu'un État albanais indépendant pouvait devenir vite à l'époque une victime du morcellement de la part des monarchies voisines. D'une part, cette constatation était un argument admissible, car les prétentions des voisins avaient été déjà formulées ouvertement et le Congrès de Berlin avait légitimé et soutenu une partie d'entre elles. Mais, de l'autre part, elle était aussi la preuve de l'immaturation du nationalisme albanais et de l'impuissance de son action politique pour accomplir sa mission historique.

Qu'est-ce qu'il manquait au nationalisme albanais à la fin du XIX^e siècle et à la première décennie du XX^e siècle, pour faire ce que les autres mouvements nationaux avaient fait depuis longtemps dans les Balkans ? Les divers chercheurs albanais et étrangers, aussi bien du temps de la Renaissance nationale que d'aujourd'hui, ont pu souligner plusieurs raisons et facteurs qui ont retardé la maturation du nationalisme albanais, l'empêchant d'atteindre le niveau conduisant naturellement à la création de l'État national et, sur cette base, à la consolidation de la nation et à son épanouissement. Le nationalisme albanais illustre ce que dit Hobsbawm, à savoir que « le nationalisme vient avant les nations. Ce ne sont pas les nations qui font les États et le nationalisme ; c'est l'inverse »¹⁴.

Une des raisons les plus soulignées de cette situation était la position privilégiée qu'occupaient les Albanais par rapport aux autres populations des Balkans dans l'Empire ottoman. Ce raisonnement est partagé par la quasi-totalité des chercheurs occidentaux de l'histoire de l'Empire ottoman et des pays balkaniques. Sous le régime communiste, l'historiographie albanaise excluait cette approche du phénomène historique réel, car toute l'histoire des relations albanottoomanes était considérée sous l'optique des rapports entre occupés et occupants, opprimés et oppresseurs, exploités et exploités. Ces dernières années, dans les études albanaises aussi il y a des ottomanologues qui s'efforcent d'éclairer des réalités historiques dont

¹⁴ E. J. Hobsbawm, *Kombet dhe nacionalizmi që nga 1780-a. Programi, Miti, Realiteti*, éd. Toena & la Fondation Soros, Tirana, 1996, p. 10.

la reconnaissance a été jusque-là interdite à cause d'un jugement imposé et non objectif. Or, on constate parfois que l'excès de zèle pour mettre au jour ces réalités fait perdre l'équilibre de l'analyse historique et certains essaient de renverser toute la construction objective de l'étude des rapports historiques albanais-ottomans. Cette tendance fait parfois écho à quelques conclusions partiales de l'historiographie turque ainsi qu'à la stratégie des conceptions géopolitiques de la Turquie actuelle, qui considère les Albanais et les Bosniaques comme les deux principaux groupes de soutien de la politique balkanique ottomano-turque depuis que l'État ottoman a établi son hégémonie dans les Balkans¹⁵.

Il est hors de doute que, dans leurs relations avec les peuples des Balkans, les Ottomans ont eu une affinité particulière pour les Albanais. Dans l'Empire, les Albanais sont devenus grands vizirs (plus d'une trentaine de premiers ministres), gouverneurs, ministres, députés, pachas, ils ont fait partie de l'élite administrative, militaire et culturelle. Certes, de telles élites venaient aussi des autres peuples des Balkans dans le cadre de l'Empire, mais dans une mesure modeste. Les Albanais sont restés de toute façon les plus préférés, les plus fidèles et les mieux intégrés.

En expliquant cette position particulière des Albanais, il faudrait rappeler deux éléments. Premièrement, le fait est que la majorité des Albanais, 70 % environ, se sont convertis à l'islam, ce qui n'a été que très symbolique chez les autres peuples des Balkans, à l'exception des Bosniaques. Deuxièmement, le nombre des Albanais qui ont eu le privilège d'appartenir à la classe supérieure ottomane a été grand, mais ce groupement restait relativement restreint par rapport au nombre des Albanais qui vivaient sous l'Empire. La plupart des Albanais des quatre confessions, musulmans sunnites, bektachis, chrétiens orthodoxes et catholiques, étaient des gens pauvres qui vivaient sous l'ombre et à la merci des seigneurs locaux, qui se démenaient contre mille difficultés pour gagner leur vie dans les latifundia de la campagne ou les ateliers d'artisans des villes de l'époque. Leur mécontentement et leur révolte ont été exprimés sous diverses formes par des soulèvements et des insurrections incessants qui ont marqué l'histoire, contre les pratiques, les réformes et les autres mesures répressives qui pesaient sur leurs épaules.

L'intégration de cette caste d'Albanais, généralement musulmans, aux plus hauts niveaux politiques, administratifs et militaires ottomans a fait en sorte que leur conscience aussi soit

¹⁵ Ahmet Davutoglu, *Thellësia strategjike. Pozita ndërkombëtare e Turqisë*, Logos-A, Skopje, Prishtina, Tirana, 2010, p. 381.

ottomanisée et qu'ils considèrent l'Empire tout naturellement comme leur patrie. C'est justement cette caste éduquée, élevée et formée dans l'esprit de l'ottomanisme, attachée à ce dernier et mise à son service, qui a créé l'image des Albanais comme la population la plus fidèle à l'Empire¹⁶. Les Albanais pauvres et incultes qui constituaient la majorité du peuple ne pouvaient pas créer une autre opinion, car ils n'avaient ni les moyens, ni la culture, ni le temps nécessaires pour le faire. Ce rapport d'asymétrie entre l'élite albanaise ottomanisée et privilégiée, d'une part, et la large masse d'Albanais ordinaires auxquels avaient été imposés graduellement au fil des siècles le mode de vie et la tradition ottomane, de l'autre part, a commencé à se rétrécir quand les vents des idées des Lumières et du romantisme européen se sont mis à souffler même sur leurs territoires situés à l'extrémité de l'Empire, sur la ligne de démarcation avec l'Europe.

Une autre raison qui explique le retard de la maturation du nationalisme albanais dans les Balkans, mais qui constitue souvent un sujet aussi bien provocateur que digne de débat utile, c'est la conversion de la majorité des Albanais à l'islam. Mais, pour mieux comprendre cette dimension influente dans l'évolution du nationalisme albanais, il faudrait se livrer tout d'abord à une approche théorique du rapport entre la religion et la nation.

Presque tous les auteurs reconnaissent le rôle de la religion dans la formation et la consolidation du nationalisme et de l'identité nationale. Les différences quant à l'interprétation de ce rapport se rattachent plutôt au poids et à la portée du rôle de la religion dans la création des nations, pour ne pas parler des théories extrémistes qui identifient la nation à la religion. La plupart des chercheurs reconnaissent un rapport spécifique du nationalisme albanais avec la religion. Dans les autres pays des Balkans, la confession a généralement coïncidé avec la nationalité. Les églises nationales constituées à la suite de la naissance des États nationaux indépendants ont accentué davantage cette coïncidence. Malgré les divergences, il existe une large opinion selon laquelle la religion ne saurait être une composante suffisante pour déterminer l'identité nationale et qu'il serait d'ailleurs erroné d'établir un lien direct entre nationalisme et religion¹⁷. En outre, l'autre point de vue selon lequel le nationalisme balkanique du XIX^e siècle était un phénomène chrétien a été mis en

¹⁶ Emil Niederhauser, *The rise of nationality in Eastern Europe*, Corvina kiadó, Kner Printing House, Gyoma, 1982, pp. 302-303, 306.

¹⁷ Peter Alter, *op. cit.*, p. 5 ; Maria Todorova, *Ballkani imagjinar*, Instituti i Dialogut & Komunikimit, Tiranë, 2004, p. 263.

doute¹⁸. Dans le cas du nationalisme albanais, cette constatation est illustrée dans la meilleure façon possible. L'Empire théocratique ottoman identifiait la nation à la religion, tout comme se sont efforcées de le faire plus tard les Églises grecque, serbe et bulgare auprès des populations orthodoxes albanaises vivant à l'intérieur ou à proximité des territoires de leurs États nationaux. Le fait que les Albanais appartenaient à quatre confessions différentes, où prédominait une majorité musulmane convertie au fil des siècles, était une réalité historique spécifique qui a fait parler de nationalisme areligieux albanais ou d'une vision areligieuse de l'identité nationale albanaise¹⁹. À l'opposé de cette thèse, il existe aussi un point de vue concernant un « nationalisme musulman albanais » qui serait né « par réaction au nationalisme chrétien balkanique du XIX^e siècle »²⁰.

Le nationalisme albanais ne s'est pas construit sur des bases religieuses. Il a fait son apparition presque simultanément auprès des quatre groupements religieux des Albanais. Il a fait ses débuts chez les Arberèches d'Italie, gagnant vite les uns après les autres les orthodoxes de la colonie albanaise de Roumanie, les représentants éminents des musulmans originaires du Sud des territoires albanais et les catholiques du Nord. Le processus de la prise de conscience nationale est une question de culture, d'éducation, de développement et d'émancipation, et il est vrai que ces éléments étaient pour la plupart absents dans l'Albanie du XIX^e siècle. En particulier, même à l'intérieur du pays il y avait un grand décalage de développement entre le Sud et le Nord, entre Tosques et Guègues, des appellatifs employés plutôt par les étrangers, mais qui empêchaient la cohésion sociale, économique, culturelle, ainsi que la communauté territoriale, en tant qu'exigences indispensables à la formation de la nation.

Cependant, un important élément négatif influant à l'évolution et à la maturation du nationalisme albanais a été l'absence de son soutien par les Grandes Puissances européennes de l'époque ou, au moins, de certaines d'entre elles. Le nationalisme albanais « a dû se développer sans soutien extérieur, à l'égard et contre tous et avec un caractère défensif »²¹. Le système international peut être limitatif ou prohibitif, refusant de reconnaître une nationalité comme suffisamment distincte d'une autre ou suffisamment stable pour

¹⁸ Nicola Guy, *The Birth of Albania: Ethnic Nationalism, the Great Powers of World War I and the Emergence of Albanian Independence*, I. B. Tauris, London-New York, 2012, p. 9.

¹⁹ Nathalie Clayer, *op. cit.*, p. 640.

²⁰ Nuray Bozboru, *op. cit.*, p. 15.

²¹ Nathalie Clayer, *op. cit.*, p. 11.

garder une existence à part²². À la suite de la crise d'Orient et des décisions prises par le Congrès de Berlin en 1878, le « concert européen », autrement dit les six Grandes Puissances européennes de l'époque, a opté pour la politique du maintien du statu quo dans l'Empire ottoman. Tout comme elles ont ignoré la question albanaise au Congrès de Berlin, ces puissances ont continué à renier même après les droits nationaux des Albanais, y compris celui de s'organiser en un seul vilayet sous l'Empire ottoman. Les Albanais étaient parmi les principales victimes de la confrontation des intérêts des Grandes Puissances dans les Balkans et de leurs différends quant à l'héritage ottoman dans la région. Par le soutien clientéliste accordé aux monarchies balkaniques comme la Grèce, la Serbie et la Bulgarie, elles ont nourri les prétentions de ces dernières à l'égard des territoires peuplés d'une majorité compacte albanaise, en portant un coup dur à l'un des éléments essentiels de la formation de la nation albanaise, qui était son unité territoriale.

Devant le nationalisme albanais qui connaissait un développement graduel mais asymétrique par rapport à ses objectifs finaux, il y avait un grand défi à relever. Même après la Ligue de Prizren, il continuait à manifester visiblement sa faiblesse, notamment l'absence d'un programme clair et d'une direction centrale nationale. Cependant, on n'a pas manqué d'individus et de milieux éclairés parmi les Albanais qui vivaient dans les colonies connues de Bucarest, Sofia, Istanbul, d'Égypte ou parmi les Arberèches d'Italie, qui comprenaient très bien ce qu'il fallait faire et qui ont fait tout ce qu'ils ont pu. Les militants nationalistes les plus illustres se sont adressés tout d'abord à la langue albanaise, à son développement, à la mise au point d'un alphabet unique. Presque tous les historiens qui se sont intéressés au nationalisme dans les Balkans et, en particulier, à celui albanais, ont souligné le rôle spécifique de l'idiome commun albanais comme l'un des facteurs unificateurs les plus puissants²³. D'ailleurs le phénomène typique du fait que les Albanais de l'Empire ottoman, musulmans, orthodoxes ou catholiques, parlaient tous la langue albanaise, a été considéré comme un exemple modèle où la langue commune servait de pont reliant les diverses confessions²⁴.

Ce n'est pas par hasard que les représentants de la Renaissance nationale albanaise se sont attachés à l'étude de la race

²² Nicola Guy, *op. cit.*, p. 4.

²³ Maria N. Todorova, *op. cit.*, p. 262 ; Nathalie Clayer, *op. cit.*, p. 639 ; Nicola Guy, *op. cit.*, p. 7 ; Piro Misha, *Arratisja nga burgjet e historisë. Çdo të thotë sot të jesh shqiptar*, Toena, Tirana, 2008, p. 55.

²⁴ Peter Alter, *op. cit.*, p. 7.

albanaise et de ses origines. Leurs récits sur l'histoire des Albanais, leurs origines et leurs héros, étaient souvent fantaisistes, pleins de naïveté, de mythes et d'exagérations. Faik Konitza avec sa revue *Albania* a été certainement pas le seul, mais le plus articulé concernant le binôme histoire-nation²⁵. Beaucoup d'entre eux n'ont pas pu échapper aux critiques objectives, mais parfois malveillantes, notamment lorsqu'elles venaient de la part de leurs compatriotes. Cela est compréhensible quand il s'agit de ramener un évènement ou un personnage historique à l'intérieur des limites possibles de la vérité historique. Or, il ne faudrait pas oublier que ces représentants de la Renaissance nationale ont agi dans des circonstances tout à fait particulières, quand la nation naissante était présentée comme anhistorique par ceux qui lui étaient hostiles et qui prétendaient qu'il était question d'une race non européenne d'hommes sauvages vivant dans les montagnes, dont personne ne savait d'où elle venait et ainsi de suite.

La mythisation de l'histoire ou de ses personnalités dans la phase de la formation de la nation n'était pas un phénomène purement albanais. L'histoire des nations voisines, voire même européennes, abonde en mythes dont la plupart ont été inventés au moment où elles jetaient les fondations de leur nationalisme. Il s'est produit ce que dit Hobsbawm, que le nationalisme demande de croire dur comme fer à quelque chose qui de toute évidence n'existe pas. Pour raffermir son idée, cet auteur se référait à Ernest Renan qui disait : « L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation »²⁶. Il ne serait pas superflu de rappeler aussi à ce sujet ce que disait Branko Merxhani : « parmi les fantaisies qui renforcent le nationalisme, la première place revient toujours à la fantaisie historique »²⁷.

Tous les facteurs que l'on vient de mentionner ont conduit par leur interaction à la résultante historique d'un haut niveau de prise de conscience nationale et à la phase finale des insurrections des années 1910-1912. Le mouvement armé, l'émancipation nationale et la modification de la conjoncture régionale et européenne ont mené nécessairement à la création de l'État indépendant albanais. La proclamation de l'indépendance était le couronnement de la maturité nationale des Albanais. Elle a inauguré une époque nouvelle dans

²⁵ Voir Artan Puto, « Ligjërimi i kombit në shkrimet e Faik Konicës », in *Përpyekja*, XII^e année, n° 24, Tirana, automne 2007, pp. 123-147.

²⁶ E. J. Hobsbaum, *op. cit.*, p. 12.

²⁷ Piro Misha, *op. cit.*, p. 56.

l'histoire nationale qui, jugée à distance d'un siècle, a été une période de développement constant, avec ses hauts et ses bas, mais au cours de laquelle l'identité nationale s'est forgée définitivement, une partie de la nation qui était sous occupation étrangère a accédé à la liberté et l'idéal de la Renaissance et de ses représentants, à savoir l'unité nationale, est plus proche que jamais.

Hivzi ISLAMI

**LA LUTTE CONTRE LE FACTEUR DÉMOGRAPHIQUE
ALBANAIS, UNE STRATÉGIE À LONG TERME
DE LA POLITIQUE SERBO-YOUGOSLAVE**

Le XXe siècle a été celui des grands tournants et processus progressistes de l'humanité, grâce au développement matériel et spirituel, aux acquis scientifiques, à l'industrialisation, à la modernisation technologique, à l'expansion des services médicaux et sanitaires. Cependant, il a été aussi le siècle des brutalités et des barbaries allant jusqu'à l'entreprise de génocides au niveau mondial (deux guerres mondiales), régional (conflits et guerres entre pays et peuples) et national (dictatures notamment communistes).

Au niveau régional, la nation albanaise semble avoir été la victime ayant subi les coups les plus durs sur tout son espace ethnique, et dans ce sens une place particulière revient à la lutte institutionnelle menée par les Serbo-Yougoslaves contre le facteur démographique albanais sur ses propres territoires ethniques en dehors de l'Albanie politique.

Les objectifs visant à s'emparer de territoires étrangers, à exploiter leurs ressources naturelles et leur main d'œuvre, à persécuter les petits peuples soumis par les plus grands et leurs régimes, ainsi que la mise en pratique de ces idées datent existant depuis des temps immémoriaux, mais il semble qu'ils ont trouvé leur expression la plus brutale sur le terrain dans les temps modernes et notamment à notre époque. Les campagnes d'anéantissement sur le plan démographique et territorial ont donné lieu à un type de migrations sans précédent et de contenu spécifique, baptisé « nettoyage ethnique », « migration humaine » ou « échange de populations ».

Dans le cadre des crimes contre l'humanité, l'expulsion forcée, planifiée, systématique et violente de la population d'une ethnie ou l'extermination totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux sont considérés comme un crime de génocide dans les systèmes juridiques de la plupart des pays, y compris les législations des pays qui réalisent des entreprises de ce caractère. C'est aussi la définition qui en est donnée par les documents de l'ONU.

I

Depuis le projet “Nacertanije” d’Ilija Garašanin (1844), qui était la première formulation de la Grande Serbie comme idée et conception hégémoniste, et notamment après le Congrès de Berlin (1878), les divers régimes serbes se sont engagés de manière constante à détruire l’homogénéité ethnique des territoires albanais et à les nettoyer ethniquement, à coloniser le Kosovo par l’élément slave, à affaiblir la force vitale de la population albanaise et à empêcher sa reproduction normale biologique par diverses mesures de pression et de violence, voire des campagnes ouvertes de génocide et, par conséquent, à modifier sa composition ethnique et démographique.

Après le Congrès de Berlin, le pouvoir serbe, afin de réaliser son objectif d’hégémonisme national et étatique grand-serbe, qu’il considérait comme le plus sacré, avait formulé une politique selon laquelle moins d’Albanais restaient sur les territoires libérés de la Turquie, plus grand serait la contribution à l’État et le plus grand mérite patriotique reviendrait ainsi à celui qui expulsait le plus d’Albanais.

C’est ainsi que la Serbie, en faisant recours à la violence et aux représailles, a procédé au nettoyage ethnique de plus de 600 villages des districts de Prokuplje, de Vranje, de Leskovac et de Niš, ainsi que de leurs chefs-lieux. Les réfugiés albanais, connus sous l’appellation « muhadjirs », ont immigré au Kosovo et sur les autres territoires albanais. C’est à ces opérations-là que remontent pratiquement les débuts des nettoyages ethniques des temps modernes dont la Serbie de Milošević allait se servir dans les années 90 du XXe siècle en expulsant des millions de non-Serbes des espaces ex-yougoslaves.

La politique d’expulsion des Albanais s’est poursuivie tout au long de la première moitié du XXe siècle, avec une intensité accrue dans les années 20 et 30. En 1912, année de la proclamation de l’indépendance de l’Albanie, le Kosovo a reçu deux coups durs : la séparation violente du tronc étatique et politique et l’occupation classique par la Serbie. L’armée serbe a commis des actes de barbarie sur la population albanaise visant à son expulsion, un processus qui s’est développé presque sans interruption, avec une intensification de la spirale de violence et de crimes monstrueux sur la population civile jusqu’à la fin du XXe siècle.

II

Dans tous les projets faisant partie du programme national serbe, depuis la seconde moitié du XIXe siècle et tout au long du

XXe, la fertilité des femmes albanaises a été considérée comme un des obstacles majeurs empêchant de vaincre le facteur démographique albanais et de réaliser les aspirations grand-serbes. Jovan Cviji (1865-1927), chef de la délégation serbe à la Conférence de la paix à Versailles dans les années 1918-1919 et chef de la Section d'ethnographie et d'histoire où étaient rédigées les cartes ethniques et dessinées les frontières, avait établi les bases géographiques et géopolitiques de l'expansionnisme serbe dans les Balkans sans cacher son inquiétude concernant la croissance démographique des Albanais. De son côté, dès son premier mémoire raciste et fascistoïde *Isterivanje Arnauta* (« L'expulsion des Albanais », 1937), ubrilovi mettait en évidence de façon plus transparente ce trait du progrès des Albanais : « Dans notre cas, nous avons affaire à une race vivace, robuste et prolifique dont feu Cviji a dit qu'elle est la race la plus expansive dans les Balkans. Depuis 1870 jusqu'en 1914, l'Allemagne a dépensé des milliards de marks afin de pouvoir, graduellement, en achetant la terre aux Polonais, coloniser ses régions orientales. Or la fécondité des mères polonaises a triomphé de l'organisation allemande et de l'argent allemand. En 1918, la Pologne a repris sa Pozna . Nos statistiques des années 1921 et 1931 montrent que la fécondité des femmes albanaises a également triomphé de notre politique de colonisation ».

À la veille de la fin de la Seconde Guerre mondiale, précisément le 3 novembre 1944 (après la libération de Belgrade), ubrilovi, insatisfait de la politique serbe de colonisation par l'élément slave et d'expulsion des Albanais des dites « contrées méridionales », a élaboré un nouveau mémoire adressé au Maréchal de la Yougoslavie et de l'Armée yougoslave, titré *Problem manjina u novoj Jugoslaviji* (Le problème des minorités dans la nouvelle Yougoslavie). Son objectif principal était de voir la Yougoslave devenir un État ethniquement pur et peuplé uniquement de Slaves ou de Yougoslaves.

Selon lui, « il importait de nettoyer ethniquement la Voïvodine des Allemands et des Hongrois, ainsi que la Vieille Serbie et la Macédoine des Albanais ». Même si les circonstances de l'époque n'étaient pas favorables à la réalisation de ces objectifs fascistoïdes, ubrilovi fondait néanmoins de grands espoirs sur « l'armée fraternelle soviétique », mais aussi sur « l'Albanie véritable », comme il l'appelait, car « les sympathies que nous avons à l'égard du peuple en Albanie », disait-il, « n'osent pas nous empêcher de régler nos comptes avec les bandits quislings du Kosovo et du Plateau de Dukagjin ».

Dans le cas des Albanais, ce projet n'a pas trouvé d'application immédiate compte tenu des circonstances et avant tout

des bonnes relations existant entre la Yougoslavie et l'Albanie. Mais, après la rupture des rapports avec l'Albanie (1948), sur la base d'autres accords secrets renouvelés yougoslavo-turcs, la vague des expulsions massives d'Albanais vers la Turquie a repris avec brutalité et elle s'est poursuivie tout au long des années 50 et de la première moitié des années 60 du XXe siècle. L'émigration forcée a été réalisée dans les circonstances d'un black-out complet d'information pour les autres parties de l'ex-Yougoslavie et le reste du monde.

Même après la Seconde Guerre mondiale, le principal souci de la Serbie et de l'ex-Yougoslavie a été de continuer à résoudre le problème des Albanais par des expulsions vers la Turquie, notamment vers les régions peu peuplées d'Anatolie. Elles souhaitaient en même temps un Kosovo non développé et avec un taux de natalité de type européen, et une colonie attrayante pour les Serbes (!), des objectifs qui ne pouvaient pas aller ensemble.

Après la tombée en disgrâce politique de Rankovi en juillet 1966, le Kosovo est devenu le théâtre d'un processus de traitement égal des Albanais avec les Serbes et les Monténégrins, ainsi que de leur affirmation nationale et culturelle. Or les Serbes et les Monténégrins, mécontents de se voir traiter au même pied d'égalité avec les Albanais, ont commencé à quitter le Kosovo où, entre temps, des Albanais ont afflué de la Macédoine, du Monténégro et de la Serbie du Sud, ainsi que des musulmans de la région du Sandjak. L'arrivée de ces Albanais au Kosovo était due à la réduction de leurs droits nationaux ou civils et à la politique de répression macédono-serbo-monténégrine.

III

Après 1981, en finançant le ségrégationnisme, l'appareil répressif et la terreur d'État, l'ancienne Fédération a continué de s'engager ouvertement avec tous ses mécanismes à vaincre la supériorité numérique et reproductrice des Albanais et d'essayer d'établir un équilibre ethnique à travers la colonisation serbe et l'expulsion des Albanais. L'albanophobie était d'ailleurs tellement transparente que, dans les années 1998-1999, on ne s'est pas du tout gêné de cacher l'arrière-fond néo-malthusien et raciste à l'égard des Albanais du Kosovo, en passant même à des actes concrets de génocide en masse et en procédant à la déportation d'environ un million d'habitants, un phénomène sans précédent après la Seconde Guerre mondiale.

Les problèmes démographiques des Albanais n'étaient pas posés afin d'améliorer la qualité de la reproduction biologique et de la vie sociale des Albanais ou d'humaniser les rapports entre les sexes

ou de résoudre justement la question du Kosovo, comme on essayait de se justifier à l'époque. Toutes les institutions serbes et yougoslaves s'étaient mises à fabriquer toutes sortes de théories, dont la thèse selon laquelle les Albanais étaient en train de mettre au monde beaucoup d'enfants pour des raisons nationalistes, afin de chasser les Serbes du Kosovo et de créer « le Kosovo ethniquement pur » et « la Grande Albanie ».

Les meetings populistes et nationalistes des années 80, qui se fixaient comme objectif l'homogénéisation et à la mobilisation ethnique des masses serbes et essayaient d'exploiter toute l'énergie du peuple « divin » serbe contre les Albanais et de préparer ce dernier à confronter l'ensemble des peuples non serbes, ont formulé des slogans et des appels de contenu purement raciste et génocidaire, comme : « Les Albanais prolifèrent beaucoup, mais sont de mauvaise engeance », « Il faut chasser les Albanais du Kosovo », « Les Albanais sont à tuer », etc.

D'autre part, l'endoctrinement antinataliste et, essentiellement, anti-albanais avait déjà gagné toutes les couches de la société serbe et yougoslave, en insultant outrageusement la femme albanaise à chaque forum politique, dans les media et dans la rue comme une simple « machine à produire des enfants ».

Les Albanais ont compris très justement les exigences visant à réduire la natalité par des mesures administratives, antisociales et barbares, comme des exigences appartenant à un modèle génocidaire de pensée et de conduite de la part de leur ex-État, mais heureusement sans aucune possibilité d'être mises en application, étant donné que la Serbie avait supprimé tous les droits des Albanais à l'emploi, à l'instruction, à la protection de la santé, aux pensions de retraite, etc. Malgré la forte fracture démographique après 1991, due aux départs en masse des jeunes albanais qui se sont poursuivis jusqu'à la libération du Kosovo, la reproduction biologique et le renouvellement des générations chez les Albanais n'ont pas été mis en danger, tenant de la sorte en échec les tendances néo-malthusiennes et racistes, ainsi que la « méthode démographique » de la solution des problèmes économiques et sociaux au Kosovo et chez les Albanais.

Craignant le grand nombre des Albanais, leur vaste étendue sur des territoires compacts et leur perspective démographique, prétendument à cause de la menace qu'ils constitueraient pour l'espace serbo-yougoslave et la prospérité géo-démographique, nationale, politique et économique des Slaves du Sud, tous les milieux ex-yougoslaves se sont mis à compter les Albanais et à étendre leur albanophobie dans toutes les régions et les communautés ethniques, notamment chez les Serbes, les Macédoniens et les Monténégrins. Ces milieux expliquaient toute expansion

démographique des Albanais vers la Serbie du Sud, la Macédoine centrale et Podgorica comme « un élargissement de la carte nationaliste de la Grande Albanie ».

À travers l'ex-Fédération yougoslave, la Serbie visait à se servir de la Macédoine comme d'un terrain d'essai non seulement pour limiter la natalité et la croissance démographique des Albanais, mais aussi pour réduire l'éducation en albanais et leur perspective générale au Kosovo.

À la suite des manifestations de 1981, sur la ligne anti-albanaise a vu le jour un bloc serbo-monténégrino-macédonien qui, durant la seconde moitié des années 1980, a intégré également les Bosniaques, les Croates et les Slovènes.

La Macédoine semblait craindre plus que les autres républiques le nombre des Albanais et leur dynamisme démographique naturel. Si, en 1981, le nombre officiel des Albanais en Macédoine était 377 726, soit 19,8 % de la population, ils ne représentaient que 6,7 % quant à l'emploi. Toute demande élémentaire humaine et constitutionnelle des Albanais était considérée par la politique macédonienne et yougoslave comme une revendication « contre-révolutionnaire ». Ce pouvoir a promulgué aussi une loi qui consistait à limiter l'installation des Albanais dans les agglomérations urbaines de Macédoine, dont l'application a commencé par Tetovo, tout comme en matière de natalité.

Si le crime et le génocide étaient prémédités et planifiés par les structures politiques, étatiques et militaires de la Serbie, ils ont été justifiés et légitimés par les intellectuels, les scientifiques, les écrivains, les médias et l'Église orthodoxe serbe dirigé par le patriarche Pavle. Ce dernier a toujours soutenu le mal : au début de la guerre en Croatie, il a écrit à Lord Carrington, le dirigeant de la Conférence sur l'ex-Yougoslavie, que les Serbes et les Croates ne pouvaient pas vivre ensemble ; il n'a jamais pris ses distances par rapport à la déclaration du criminel Željko Ražnatović – Arkan que le patriarche Pavle était son commandant suprême. Arkan et ses hommes armés entraient sans aucun obstacle aux monastères orthodoxes et le patriarche Pavle n'a jamais dénoncé les crimes perpétrés par les milices serbes en Croatie, en Bosnie et au Kosovo.

Dans la série des multiples idées et projets de nettoyage ethnique, de crimes et de génocide conçus à des fins expansionnistes par les milieux et les institutions scientifiques, culturelles et ecclésiastiques serbes au cours de ces 170 dernières années, il faudrait souligner le projet de l'Académie serbe des Sciences et des Arts de 1986. Afin de dresser l'État contre les Albanais, ce dernier présentait ces derniers comme un ennemi séculaire qui, d'abord biologiquement

et ensuite politiquement, mettait prétendument en danger les Serbes, leur espace vital et la prospérité géo-démographique et étatique serbe.

Le projet en question a été présenté à l'opinion sous l'appellation « Memorandum SANU ». Son objectif principal était de créer la Grande Serbie et d'assurer la domination serbe sur toute la Yougoslavie communiste. Ceci devrait être réalisé en recourant à la force militaire de l'APY, à l'amendement arbitraire de la Constitution de 1974, à la répression, à la guerre, aux crimes de masse et au génocide contre les Albanais, les Croates et les Bosniaques, ce qui s'est effectivement produit entre les années 1990 et 1999, jusqu'à ce que l'intervention des forces de l'OTAN parviennent à vaincre définitivement la machine militaire et policière serbe.

Pour le régime de Miloševi , ce projet a été la principale plate-forme d'action pendant quinze ans. Ce projet a été en quelque sorte l'in memoriam de la seconde Yougoslavie et le prélude des guerres sanglantes. Miloševi n'était ni communiste, ni pieux, il voulait le pouvoir personnel et la Grande Serbie.

À propos de ce projet et de toute la politique grand-serbe, Latinka Perovi , une historienne et ancienne dirigeante serbe, a été une des rares voix qui soulignaient que les objectifs militaristes de la Serbie étaient « la revendication des frontières internes, l'échange de populations et la restructuration de l'espace politique balkanique ».

Les académiciens et les intellectuels serbes avaient posé les bases idéologiques et scientifiques pour l'expulsion et l'extermination biologique des Albanais entre les deux guerres et immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, notamment avec l'académicien Vasa ubrilovi (en 1937 et 1944), le Prix Nobel Ivo Andri (en 1939), etc. À la mi-novembre 2012, le président actuel de la Serbie, T. Nikoli a appelé à l'aide de l'Académie serbe des Sciences et des Arts pour résoudre la question du Kosovo, c'est-à-dire à un nouveau « Memorandum », et il paraît que la réponse est positive !

La politique officielle serbe ne renoncerait en aucune façon à l'objectif de recoloniser le Kosovo et d'expulser les Albanais afin de modifier la composition ethnique de la population et de serbiser le Kosovo et la lutte contre le facteur démographique albanais resterait une composante permanente de la stratégie grand-serbe.

La campagne exceptionnelle visant à diminuer le nombre des Albanais et à faire accroître celui des autres ethnies, notamment des Serbes, allait devenir plus transparente à la veille et durant la Conférence de Rambouillet au début de 1999. La déportation d'un million d'Albanais qui a suivi le début des bombardements de l'OTAN le 24 mars 1999 en serait le plus clair témoignage.

IV

Rappelons maintenant les vagues de colonisation serbe du Kosovo et les vagues d'expulsion des Albanais au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Chaque moment mérite un examen à part :

1. Après plusieurs vagues de colonisation qui ont suivi l'occupation serbe du Kosovo, entre 1912 et 1941, mais avec une intensité accrue dans les années 20 et 30, l'expulsion des Albanais vers la Turquie et l'installation des Serbes au Kosovo se sont poursuivies, marquant une *première puissante vague de colonisation* : de nombreux Serbes et Monténégrins sont arrivés comme cadres moyens et inférieurs, parfois ne sachant que lire et écrire et s'y sont établis souvent avec leurs familles, occupant des postes dans les organismes administratifs et étatiques, les directions, les institutions sociales et les services communaux, les établissements de santé et de culture, etc. Les nouveaux venus étaient essentiellement originaires de la Serbie du Sud, des régions de Plava et de Gucia/Gusinje, de Podgorica, etc. et, après avoir terminé leur carrière et fait fortune, ils rentraient dans leur pays natal où ils avaient leurs propriétés et leurs proches.

2. La *seconde vague de colonisation* a été réalisée à travers le « Programme yougoslave pour le Kosovo », approuvé en 1989 par le gouvernement de la Fédération, certes sur la demande de la Serbie. Cette nouvelle politique de colonisation faisait partie du programme extrémiste national serbe, qui avait également pour but de faire installer des Serbes et de modifier la composition ethno-démographique du Kosovo. Les privilèges des Serbes étaient très importants : on leur garantissait l'emploi, le logement, des terrains gratuits, des crédits à long terme et sans intérêt, des revenus bien supérieurs à ceux des Albanais pour le même poste d'emploi, ainsi que d'autres bénéfices.

Cette même année, l'extrémiste connu serbe Vojislav Šešelj, qui est actuellement jugé à La Haye pour crimes de guerre, a demandé aux milieux néotchetniks occidentaux l'installation de 100 mille colons au Kosovo, une demande qu'il a ensuite répétée à diverses tribunes publiques, voire même au Parlement de la Serbie. Afin de réaliser cette aspiration, dans son appel tristement célèbre « *Spremite se, spremte etnici* », Šešelj demandait de faire de Prishtina la capitale de la Serbie et de la Yougoslavie, on seraient établies toutes les institutions de l'État, les écoles de police et militaires, de nombreux policiers, officiers et fonctionnaires avec leurs familles.

D'autre part, la même année, Vukašin Jokanovi , en sa qualité de président de l'Assemblée du Kosovo, est allé beaucoup plus loin

en appelant à coloniser le Kosovo par 300 000 Serbes et Monténégrins.

Les milieux chauvins serbes parlaient à l'époque de faire venir au Kosovo 400 000 Serbes de Roumanie, même si dans ce pays, selon les sources serbo-yougoslaves elles-mêmes, il n'y avait pas plus de 24 000 Serbes.

Le « Programme yougoslave » assurait aux colons serbes 3 284 logements et 1 422 terrains de construction gratuits, alors que pour la seule période 1989-1993 il prévoyait la construction de 2 000 appartements et de 710 maisons individuelles dans des conditions très avantageuses. L'ex-Fédération yougoslave et ses républiques distribuaient d'importants moyens pour stimuler une affluence aussi massive que possible des Serbes au Kosovo, ce qui bénéficiait également du soutien de l'ancienne direction communiste albanaise du Kosovo.

Après le démantèlement intégral de l'autonomie et de la subjectivité politique du Kosovo dans l'ex-Fédération yougoslave en mars 1989 et son occupation classique, la fuite des Serbes s'est poursuivie avec une intensité visible. Cependant, le pouvoir passerait désormais sous silence ce processus, car il ne pouvait plus en imputer la faute aux Albanais aux yeux de l'opinion publique serbe et mondiale. Admettre les faits de la fuite des Serbes après l'occupation complète et l'annexion du Kosovo, signifiait pour ce pouvoir reconnaître l'échec de sa politique au Kosovo.

3. La *troisième vague de colonisation* du Kosovo est directement liée à la deuxième vague. Elle a commencé en 1989, quand l'Assemblée de la Serbie et le Comité central de la Ligue des communistes de Serbie a approuvé un programme portant une appellation très perfide et cynique de « Programme pour la paix, la liberté, l'égalité, la démocratie et la prospérité du Kosovo », qui avait le pouvoir d'un programme national politique et étatique serbe.

En 1991, l'Assemblée de la Serbie a adopté la loi sur les conditions de la distribution des terres agricoles au Kosovo afin de réaliser les objectifs de colonisation.

Après cette année, dans le but de serbiser le Kosovo, le régime, parallèlement à l'expulsion des Albanais, a commencé aussi à installer des réfugiés-colons venus de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, ainsi que des Serbo-Monténégrins venus d'Albanie.

Ces programmes serbes ont été initialement assistés indirectement même par le siège de Prishtina du Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés. Les réfugiés serbes ont été installés dans diverses parties du Kosovo, notamment dans des édifices scolaires, éducatifs et récréatifs des étudiants et des écoliers, dans des

crèches d'enfants, des orphelinats et des bâtiments d'hôtellerie, des structures touristiques et industrielles.

Le nombre des réfugiés n'était pas important, mais les objectifs poursuivis en les faisant venir étaient extrêmement diaboliques. Selon les sources serbes elles-mêmes, ils étaient estimés à environ 10 000 personnes, mais compte tenu de leur conduite il semble qu'ils étaient la partie la plus militante et généralement des criminels de guerre que le pouvoir serbe dressait tous les jours contre les Albanais.

4. L'offensive croate appelée « Opération Tempête », lancée en Krajina (Knin) le 5 août 1995, a été suivie par un exode massif de Serbes des territoires de Croatie jusque-là occupés par la Serbie. Le régime serbe s'est mis à installer au Kosovo un nombre considérable de ces réfugiés, lançant une *quatrième vague de colonisation* du Kosovo.

Par cette entreprise, le pouvoir serbe n'avait pas pour but de résoudre les tragédies individuelles et familiales des fugitifs (instrumentalisés tout comme les Serbes du Kosovo par la politique de Belgrade), mais visait plutôt à réaliser les aspirations hégémonistes déjà connues au Kosovo. À cette fin, le pouvoir d'occupation serbe a formé un corps de coordination au niveau du Kosovo, ainsi que quelques états-majors au niveau communal.

L'établissement de ces Serbes au Kosovo ne pouvait pas être qualifié de « provisoire », ni les nouveaux venus de « réfugiés », comme s'efforçaient de l'expliquer le régime serbe et les organisations humanitaires non albanaises. La tendance était de les installer définitivement en fonction de la modification de la composition ethnique de la population du Kosovo et les nouveaux venus étaient des colons. Cette colonisation était forcée, car les colons eux-mêmes refusaient de s'établir au Kosovo qui était vu comme un territoire d'occupation classique et de conflits potentiels dans les Balkans.

Les autorités officielles et les forces de l'opposition en Serbie considéraient cette tragédie humaine comme une occasion propice pour mettre en œuvre le projet de Miloševi, approuvé avant « l'Opération Tempête » croate, en vue d'une colonisation du Kosovo par 100 000 Serbes, ce qui s'annonçait comme la plus grande vague de colonisation du Kosovo depuis l'entre-deux-guerres. Ce projet a été réalisé en partie, notamment après l'offensive croate du 5 août 1995, quand des milliers de Serbes ont été installés contre leur gré au Kosovo.

5. La *vague de la déportation massive* des Albanais s'est produite en 1998 et tout particulièrement en 1999. Elle a eu lieu aux yeux du monde entier, quand les idées et les visées anciennes des

divers régimes et milieux nationalistes serbes se sont transformées effectivement en un génocide massif contre les Albanais.

Selon des données encore incomplètes, plus de 15 000 civils albanais, y compris des enfants des femmes et des personnes âgées, ont été tués, massacrés ou brûlés vifs et enterrés dans des fosses communes ; plus de 120 000 maisons situées à environ 1 100 agglomérations ont été incendiées, démolies ou endommagées ; des villages entiers et plusieurs centres urbains avec leurs systèmes d'infrastructure ont été détruits ; environ un million d'Albanais ont été déportés en dehors du Kosovo par divers moyens, trains, camions, bus, voitures, voire même à pied à travers les montagnes, en les humiliant et torturant sur le chemin, en violant les femmes ; des centaines de milliers d'autres ont été expulsés de leurs maisons et forcés à se déplacer à l'intérieur du territoire du Kosovo, plutôt dans des zones montagneuses. Il y a encore des charniers d'Albanais qui n'ont pas été découverts aussi bien au Kosovo qu'en Serbie.

Le régime fascistoïde serbe s'est attaqué par tous les moyens à l'identité ethnique, historique et culturelle des Albanais, ainsi qu'aux bases de leur existence. La destruction des monuments culturels et historiques, comme 218 mosquées, le complexe mémorial de la Ligue albanaise de Prizren, la disparition des bustes des figures éminentes de la Renaissance nationale, la modification de toute l'onomastique du Kosovo avaient pour but de ranimer les mythes religieux médiévaux serbes et d'assurer la serbisation complète du Kosovo. Par la déportation massive qui ressemblait trop à celle des Juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale et la destruction des documents (cartes d'identité, passeports, registres cadastraux, livres d'immatriculation de l'état civil, etc.) au printemps 1999, ce régime voulait faire disparaître complètement la communauté appartenant à l'ethnie albanaise et détacher tous les liens juridiques des Albanais avec leur territoire géo-ethnique, anéantir une ethnie, une culture, une société avec toutes ses institutions.

Cette situation tendue et très douloureuse pour les Albanais du Kosovo allait prendre fin le 12 juin 1999 grâce à l'intervention des troupes de l'OTAN. Sur la base du plan Ahtisari, le 17 février 2008, le Kosovo est devenue indépendante, mais sous surveillance internationale. Les Serbes du Kosovo, qui représentent 4 à 5 % de sa population, auront des privilèges sans précédent en Europe et dans le monde, comme l'affirmait l'adjoint de M. Ahtisari, A. Rohan. Le processus de cette surveillance a pris fin le 10 septembre 2012, les institutions du Kosovo assumant plus de tâches et de responsabilités face aux problèmes et aux défis qui consistent tout d'abord à défendre

l'État de l'invalidation territoriale éventuelle, à défendre la richesse nationale contre le pillage, à faire respecter la loi, à lutter contre la corruption et le crime organisé et à s'engager en faveur d'une vie plus digne pour les citoyens du Kosovo.

Titos JOCHALAS

BRIÈVEMENT, DEUX MOTS SUR UNE LONGUE PÉRIODE

Comme pour tout autre État balkanique, pour l'Albanie aussi, la création et surtout la stabilisation de la vie politique et de l'indépendance nationale ont exigé un lourd tribut de souffrances, de douleurs et de sang.

D'autres orateurs, plus compétents que moi, vont se référer aux thèmes d'histoire. Je me bornerai à souligner seulement quelques acquis sous les aspects principaux de l'albanologie, en Albanie et à l'étranger.

En Albanie, on distingue un triple intérêt : linguistique, historique-archéologique et ethnographique. Ces aspects allaient constituer dans ce pays depuis l'année 1960 l'axe central de l'édifice scientifique.

Après l'unification de l'alphabet albanais, qui a rendu possible la lecture de tous les textes, il restait de sanctionner aussi une langue albanaise unifiée pour la communication scientifique écrite. La détermination de la forme linguistique actuelle, qui a limité l'usage des dialectes et des idiomes régionaux dans la communication écrite scientifique, a été un des acquis les plus importants de l'Albanie indépendante. La précision et l'usage obligatoire de la langue littéraire nationale normative a unifié l'éducation et a facilité la communication écrite même dans les médias d'information et la presse de la population albanophone en dehors de l'État national albanais, car le nouveau *Dictionnaire orthographique de la langue albanaise*, paru en 1973 à Tirana, a été réédité également à Prishtina en 1974.

L'étude de la langue albanaise, de sa structure, de la phonétique, de la morphologie, de la grammaire et de la dialectologie albanaises est continue ; c'est de la même manière que l'on étudie ses rapports avec les autres langues balkaniques de l'Antiquité. Ce n'est pas par hasard que le Premier Congrès des études albanologiques, tenu à Tirana en 1962, a consacré sa première et plus grande partie à la langue albanaise.

Les efforts sur l'étude de l'albanais allaient se poursuivre et la langue serait enrichie de façon considérable par des néologismes

scientifiques et des notions, comme on le voit dans de nombreux petits dictionnaires publiés par le Centre de terminologie de l'Institut d'Histoire et de Philologie de l'Académie des Sciences. En outre, plusieurs dictionnaires bilingues de l'albanais parus entre-temps rendraient l'albanais plus accessible aux étrangers et permettraient aux Albanais eux-mêmes de maîtriser plus facilement les langues européennes. Cette intense activité linguistique a été complétée par la publication d'un nouveau *Dictionnaire de la langue littéraire albanaise* unifiée en 1980, qui constitue le premier dictionnaire de ce type, ainsi que par la publication de la *Grammaire historique de l'albanais* du professeur Shaban Demiraj en 1986.

La publication des *Études d'étymologie* par le prince de la linguistique albanaise, le professeur Eqrem Çabej, malheureusement encore fragmentaires et incomplètes, peut être considérée comme le couronnement de cet effort linguistique. D'autres travaux encore plus sérieux, pourquoi pas grâce à la collaboration d'un groupe de scientifiques albanais, vont peut-être combler ce grand désir d'avoir un dictionnaire étymologique complet et moderne de la langue albanaise.

Or, la seule langue ne suffit pas pour consolider la compacité nationale, sans que le peuple albanais prenne connaissance et devienne conscient de son histoire commune, de ses origines historiques uniques et de son identité culturelle.

C'est dans ce sens qu'a œuvré le Deuxième Congrès des études albanologiques, tenu à Tirana en 1968, en concentrant son attention sur la grande figure historique de l'Albanie du XV^e siècle, Georges Castriote – Skanderbeg. Une série d'exposés scientifiques ont mis en lumière la contribution de cette grande figure de la résistance albanaise à la compacité historique du peuple albanais.

Cependant, Skanderbeg n'est pas le père de la race albanaise. La recherche des origines plus anciennes des Albanais, de leurs racines historiques, a occupé pendant des décennies les chercheurs, les archéologues, les historiens, mais aussi les linguistes albanais. Ce sujet était lié aussi au caractère autochtone du peuple albanais et la présence des autres peuples de l'Antiquité sur le territoire de l'Albanie actuelle ne le rendait que plus complexe.

Il était donc très important de discuter aussi avec des scientifiques étrangers sur ce sujet qui a atteint son zénith au Premier Congrès des études illyriennes en 1972, où archéologues, historiens et linguistes albanais ont uni leurs efforts dans une collaboration scientifique nationale. Le sujet n'a certainement pas été épuisé de façon exhaustive et il suffirait de juger à partir des ouvrages très

intéressants de Muzafer Korkuti pour comprendre combien il reste encore d'actualité pour les archéologues albanais qui s'efforcent de tâter le terrain pour sentir le battement du cœur de leurs ancêtres.

On ne pourrait pas oublier de citer ici les nombreuses études ethnographiques et folkloriques, notamment dans le cadre du Congrès ethnographique de Tirana en 1976 ou de l'activité intense de l'Institut du Folklore avec une série de publications et de rééditions d'œuvres rares où sont répertoriées les traditions du peuple albanais et apparaît au grand jour la beauté poétique du langage populaire.

La puissante activité d'édition de l'Institut d'Histoire et de Philologie, tout comme celle de l'Académie des Sciences, parallèlement avec l'épanouissement de la littérature albanaise qui a traversé les frontières de l'Albanie, ont attiré l'attention non seulement sur beaucoup de sujets archéologiques, historiques, philologiques, linguistiques et littéraires, mais aussi sur des protagonistes qui ont joué un rôle important dans l'histoire du pays. Toute cette matière intéressante de figures et d'objets peut être admirée dans le nouveau *Dictionnaire encyclopédique albanais* en trois volumes, une vraie réussite rendue possible grâce au concours que des scientifiques choisis albanais ont apporté à l'infatigable professeur Emil Lafa.

En dernier lieu, la diaspora albanaise du XV^e siècle, tant en direction de la Grèce qu'en direction de l'Italie méridionale et de la Sicile, constitue un chapitre intéressant de la propagation de la culture albanaise vers la Méditerranée. Particulièrement en Italie, les communautés albanaises ont vite acquis une conscience linguistique et identitaire notamment à travers leur particularité religieuse en antithèse avec les Catholiques locaux (les « Ltir », Latins). Ces communautés se sont développées dans une oasis linguistique et culturelle dans la partie méridionale de l'Italie. Les recherches effectuées par des chercheurs étrangers, italiens, arberèches, mais aussi albanais, ont mis en relief le monde exceptionnellement intéressant des Arberèches du point de vue historique, politique, littéraire, linguistique et ethnographique. Les chaires d'albanologie des Universités de Rome, Palerme et Calabre, par la publication et la réédition des ouvrages littéraires, religieux, historiques, linguistiques et folkloriques italo-albanais, nous ont présenté le monde souvent autonome et indépendant des Arberèches comme une valeur innée. Les professeurs et les chercheurs qui ont mené de l'avant les études d'albanologie sont nombreux, mais je me sens ici dans le devoir de rendre hommage la grande œuvre du professeur Franco Altimari qui, avec modestie, a modernisé la recherche albanaise en inaugurant de

nouveaux systèmes d'appareillages, en sauvant ainsi une série de manuscrits et en publiant des textes qui sont parfaits du point de vue philologique. Ces textes italo-albanais viennent enrichir ce que nous appelons « le trésor de la littérature albanaise ».

L'autre partie de la diaspora albanaise, celle en direction de la Grèce, n'a pas connu le même niveau de développement que celle d'Italie. Néanmoins, la langue albanaise, le folklore, la lexicographie et les costumes constituent des thèmes d'étude pour les chercheurs étrangers et grecs. C'est dans ces efforts que s'inscrivent aussi les miens, en cherchant à répertorier et à publier le plus de matériaux possibles du monde des Arvanites, une matière qui traduit sous plusieurs aspects la culture originelle des Albanais. De cette manière nous enrichissons, bien que de façon incomplète, le panorama du chemin historique et culturel des Albanais en dehors des frontières de l'Albanie.

Pour finir, la Chaire d'Albanologie de Munich, fondée par le linguiste et écrivain bien connu, mon professeur Martin Camaj, continue son activité scientifique de très haut niveau.

Je vous prie de permettre à un étranger qui apprécie et respecte le peuple albanais de faire un vœu. L'aigle qui se trouve sur le drapeau albanais est bicéphale. Mon vœu c'est qu'une tête puisse être tournée vers l'Union européenne, là où l'État européen de l'Albanie a historiquement sa place, et que l'autre tête puisse regarder toujours à l'intérieur de l'âme culturelle, de l'identité du peuple albanais et de tout ce qui le caractérise, afin qu'il ne perde pas son visage et sa physionomie sous le lourd poids du rouleau compresseur de la mondialisation et du désarroi qui s'ensuit.

Mirie RUSHANI

L'IDENTITÉ NATIONALE ET LA CRÉATION DE L'ÉTAT ALBANAIS SUR LA DIMENSION EUROPÉENNE

Le jubilé du Centenaire de la création de l'État albanais est un moment exceptionnellement solennel et unique. C'est aussi le moment d'exprimer de la reconnaissance et de la gratitude à tous ceux qui ont œuvré sans s'épargner et se sont sacrifiés pour laisser en héritage aux générations futures une maison commune. Ce moment invite à une réflexion très sérieuse, tout aussi sérieuse que l'indépendance acquise au prix de tant de sacrifices et de victimes ou l'édification de l'État centenaire auquel ont été investis des siècles de lutte et d'efforts incessants d'une nation entière. Ce jubilé permet de dresser un bilan afin de consolider davantage les fondations de cet État et d'avoir une vision plus claire pour l'avenir.

Étant donné que l'identité nationale¹ est la porteuse de tout le projet de cet État, son patrimoine et son tissu à toutes les étapes de construction, protosouveraines et souveraines, et que l'État albanais s'est légitimé justement sur la base du sédiment identitaire, il faudrait mettre en évidence son rôle de facteur décisif dans la formation, la construction et la reconnaissance de l'État albanais.

L'engagement des Albanais pour créer un État sur la base de l'identité nationale était une tendance historique constante depuis le Moyen Âge et la Renaissance. Or l'évolution de ce processus de développement rapide culturel et historique a été interrompue par la longue occupation ottomane. Leur éveil national au XIX^e siècle, en même temps que les plus vieilles nations d'Europe, témoignait du fait qu'ils avaient gardé une forte identité, au moins auprès de la partie la

¹ L'identité nationale est la continuation de l'identité ethnique. Suite à un processus d'analyse et de synthèse, toutes les théories les plus sérieuses élaborées jusqu'à ce jour conduisent inmanquablement à ce résultat, malgré les côtés spécifiques et les composantes de chaque nation et ethnie en particulier.

plus insoumise de la population. C'était le moment opportun pour rétablir la continuité du cours de l'histoire. Aussi la libération de l'occupant et la création de l'État albanais sont-elles devenues non seulement une nécessité immanente de l'époque et de la situation dans laquelle ils se trouvaient, mais aussi une dernière opportunité pour entreprendre quelque chose afin de sauver l'identité et la nation. La proclamation de l'indépendance et la création de l'État national étaient la seule voie de salut. Cet État devait être créé suivant l'exemple des États modernes européens, mais aussi avec une identité nationale, indépendamment des difficultés que représentait la faible économie basée sur l'émigration et la situation intérieure non consolidée de la nation. Et cela pour plusieurs raisons, mais tout d'abord parce que c'est ainsi que l'on préservait la dimension européenne qui était au fondement de leur identité. C'était la seule possibilité de retourner à l'environnement naturel, d'assurer le redressement national et de sauvegarder le territoire, bref d'avoir une patrie. Sans tout cela, les Albanais seraient perdus et assimilés encore plus de ce qu'ils ne l'avaient été tout au long de la période où ils étaient privés de leur propre État. Finalement, c'était la seule voie leur permettant de retrouver la dignité collective et la place parmi les autres peuples d'Europe.

Les développements politiques, économiques, culturels et historiques en Europe occidentale, notamment la Révolution française et la nouvelle philosophie concernant le droit politique et étatique des nations dotées de culture et d'identité historique, permettaient finalement aux Albanais aussi de retrouver le courage pour récupérer leur propre État et tout ce qu'ils avaient perdu.

L'État de Skanderbeg comme argument historique national et international

Un des arguments les plus forts d'une nation, pour gagner le droit d'avoir son propre État dans l'Europe du XIX^e siècle, était l'identité nationale, la culture, l'histoire, la tradition et la maturité politique. En tant que vieux Européens, les Albanais conservaient des valeurs identitaires exceptionnelles, dont l'affirmation allait jouer un rôle clé pour leur reconnaissance comme une nation moderne.

La tradition étatique des Albanais remontait à la création des premières principautés aux XII^e, XIII^e et XIV^e siècles, où avaient pris forme les premiers éléments d'une conscience nationale, en même temps et au même niveau que dans le reste de l'Europe occidentale (avec l'Humanisme et la Renaissance).

L'État albanais du XV^e siècle avait été un État unifié ethnique et, au sens propre, national. C'était une union volontaire de principautés souveraines d'un peuple qui avait la même origine, la même langue et la même tradition, un territoire commun avec des frontières bien gardées constituant la forme essentielle de l'organisation étatique et de la sécurité collective, ce qui ne pouvait être réalisé que par une haute conscience collective de tous les sujets et par une large maturité politique. Le discours historique prononcé par Skanderbeg à l'occasion de son retour à Kruja² témoigne au mieux de l'esprit européen et de la forme nationale de cet État.

Le retour aux origines, à la langue, aux traditions communes, au culte des ancêtres, aux valeurs autochtones préchrétiennes, etc. parle d'un réveil puissant de la culture nationale chez les Albanais, face à la culture de la religion. Cela permet de voir clairement la conception de l'identité nationale et la conception de l'État ethnique et national qu'avait la Renaissance albanaise.

L'État de Skanderbeg était un État typique de la Renaissance européenne, avec tous les traits caractéristiques intérieurs et extérieurs de l'État moderne au sens culturel, idéologique et politique. L'État unifié albanais de 1444 était un des trois ou quatre États

² Le discours prononcé par Skanderbeg le 28 novembre 1443 à Kruja, voir Marin Barleti, *Historia e Skënderbeut*, Prishtina, 1964, p. 73. D'après Barleti, Skanderbeg a dit : « La liberté, ce n'est pas moi qui vous l'ai apportée, je l'ai trouvée ici, parmi vous... » ou encore « Dès que j'ai mis pied sur cette terre, dès que vous avez entendu mon nom... c'était comme si tous les dieux étaient descendus ici ». Il est exclu que cela ait pu être inventé par l'auteur, comme certains l'ont supposé, d'autant plus au temps de l'Inquisition et par un moine comme Barleti, pour lequel il ne pouvait pas y avoir plusieurs dieux. Il s'agit sans nul doute de l'esprit de l'époque de la Renaissance européenne qui avait pénétré profondément chez les Albanais. La mention de tous les dieux ne signifie pas une négation du Christ, mais c'est une prise en considération de toutes les divinités figurant dans l'histoire spirituelle des Albanais. Ce fragment est probablement le plus intéressant en ce qui concerne la conception de la Renaissance chez les Albanais.

modernes de cette époque-là en Europe. Par rapport aux autres États du continent, l'État albanais a apporté aussi des nouveautés dans l'histoire de l'Europe. En tant que le tout premier de son genre, il a offert à la tradition européenne le modèle le plus avancé de l'État, un modèle que l'Europe n'allait pas atteindre tout au long de la période de la Renaissance. Louis XI, par exemple, n'a créé l'État unifié français qu'en 1491, près d'un demi-siècle après l'État albanais, en soumettant les autres principautés par la guerre. Après lui, Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille ont uni leurs principautés en 1492, quand ils ont commencé à bâtir l'idéologie espagnole (*limpienza del sangre, hispanidad, cattolicita*)³. En Angleterre, Henri VII Tudor a commencé cette union en 1509, mais c'est sa petite-fille Élisabeth I^{re} qui l'a réalisée en 1558 (avec l'anglicanisme protestant). À ce siècle-là, les Allemands étaient politiquement morcelés et en profonde crise politique et administrative, divisés en principautés territoriales et en villes-États. L'Italie continuait sous des alliances et des protections étrangères dans un statu quo multiséculaire. L'Europe orientale était plus en retard et la Russie encore plus loin (sa première modernisation commence avec Pierre I^{er} au XVII^e siècle).

Cela prouve que l'État unifié albanais faisait partie des États champions de la Renaissance dans l'Europe du XV^e siècle, car il a été créé durant la première moitié du siècle, tandis que les autres seulement à partir de la seconde moitié, voire même plus tard. Jusqu'à ce moment-là en Europe il n'y avait pas de grandes disparités économiques et culturelles et, sous cet aspect, les Albanais étaient engagés dans des processus plus dynamiques que les autres. Cela est aussi attesté par la grande productivité artistique et scientifique de l'Humanisme et de la Renaissance albanaise, qui a pénétré partout en Europe par l'intermédiaire des émigrés qui fuyaient la violence ottomane (astronomes, médecins, architectes, peintres, artisans, ingénieurs et stratèges militaires, juristes, théologiens réformateurs, etc.).

Skanderbeg a fait avancer l'identité nationale et la conscience collective de l'État. Il s'appelait lui-même prince d'Albanie, d'Épire et de Macédoine, trois régions illyriques avec une continuité géographique et ethnique. Son drapeau rouge et noir portait l'aigle de

³ Pureté du sang, hispanité, catholicité.

Pyrrhus d'Épire. Il portait sur son casque la tête d'Amalthée (la mère nourrice de Zeus enfant et protectrice de la tribu illyrienne des Amantes) que portait aussi Alexandre le Grand. Il a uni les principautés catholiques et orthodoxes, unifié l'Église et les rites et s'est marié lui-même à une église de catacombes. Son drapeau national et ses enseignes de guerre ne portaient pas de signes religieux. De même l'Ancienne Loi a été unifiée, réformée et est devenue la loi de l'État commun, alors que la loi de la vendetta a été modifiée. L'institution de la *bessa* a été consolidée comme un contrat général et suprême divin entre Dieu, les ancêtres, l'individu et le peuple tout entier. Le pouvoir mystique de la *bessa* (comme promesse) nouait les attaches les plus vitales de l'identité qui, traditionnellement, avait eu des liens directs avec le Créateur et le culte des ancêtres (une trinité très puissante face à la doctrine chrétienne et aux doctrines non autochtones), qui étaient très profonds dans la conscience religieuse des Albanais. C'est pour cette raison que, à la base de cet État, a été placée la *bessa* : la parole de Dieu et l'engagement devant lui et devant les ancêtres.

Seulement une conscience structurée de cette manière a pu faire que Skanderbeg et sa classe politique, militaire et diplomatique dirigent de façon géniale leur peuple dans la confrontation avec un empire qui était au comble de sa gloire, malgré les circonstances extrêmement défavorables historiques, politiques, régionales, globales et climatiques, devenant ainsi pendant un quart de siècle un rempart pour la défense de l'Europe.

Il est clair qu'après tous ces faits-là ce peuple ne connaîtrait plus de processus réversibles, malgré les violences que les Albanais allaient subir sous l'occupation ottomane. Une grande partie de ces Albanais inassimilables conserveraient intacte leur identité et deviendraient plus tard les porteurs et les défenseurs de cette histoire, mais aussi de son évolution irrésistible.

L'existence d'une ancienne tradition étatique chez les Albanais et l'épopée des guerres de Scanderbeg qui étaient d'une grande portée géopolitique et géostratégique ont servi non seulement de source d'inspiration, mais aussi d'argument très puissant concernant la continuité d'une nation consolidée depuis des siècles et

qui renaissait au moment de la création des États nationaux en Europe.

La longue occupation turque et l'altération de l'identité nationale comme dégradation historique

Après la mort de Skanderbeg et la chute de son État des suites de l'épuisement économique et démographique, l'Empire ottoman a gagné la guerre. Ce qui se produirait après cette date serait un vrai cataclysme d'une ampleur biblique.

L'occupant a créé de nouvelles classes locales afin de soumettre la population de la façon la plus humiliante, en tant que méthode efficace pour son assimilation. Cette classe a joué le rôle principal dans l'exercice du fratricide et du génocide démographique et culturel. Ceux qui ont mené les guerres les plus sanglantes et exercé la violence la plus grave contre le peuple en Albanie ce sont les Albanais ottomanisés : janissaires, vizirs, pachas, aghas, caïmacans, spahis, beys, religieux, etc. Durant cette période, presque l'ensemble du paysage albanais a changé et les villes ont perdu leur identité en se transformant en casbahs ottomans où l'on imposait par la violence non seulement la langue et la « religion turque »⁴, mais aussi la mentalité despotique asiatique.

Cette nouvelle classe transgénique, avec ses autres mutations pour conserver les privilèges, devait témoigner tous les jours sa fidélité à l'occupant pendant un demi-millénaire. Au fil des siècles, seulement un petit nombre a pu conserver intacte l'identité, alors que la majorité de la population a dû soit émigrer, soit se soumettre.

À la différence des autres peuples d'Europe du Sud-Est, les Albanais ont connu une vraie tragédie historique qui les a détachés complètement du reste du continent et les a contraints à vivre en dehors des processus historiques communs, à l'exception des Arberèches et de la diaspora. En effet, les Arberèches offrent la meilleure preuve de ce que la nation albanaise était avant l'invasion

⁴ Jusqu'à nos jours, les Albanais ont parlé de *religion turque*, car elle a été répandue à travers les fonctionnaires de l'administration théocratique ottomane en tant que turque et non pas comme musulmane ou islamique.

ottomane et du massacre perpétré cette domination sur une culture épanouie et un peuple déjà formé.

Après plusieurs siècles de telle servitude, il était inconcevable que l'on puisse récupérer ou compenser en peu de temps tout ce qui avait été perdu et rattraper le retard sur les autres en Europe. C'est ce qui allait ressortir au fil du chemin long et difficile vers la reconsolidation de la nation et la construction de l'État albanais.

Les Arberèches comme facteurs de l'identité et de la création de l'État national

Depuis la Renaissance européenne jusqu'à la Renaissance nationale et à la création du nouvel État albanais, les Arberèches ont été parmi les porteurs principaux de la continuité de l'identité nationale. Ils avaient emmené avec eux comme une relique sacrée la terre du pays de leurs ancêtres, qui allait rappeler tous les jours les générations futures de leur obligation morale et historique. Ils avaient gardé vivant le souvenir de leur patrie dans leur esprit, leur conscience, leurs chants, leur poésie, leurs lamentations et leurs prières. Ils n'oublieraient jamais qu'ils étaient originaires d'un pays qui avait été jadis « le meilleur, le plus glorieux, le plus sacré » et qu'ils ne pourraient plus retrouver nulle part ailleurs, ni en Europe, ni dans le monde. Ils étaient tous prêts à faire don de leur vie à tout moment pour leur « patrie perdue »⁵ et pour toutes les valeurs spirituelles créées par la Grande Époque. Ils en fourniraient la preuve par leurs écrits, notamment au cours de tous les processus de la Renaissance nationale.

Les Arberèches allaient jouer un rôle très important de cohésion, voire ils seraient les promoteurs des premiers contours du programme culturel et politique de la Renaissance nationale. Avant tout, ils seraient les promoteurs de l'union sous trois choses sacrées pour l'ensemble des Albanais : la langue, la parole d'honneur et le drapeau.

⁵ Tous les auteurs arberèches vivent, agissent et écrivent dans cet esprit-là : Maruli, De Rada, Schirò, Dara le Jeune, Bilotta, Santori, Serembe, Camarda, De Martino et beaucoup d'autres appartenant à toutes les générations.

Les Arberèches ont également contribué à conserver l'originalité d'une philosophie autochtone concernant l'identité et la nation, en plaçant l'origine antique et les traditions albanaises en tête des valeurs identitaires de la nation. Or ils se sont montrés très compréhensifs à l'égard de leurs frères qui avaient eu le mauvais sort de vivre sous le joug ottoman, car pour eux il n'y avait rien de pire que d'avoir « le Turc à la porte ». Aussi, pleins de compassion, étaient-ils prêts à pardonner tout péché au nom d'une nouvelle union et d'un nouvel avenir, avec les mêmes valeurs cultivées par Skanderbeg et qui étaient le patrimoine historique de tous. L'appel à l'union de tous ceux qui avaient une seule parole d'honneur et une seule langue constituait « le mystère de l'identité albanaise », que les autres avaient du mal à comprendre.

L'attitude qui serait adoptée par tous les représentants de la Renaissance nationale serait celle d'une amnistie générale au nom de l'avenir du pays, dans le même esprit de la philosophie de Skanderbeg : « un joyau reste précieux même lorsqu'il est sali et souillé de boue, il faudrait juste le nettoyer »⁶. Or, certes, ce n'est valable que pour les pierres précieuses. Cela constitue la définition la plus originale et exacte de l'identité nationale. Selon cette philosophie, l'identité ce n'est ni la boue, ni les performances sub-culturelles, mais seulement les formes cristallisées en tant que tendance. Tout le reste n'est qu'une matière chaotique qui n'appartient pas à la formule moléculaire de l'origine. Les individus sont comme les atomes ou les planètes d'un système solaire : ils gardent pleinement leur identité tant qu'ils sont dans leur orbite, or, une fois changée cette dernière, ils changent de caractéristiques et se transforment petit à petit ou bien se perdent dans le chaos.

C'est cette philosophie que les représentants de la Renaissance nationale albanaise ont essayé de mettre en application pour sauver la substance de la nation et remédier à ses maladies dégénératives. Cette voie était certes la plus difficile dans les circonstances de l'époque, car il fallait beaucoup de temps, voire des siècles, pour y parvenir. Elle prêtait aussi beaucoup à l'abus sur l'identité et à la subversion extérieure. Or c'était une façon de préserver les axiomes originaux.

⁶ Gavril Dara i Riu, *Kënga e spasme e Balës*, Prishtina, 1976, le Deuxième chant.

L'identité nationale⁷ comme fondation de l'État

Le terme *identité nationale* étant très large et complexe, nous ne l'emploierons que dans sa dimension fonctionnelle et institutionnelle, c'est-à-dire en tant que porteur de l'ethnie et de la nationalité, mais aussi en tant que organisateur de la conscience collective suivant le concept de la nation.

Le terme *komb*, signifiant « nœud » et « nation », est très ancien chez les Albanais, car on le retrouve avec toutes ses dimensions actuelles comme une composante principale de la conception de l'État albanais du temps de la Renaissance (XV^e siècle) et de la doctrine de Skanderbeg concernant l'union nationale, vu qu'il s'agissait d'une union ou d'une unification de principautés albanaises déjà consolidées. C'était le cas de la Ligue albanaise de Lezha (1444), qui signifiait un lien étroit, un enlacement en nœud, mais qui marquait également un point culminant de la conscience de l'identité collective des Albanais.

Au XIX^e siècle, lorsque la création des États en Europe a commencé sur la base des identités nationales et le droit des nations s'est substitué au droit dynastique, les États nationaux ont été considérées comme des structures plus stables, mais aussi comme des catégories historiques naturelles. Les identités nationales seraient placées au premier plan avec toutes leurs composantes : la culture, l'histoire, les traditions, la langue, etc. Cela a donné lieu à une grande compétition dans l'Europe toute entière, où chacun s'efforçait de faire étalage de la richesse de ses traditions, de son identité et éventuellement de sa supériorité par le biais de ses propres valeurs culturelles. Mais c'était aussi pour apporter la preuve de son droit

⁷ Le mot albanais *komb*, pour « nation », vient de l'albanais archaïque où il signifie « nœud ». C'est aussi un terme païen pré-médiéval (un puissant symbole sacré et mystique illyrien désignant le lien étroit entre la vie et la mort ou l'immortalité. En tant que concept moderne, il comprend la tribu, l'ethnie et la nation au sens primordial. Il ne comprend pas la religion, qui est une composante variable, et s'est adapté pleinement à la réalité historique et culturelle albanaise. C'est dans ce cadre que l'on peut définir également l'identité nationale albanaise. Tandis que le terme *shqiptarizëm* « albanité » sous-entend l'idéologie contemporaine de l'identité nationale.

d'avoir son propre État national. Les Albanais allaient eux aussi s'engager dans cette compétition, en créant un puissant mouvement culturel qui serait aussi le porteur des projets politique et national.

La Renaissance nationale albanaise présente tous les traits des autres mouvements similaires du continent et son action remonte à la même époque. La seule différence est qu'en Europe occidentale cette renaissance culturelle et nationale a progressé au gré de la Réforme et de la Contre-réforme, de l'absolutisme, du Classicisme et des Lumières, etc., tandis que chez les Albanais elle est arrivée après une longue domination despotique orientale, sauvage et dégradante. Elle a été donc particulièrement difficile sous le pouvoir tyrannique ottoman. Elle arrivait aussi à un moment critique, quand l'identité albanaise avait subi de grandes fractures qui contribuaient de plus en plus à son anéantissement. Cette situation annonçait aussi de grandes difficultés pour son développement et la réalisation de ses objectifs futurs.

En tant que porteur principal du projet culturel et politique, le mouvement de la Renaissance nationale a mené ses plus grandes batailles sur les pages de la presse de l'émigration albanaise. Il a non seulement affirmé l'identité culturelle et nationale, mais a aussi contribué aux retrouvailles entre Albanais grâce aux éléments communs. Les hommes de la Renaissance ont réussi avec succès à consolider l'identité par l'intermédiaire de la communication, créant ainsi un État virtuel qui serait le précurseur de l'État réel.

Or, pour créer l'État national, il n'y avait que deux seules façons : soit en libérant d'abord le pays occupé et en créant l'État souverain, ce qui ne pouvait être réalisé spontanément que grâce à une puissante aide extérieure, et en consolidant ensuite la nation (à l'instar de tous les autres), soit, en cas d'absence d'une aide extérieure, en consolidant d'abord la nation qui réaliserait ensuite l'État selon les dispositions internationales déjà établies, aux termes desquelles les Albanais avaient un droit absolu historique, culturel, territorial et démographique.

Faute de cette aide extérieure (dont ont bénéficié tous les États nationaux de la première génération : l'Italie, la Grèce, les Slaves des Balkans, etc.), il fallait engager une longue lutte solitaire. Autrement dit, les Albanais devaient en même temps consolider la nation et

édifier leur pré-État, et cela dans les conditions de la servitude, comme aucune autre nation en Europe.

Mais pour quelle raison le mouvement des Albanais n'a-t-il pas bénéficié du soutien et de l'aide des puissances européennes ? Cela était dû peut-être à la situation politique globale où ils s'étaient engagés dans une impasse. Peut-être les Albanais n'avaient-ils pas la force et la maturité suffisante pour assumer des responsabilités aussi lourdes que l'État national. Peut-être aussi, l'objectif des Grandes Puissances européennes était la position exceptionnellement stratégique du territoire des Albanais. Cependant, de leur côté, les Albanais ne sont pas parvenus à devenir un facteur politique indépendant au moment voulu. Aussi leurs efforts et leurs luttes menées sur plusieurs fronts connaîtraient de nombreuses difficultés et obstacles qui allaient durer non pas quelques décennies mais plus d'un siècle. De tels retards dans l'histoire et la politique sont toujours de conséquences très graves.

Est-ce pourquoi les Albanais ont été appelés « une nation retardataire » ?

Dans l'opinion scientifique albanaise et étrangère, la constatation que les Albanais sont « une nation retardataire » ou « encore non formée » est assez répandue. En réalité, comme on l'a vu, ce qui est retardataire c'est leur indépendance, leur État, et cela est dû à des raisons complexes bien connues, intérieures et extérieures. Il ne s'agit donc pas d'une nation retardataire, mais de la seule nation dans les Balkans qui n'a pas été aidée, mais a été empêchée et conditionnée. En voici quelques arguments :

Alors que la Renaissance nationale et le mouvement de libération des Albanais se consolidaient de plus en plus, les Grandes Puissances s'efforçaient de l'empêcher afin de garder le statu quo et, par conséquent, la domination turque sur les territoires albanais. Dans leur rivalité balkanique, les Grandes Puissances sont passées soit du côté des Turcs, soit du côté des Slaves du Sud. Leurs accords respectifs avec la Russie et la Turquie ont porté gravement atteinte à la cause albanaise, mais aussi aux intérêts géopolitiques les plus

importants d'Europe, et leurs conséquences posent le problème numéro un au niveau régional et global dans le cadre du continent.

Ce genre de politique a permis à la Russie de pénétrer profondément dans les Balkans et d'avoir le loisir de créer tant de nouvelles nations hybrides qu'elle voulait, afin de s'emparer d'un maximum de territoires qui étaient, non pas par hasard, tous albanais. Les Grandes Puissances assumeraient de défendre la Turquie contre les Albanais, alors que l'Autriche, prétendument une protectrice des peuples des Balkans, marchandait le patrimoine historique et culturel des Albanais, en l'offrant aux Slaves du Sud dans le but de les détacher de la Russie (le mouvement de l'illyrisme chez les Slaves du Sud, la création de l'État de l'Illyrie slave de Napoléon et la création de l'État grec avec une majorité de population albanaise). En d'autres termes, les Européens sont devenus pour les Albanais des pillards pire que les Turcs et les Russes avec les autres Slaves du Sud.

Au lieu de renforcer le facteur albanais qui était prêt à jouer dans la région un rôle puissant et décisif, utile aussi pour l'Europe, les puissances européennes avaient ouvert la porte à la Russie et se défendaient maintenant en préservant le statu quo et en prolongeant la vie à la Turquie au détriment des Albanais. L'Europe a payé cher cette politique, mais les Albanais ont été transformés en victimes.

Tous les États nationaux en Europe ont été créés avant d'être consolidés en tant que nations. Ceux balkaniques aussi. Ils ont épuré et consolidé la nation après la proclamation de leur indépendance généralement par des moyens administratifs, mais certains d'entre eux par la violence, les nettoyages ethniques et le génocide. S'ils avaient été obligés d'agir dans la même ligne que les Albanais, aucun d'entre eux n'aurait pu aller plus loin ou avoir moins de problèmes internes que les Albanais. Bien au contraire. La preuve en sont les problèmes auxquels ils sont confrontés, dont certains ne sont toujours pas résolus malgré les conditions de souveraineté, y compris dans certains pays occidentaux.

De l'autre part, les processus politiques successifs en Europe ont déformé même le modèle de l'État national comme fondement du nouvel ordre international des nations souveraines organisées afin de garantir l'équilibre politique du continent. Le concept de nation a ainsi été profané, tandis que l'État-nation a perdu son sens premier.

Tous ces changements allaient influencer négativement sur la reformulation des standards pour les Albanais. Par conséquent, le droit de la nation à l'autodétermination était compromis. Les Albanais n'ont pas renoncé au chemin dans lequel ils s'étaient engagés, or celui-ci devenait de plus en plus difficile, car les autres avaient désormais beaucoup avancé, en usurpant de grandes parties de l'histoire, de la culture, de l'identité et du territoire albanais.

Devenir un facteur, une condition pour créer l'État

Pour peser dans la politique et la diplomatie où l'on détermine le sort des peuples, il faut devenir un facteur aussi puissant que possible, de sorte à ne pas quémander mais à poser ses conditions. Ceci est en même temps la meilleure voie pour créer l'État national sans contracter de dettes politiques ni hypothéquer quoi que ce soit. D'autant plus dans le cas des Albanais qui n'avaient pas de points de référence dans le monde, ni politiques, ni religieux, ni familiaux.

Or, malgré les nombreux efforts et la longue période parcourue jusqu'à leur indépendance, les Albanais ne sont pas parvenus à devenir un facteur important dans les Balkans, voire ils ont failli perdre même la dernière chance historique d'accéder à l'indépendance. Si leurs forces considérables se dépensaient vainement à travers le monde en jouant un rôle décisif à la création de la Grèce, de l'Italie, de la Roumanie, de la Serbie, du Monténégro, de l'Égypte, etc., ils n'ont pas réussi à s'unir à temps et créer leur propre État après toutes ces insurrections. Sans doute, les processus politiques dans ce sens étaient empêchés par une série de facteurs intérieurs dont nous rappellerons certains.

L'administration et la hiérarchie ottomane foisonnaient d'Albanais qui non seulement ne se sont pas joints au mouvement, mais ont été au contraire ses plus grands dénonciateurs. Il fallait attendre l'arrivée des Jeunes-Turcs pour qu'ils renversent cette hiérarchie et toute une classe qui était devenue la plus grande source du malheur national albanais. Justement cette classe supérieure transgénique politique, militaire et féodale avait été le plus grand ennemi du mouvement albanais pour l'indépendance et s'était opposée farouchement à l'ouverture des écoles en langue albanaise

(même si elle avait toléré les écoles grecques, slaves, roumaines et arméniennes). En d'autres termes, elle reniait catégoriquement l'existence de la nation albanaise. Ceux qui ont rejoint le mouvement national durant cette phase étaient trop peu nombreux et certains d'entre eux suivaient des objectifs subversifs visant à l'étouffer, réorienter et compromettre. C'est précisément là que se trouvait la source de beaucoup d'échecs albanais dans le domaine politique.

Ces phénomènes avaient créé des réalités fictives, de nouveaux paradigmes hybrides et des mutations dégénératives à l'intérieur de la nation albanaise. Les fractures n'étaient ni rares, ni insignifiantes, et elles ont réussi à massacrer et dévaster la culture, le peuple et le pays en empêchant de toutes leurs forces son progrès et sa souveraineté. Ce fait avait démoli l'image des Albanais en tant que nation pendant plus de quatre siècles et le jour était venu pour en payer le prix. Cette classe de renégats a produit tant de dégâts que toute accusation à l'égard des Albanais comme une nation inexistante prenait en exemple ses méfaits. Même les frontières de l'État albanais ont été tracées sous la pression de ces arguments. À la différence des Albanais, les États balkaniques avaient vite fait de débarrasser sans état d'âme leur nation de ce genre d'éléments.

Une autre cause de ce retard est à rechercher dans la Ligue albanaise de Prizren qui non seulement a été longue à venir, mais a aussi trop vite été mise en déroute, malgré les grands espoirs qu'elle a éveillés auprès du peuple. De même, elle n'a pas appelé à l'union tous les facteurs albanais de l'époque. D'autre part, le fait qu'elle n'a été tenue que deux jours avant le Congrès de Berlin laisse planer beaucoup de doutes. Les revendications qu'elle a présentées à ce Congrès étaient peu claires et en dehors du contexte politique du moment quand elle n'avait pas fini de se constituer et n'était pas encore devenue un facteur susceptible de représenter les intérêts du peuple albanais. Les messages qu'elle a adressés à l'Europe étaient si confus qu'ils donnaient l'impression qu'une Albanie autonome (un terme peu clair qui ressort des documents)⁸, telle que le revendiquait la Ligue de Prizren, signifiait créer une autonomie à l'intérieur de

⁸ *Konferenca shkencore e 100-vjetorit të Lidhjes Shqiptare të Prizrenit*, rapports et exposés, Prishtina, 1978, vol. I^{er} et II.

l'État turc ou, pire encore, créer un État ottoman des Albanais turcisés. Ces tendances profondément infiltrées dans le mouvement politique albanais étaient incompatibles avec la Renaissance nationale et ont alerté les Grandes Puissances qui ont commencé à y voir non plus un mouvement national d'indépendance albanaise, mais une restauration de la Turquie en plein cœur de l'Europe. Toutes les options d'indépendance ont ainsi été compromises, créant ainsi l'idée que la Ligue de Prizren était un complot turc pour manipuler politiquement les Albanais. Les conséquences seraient graves et la réponse de l'Europe conforme : ignorer la question.

C'est ainsi que s'est ancrée chez les Albanais la conviction qu'ils n'avaient pas d'amis en Europe, oubliant que même dans la vie privée on ne trouve pas d'amis tout faits, mais qu'il faut les faire en bâtissant et cultivant des relations selon les affinités. En politique aussi, les amitiés et les alliances sont créées avec un esprit d'initiative selon une constante diplomatique : les alliés et l'histoire appartiennent à celui qui a l'idée et l'initiative. Car, dans l'arène internationale, chaque nation forme elle-même son offre et crée le propre rôle qu'elle souhaite jouer. Les Albanais ne manquaient pas d'amis et d'alliés, mais d'une classe politique puissante avec des idées nationales claires et d'autres ressources humaines capable de faire avancer les choses de façon efficace.

Le mouvement de la Renaissance nationale manquait de l'organisme institutionnel politique nécessaire et c'était là la cause de la manipulation politique de ce peuple par les États et les conjonctures étrangères. On ne saurait pas expliquer autrement le fait que les luttes et les insurrections albanaises n'arrivaient pas à se canaliser politiquement, même si elles étaient incessantes. C'est pour cette raison qu'elles n'étaient ni des luttes nationales, ni des révolutions.

Etant donné qu'avec le temps les développements politiques internationaux devenaient de plus en plus dynamiques et changeants, pour être à même de les suivre il fallait non seulement être un facteur politique, mais aussi avoir toute une institution d'experts de politique étrangère. Autrement, même pas les Allemands n'auraient pu être capables de répondre aux critères de la *Realpolitik* et de la diplomatie

de Metternich appliquées en Europe depuis la première moitié du XIX^e siècle.

Si, en matière de culture, le mouvement de la Renaissance nationale a fait des progrès évidents, en matière de politique, il fallait attendre la mort de l'ennemi qui n'était pourtant pas aussi fort que les Albanais étaient faibles ou patienter voir se créer d'autres circonstances propices à des actions décisives, puisque les Albanais n'avaient pas de stratégie à ce sujet. C'est pour cette raison que, tout au long de l'interminable phase préparatoire pour la création de l'État albanais, on ne trouve aucune institution puissante et valable qui puisse assumer jusqu'au bout la responsabilité politique, morale et historique de la création de l'État.

Les documents produits témoignent au mieux de ces faiblesses. Leur niveau s'arrête essentiellement à celui des mémoires, dont la plupart sont privés ou rédigés ad hoc. Ainsi, tout individu ou organisation qui se voulait le représentant du peuple exposait librement ses propres options, ce qui donnait une impression extrêmement peu sérieuse sur des choses capitales. Voilà pourquoi l'Albanie de ces 200 ans s'est constamment trouvée devant le fait accompli, même si les occasions n'ont pas manqué et ont culminé durant les conférences internationales où des décisions ont été prises sur leurs questions les plus importantes. Ces faits, aussi négatifs soient-ils, montrent que ce qui faisait cruellement défaut chez les Albanais était la capacité de faire de la politique ainsi que les institutions respectives, ce qui curieusement fait défaut encore aujourd'hui. Malheureusement, sans ces capacités il n'y a ni État, ni souveraineté.

Un autre facteur d'importance décisive était aussi le fait que la population albanaise était à 99 % illettrée, or un État national est bâti par des gens instruits. Entièrement consciente de cet élément était seulement Elena Ghika qui, dès les années 1870, dans l'espoir que le mouvement albanais deviendrait un facteur à temps, avant le Congrès de Berlin, s'était mise à chercher des jeunes albanais instruits et capables d'exercer la profession de la diplomatie en tant que cadres du futur État albanais. Mais l'absence de coordination et les divisions internes empêchaient de fonctionner toutes les capacités politiques dont disposait cette nation. C'est pour cette raison que toutes les

variantes de son projet ont échoué. Il est évident aussi que le facteur politique albanais ne comprenait pas l'importance d'avoir une princesse jouissant d'une grande autorité internationale, européenne et mondiale, aussi bien dans les milieux culturels et scientifiques que dans ceux monarchiques, aristocratiques et bourgeois. Son importance en tant que personne juridique internationale dotée du droit dynastique de la couronne, capable de produire un État, n'a pas été comprise non plus. Ce fait en dit long sur la lenteur de la maturité politique du mouvement national, qui annonçait avec certitude le retard notoire de l'État albanais. On pourrait énumérer encore toute une série d'autres signes positifs et propices que la Providence leur a envoyés et qu'ils n'ont pas su lire.

Après Elena Ghika, personne ne parlerait plus de la création de la classe politique dirigeante de l'État et de son administration. Bien des années plus tard, dans sa revue *Albania* (1897), Konitza dirait qu'il n'avait pas pour but de faire l'Albanie, mais de « mettre les Albanais sur la bonne voie » pour la faire, car, comme il disait, « il n'y a personne pour édifier l'État, même si on la recevait en cadeau ». Cela signifiait un demi-siècle d'histoire et de temps perdu.

Une autre raison pour laquelle les Albanais n'ont pas avancé au même pas que les autres était leur faiblesse économique. La bourgeoisie était bien organisée, mais encore jeune et impuissante. Une économie plus solide aurait pu écarter de nombreux obstacles, en créant rapidement une classe politique plus forte, plus indépendante et avant tout plus émancipée. Cela aurait eu des répercussions même en matière de diplomatie et en aurait fait un facteur incontournable dans les prises de décisions internationales.

Ceci dit, on doit souligner aussi le fait que les Albanais se sont vus offrir plusieurs possibilités de résoudre leur question, mais ils n'ont pas été disposés à apprécier et accepter aucune d'entre elles. Rappelons en certaines :

Les propositions de fédérations ou de confédérations durant la première moitié du XIX^e siècle n'étaient pas des idées inventées spécialement à l'intention des Albanais et des Balkans, mais une des formes d'organisation étatique visant à résoudre ou à réduire le grand nombre de problèmes et de conflits dans le continent. Les fédérations consisteraient en un double pouvoir, mais aussi en une organisation

des conjonctures chaotiques des peuples encore non suffisamment mûrs pour gérer un État national. Il s'agissait autrement dit d'une préparation à une phase postérieure d'indépendance. Telles devaient être aussi l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc., non parce qu'elle le souhaitaient, mais pour des raisons pragmatiques, car ce n'était pas facile de s'affranchir des dominations étrangères, ni de s'unir, ni de passer des monarchies dynastiques à des États nationaux (bourgeois) sans une ou plusieurs périodes ou formes transitoires. Il faut tenir compte en outre qu'aucun de ces changements n'était possible sans modification des frontières et sans guerre. Car, comme on le sait, les États nationaux sont « nés du feu et des cendres des guerres ».

La confédération offerte aux Albanais avec la Grèce aurait été probablement beaucoup plus productive. Premièrement, ils se seraient affranchis bien avant de la domination turque. Deuxièmement, ils se seraient retrouvés tous ensemble dans un seul État où ils seraient une majorité absolue et une entité à part. Ce sont les Albanais qui ont fait la Grèce par les armes et c'est à eux que revenaient au début le pouvoir et la majorité des députés au parlement. À ce temps-là, l'État grec avait tous les traits de l'identité albanaise. Cela atteste non seulement de leur grand nombre, mais aussi d'un facteur dominant albanaise. Il est possible d'imaginer à l'intérieur de ce pays même le reste des Albanais qui vivraient en isopolitie avec les Grecs, ne fût-ce que pour une période déterminée.

Dans ce cas, on aurait pu supposer qu'il n'y aurait pas eu de déplacement de populations, ni d'orthodoxie politisée slavo-grecque, très problématique pour la scène géopolitique régionale, mais aussi globale. La Turquie ne se serait pas consolidée à ce point-là, qu'elle n'aurait plus fait partie de l'Europe et que Constantinople n'aurait plus fait partie de son territoire. La Russie n'aurait plus rêvé à cette ville et à son héritage impérial. L'Église de rite oriental ayant son siège à Constantinople serait dirigée par la philosophie œcuménique albanaise, comme elle l'a été plusieurs fois jusqu'à présent (la plus grande initiative de dialogue œcuménique Est-Ouest au cours de ces deux derniers siècles a été prise par deux personnalités historiques albanaises, Mère Teresa et le patriarche de Constantinople, Athénagoras I^{er}). De la sorte, il n'aurait été nullement besoin de dialogues et de traités œcuméniques, car les Églises se seraient unies

depuis longtemps, alors que le dialogue aurait été plus constructif avec toutes les autres religions.

À supposer que cette « isopolitie » ne fonctionnait pas, alors le moindre mal se serait produit : la division en deux États. Les Albanais auraient ainsi préservé leur intégrité territoriale et auraient jeté les bases de leur État naturel bien plus avant, depuis la création de la Grèce (son indépendance a été sanctionnée en 1830 par le Protocole de Londres), de l'Italie ou de l'Allemagne (autour des années 1860-1870), soit un demi-siècle plus tôt. Malgré les problèmes initiaux, les Albanais auraient gagné un grand essor politique et un important capital démographique, ce qui aurait facilité au maximum le droit à l'autodétermination. Dotés d'une telle position politique, ils auraient été avec certitude le facteur principal et le plus fort non seulement dans la région.

Une des options offertes aux Albanais était aussi leur confédération avec la Roumanie (en vigueur jusqu'en 1912)⁹. Tout d'abord, ces deux peuples avaient de grandes affinités culturelles et linguistiques, une mentalité semblable et beaucoup de choses en commun. La fleur de l'élite aristocratique et princière de Roumanie était d'origine albanaise et avait une forte identité nationale et des liens de parenté très ramifiés avec la noblesse européenne (les dynasties Ghika, Lupu, etc.). Cela signifie que, pour la ligne d'influence politique des dynasties encore en place, cet État était plus rapidement possible que tous les autres États dans les Balkans (comme dans le cas de l'unification de l'Italie et du rôle de la dynastie de Savoie du Piémont). Sous l'aspect politique, avec l'Albanie la Roumanie se serait sentir beaucoup plus puissante et sûre face à un ennemi redoutable comme la Russie. À travers l'Albanie elle aurait eu un accès ouvert à l'Adriatique et à la Méditerranée. Sous l'aspect économique, la Roumanie développée aurait tiré beaucoup plus rapidement l'Albanie de la misère. Grâce à cette option, les Albanais seraient devenus un facteur très important dans la partie sud des Balkans, tout comme les Roumains dans celle nord-est.

⁹ Les détails à ce sujet apparaissent au mieux dans les documents originaux du cabinet du ministre roumain des Affaires étrangères, le prince Albert Ghika. Archives du Kosovo, dossier Albert Ghika, documents en provenance des Archives de Vienne en 1985, encore non aménagés.

Cette confédération aurait été une des plus naturelles en Europe. Ainsi auraient vu le jour un État avec deux entités parmi les plus anciennes dans la région et un segment politique très stable en plein cœur des Balkans. Les territoires albanais seraient ainsi reliés directement à ceux roumains à travers la vallée du Timok.

Cependant, les Albanais n'étaient pas prêts et politiquement mûrs pour ce genre de compromis, même si c'était en leur faveur. En fin de compte, les Albanais n'étaient pas les seuls à qui l'on proposait de telles solutions. Il suffit de rappeler l'exemple de l'Italie, à laquelle les Puissances ont offert une proposition tout à fait absurde : ni État national indépendant et libéral, ni État unitaire italien, mais une fédération de plusieurs royaumes dynastiques, dont certains étrangers comme l'État théocratique du Vatican, alors que le Pape serait à la tête de cette confédération, même si les Italiens s'étaient battus pour un État national, unifié et laïque (accords de 1858 entre le comte de Cavour et Napoléon III).

Toutefois, ils ont souscrit avec sagesse à ce traité et se sont attelés immédiatement au travail politique et diplomatique, parvenant à réaliser en seulement deux ou trois ans ce qui paraissait impossible, l'État national unitaire, éliminant complètement de leur État l'autorité papale et la théocratie, ainsi que les occupants et tous leurs suppôts.

Alors que l'option qui consistait à continuer à rester sous le même toit de la domination turque sous forme d'autonomie était fatale, car cette autonomie était non seulement une énorme tromperie de la part des Turcs, mais aussi une naïveté inouïe d'une partie des Albanais, sinon un vrai complot contre l'indépendance auquel ont participé un grand nombre de « patriotes albanais ». Les conséquences de la thèse autonomiste sont, sous tous les aspects, incalculables et difficilement compensables (perte à jamais de vastes territoires, division du mouvement national et profonde infiltration des services secrets turcs et des autres services de la région parmi les chefs de file de ce mouvement, aussi bien dans le cas de la Ligue albanaise de Prizren que dans tous les autres cas après, sans exception). La faute en est imputable seulement à la réalité intérieure albanaise. La société albanaise était pleine de mutations cancéreuses et de structures qui ne s'identifiaient ni à la nation, ni à la langue, ni à la culture albanaises. Ces structures ne pouvaient être démantelées et

éliminées qu'après la proclamation de l'indépendance, à cause de leurs profondes racines et du soutien de la part du pouvoir ottoman.

La proclamation de l'indépendance

L'État albanais créé au dernier moment était cependant un grand pas salutaire qui, s'il avait été effectué bien avant, aurait fait que tous les autres segments politique dans la région et dans le continent fussent différents. Toutefois, si l'indépendance n'avait pas été proclamée ces jours-là, aujourd'hui il n'y aurait sûrement pas eu d'Albanie ou de nation albanaise. Cette constatation s'impose par beaucoup de circonstances, mais tout particulièrement par le fait qu'il s'agissait à peine d'un État qui n'a réussi à rassembler même pas le quart de sa nation et de ses territoires légitimes. D'autre part, les difficultés pour créer et défendre cet État face aux efforts incessants de ses voisins en vue de le anéantir tout comme la question albanaise dans son ensemble, souvent en unissant leurs forces politiques et diplomatiques, montrent que cette question est restée ouverte pour toutes les parties.

L'indépendance a été proclamée dans une situation extrêmement confuse, avec des complots ourdis de toutes parts. Finalement, l'État albanais est né lui aussi comme tous les autres États nationaux européens : « du feu et des cendres ». Il était, sans nul doute, le moment le moins propice tant sur le plan extérieur que sur celui intérieur, mais c'était le dernier.

L'édification de l'État indépendant se heurterait à de puissants obstacles dressés par les mêmes conjonctures intérieures susmentionnées. La majorité de la population était composée d'agriculteurs et de paysans extrêmement pauvres et restés en marge de ces processus. C'est sur cette base faible économique et sociale qu'a commencé la construction du nouvel État moderne albanais, ce qui était théoriquement inconcevable. Cette situation serait aggravée davantage par l'accélération extrême de la mise en place des institutions. Or le problème majeur était de déraciner les institutions et le système de classes ottomans avec toute leur mentalité féodale, ainsi que de les remplacer par des hommes nouveaux dotés d'une mentalité et d'une identité nationale autochtone.

Le nouvel État albanais souffrait de nombreuses contradictions, notamment des anciennes fractures qui étaient toujours d'actualité. Toujours suivant l'idéologie de la Renaissance nationale albanaise, cet État était le seul dans l'histoire qui n'a pas lancé une campagne de nettoyage de la culture et de l'identité nationale des produits de la subculture. De même, il n'a pas nettoyé le terrain des conjonctures héritées des anciens dominants, comme l'ont fait les autres États voisins. C'est pour cette raison qu'il a été renversé à plusieurs reprises par ces éléments.

En suivant le modèle européen, l'État national albanais devait être plus libéral et s'appuyer soit sur un autogouvernement local de tradition britannique, soit sur un système centralisé de tradition jacobine française, qui accordait un large pouvoir aux préfets de provinces en établissant des formes et des rapports oligarchiques dans le domaine politique. Chacun de ces systèmes serait contrecarré naturellement par les restes du système précédent, les grands propriétaires fonciers et les beys, qui avaient jeté de profondes racines dans la société albanaise. Il ne restait donc que d'opter pour un système administratif centralisé et uniforme tout à fait original, avec des tendances structurelles démocratiques européennes, celui d'une monarchie avec une démocratie parlementaire.

Cependant, à la différence des États européens ayant une tradition unitaire, où l'unité nationale s'était formée graduellement à travers la création des institutions paranationales et nationales qui, avec la mise en place de l'État, sont devenues des organismes étatiques, en Albanie l'étatisation et la nationalisation se sont développées obligatoirement de manière parallèle et dans des conditions incomparables avec les autres. Voilà pourquoi cet État a subi de nombreuses fractures avec des conséquences multiples. Certains milieux des élites d'antan s'opposaient à l'édification d'un État articulé selon les principes démocratiques européens. Une grande masse de la théocratie turco-musulmane déchue du pouvoir en perdant les anciens privilèges resterait jusqu'au bout hostile à ce nouvel État séculier et non seulement fidèle à la politique des prétentions turques, mais aussi collaboratrice avec les autres conjonctures anti-albanaises.

Malgré ces problèmes graves et nombreux, ce petit État est devenu un facteur absolu de la nation albanaise, en défendant celle-ci contre toutes les ingérences intérieures et extérieures, comme le prévoyait sa Constitution.

La question non résolue albanaise

La formation de l'État albanais est un cas unique dans l'histoire de l'Europe notamment pour une raison : la majorité de la nation et de ses territoires sont restés en dehors de cet État. À part les Albanais, il n'existe pas d'autre nation qui soit à majorité absolue vivant à l'étranger et morcelée entre plusieurs pays. C'est ce qui fait que la solution de la question albanaise reste encore compliquée, tout comme leur position. Actuellement, ils sont menacés d'assimilation non pas par un facteur ou un État, mais par quatre ou cinq États qui n'ont jamais dissimulé leur collaboration afin de bâtir des stratégies communes pour renier, assimiler, minimiser et venir à bout de la question albanaise, ni leur collaboration pour recourir aux méthodes connues du génocide « légal ».

Compte tenu de la situation politique intérieure confuse des Albanais, leur position s'aggrave constamment et leurs droits élémentaires, au lieu de progresser, sont réduits davantage de jour en jour. Cette situation est créée tout d'abord par la classe politique albanaise elle-même, qui est restée à ses niveaux initiaux d'il y a cent ans et qui a admis la formation des États plus récents sans poser aucune condition ou revendication concernant la position du peuple qu'elle représente.

Est-ce dû à l'ignorance des politiciens albanais qui ne représentent toujours pas de facteur relevant ou bien aux erreurs de calcul concernant la paix internationale ? Cela n'a plus aucune importance, car pour l'instant les jeux sont faits et le gâteau est partagé et les Albanais sont restés bredouille comme jadis, mais aussi à cause de leur faute. Quelles qu'en soient les conséquences, il est impossible de mettre la responsabilité seulement sur le compte des internationaux, car la contribution des Albanais a été complètement absente. La thèse selon laquelle les politiciens albanais préservent la paix dans les Balkans et dans le monde ne tient que du grotesque

politique. La vérité c'est que les Albanais ont de nouveau pris du retard. Cette politique aveugle a produit quatre nouvelles questions albanaises et n'a apporté jusqu'à présent aucune contribution à leur solution, en rejetant la faute aux autres et aux internationaux. Les Albanais se sont montrés une nouvelle fois au même niveau de culture politique et de responsabilité historique qu'avant le Congrès de Berlin et, tout comme alors, ont continué à faire une politique qui consiste à « vivre sans souci », comme disait à ce temps-là avec désespoir Dora d'Istria.

D'après ce que l'on voit aujourd'hui, les étrangers sont beaucoup plus conscients du fait que la question albanaise est un conflit latent dans la région qui attend son tour pour être résolu, certes pas par les politiciens albanais qui ne représentent nullement un facteur et n'ont pas la moindre idée à ce sujet. Le fait que les Albanais ont laissé cette question en suspens pendant tout un siècle parle de leur incapacité en tant que nation à résoudre elle-même ses propres problèmes. Cette incapacité des Albanais devient de nos jours un souci et un problème à part pour la communauté internationale et particulièrement pour l'Union européenne et les autres alliés. Les Albanais n'ont toujours pas de programmes, de stratégie ou de vision commune pour l'avenir. Voilà pourquoi cette lacune est comblée par leurs adversaires qui résolvent les problèmes des Albanais à travers les conflits provoqués et contrôlés par eux-mêmes, comme une forme plus moderne de la construction de la paix par la guerre.

La proclamation du Kosovo indépendant (mais pas encore souverain) comme un État multiethnique à 95 % de population albanaise cache également les stratégies que les autres ont imposées selon les projets connus d'autrefois. Elle parle en même temps de l'immaturation extrême de la classe politique et des autres structures de la société albanaise.

La formule selon laquelle les Albanais seront réunifiés dans l'Union européenne où ils trouveront leur bonheur est tout à fait équivalente à l'ancienne formule de l'union et de la fraternisation dans le cadre de l'Empire des prolétaires du monde. Tout comme cette doctrine à laquelle les Albanais étaient autrefois les seuls à se fier, celle de la réunification dans le cadre de l'Europe n'est écoutée que par les Albanais. Il ne fait pas de doute que l'Union européenne

est mal comprise et mal interprétée par ces politiciens naïfs qui sont toujours en quête d'une clef magique qui résoudrait par miracle tous les problèmes.

C'est pour cette raison qu'il est impératif que les Albanais et leur classe politique, où qu'ils soient, comprennent que les intégrations euro-atlantiques ne sont pas le lieu où les Albanais vont se réunifier en tant que nation. L'Union européenne n'admet à son sein que les États qui ont résolu et clos l'ensemble de leurs problèmes. Une fois intégrée, elle ne permet plus d'ouvrir aucune question, sauf celles liées aux droits individuels. Aussi est-il urgent d'exiger à l'État albanais et au Kosovo de résoudre ce problème non pas par des slogans, mais avec beaucoup de professionnalisme, d'éthique et avec une responsabilité politique maximale. Il ne faut pas permettre que les États qui ont des minorités ou des majorités albanaises soient admis à l'Union européenne sans avoir résolu leur problème selon les plus hauts standards internationaux. Ceci est un droit légitime et constitue une obligation pour chacun qui aspire à rejoindre l'Union, d'autant plus que les intégrations euro-atlantiques exigent l'engagement de chacun à la solution de tous les problèmes et sources de conflit afin d'améliorer la sécurité à l'intérieur des frontières de l'Union européenne.

Vu que dans les espaces albanais on fait une interprétation tout à fait erronée des intégrations en créant de fausses illusions chez le peuple au lieu de le préparer à y participer activement par sa contribution et à acquérir une meilleure position concrète dans cette union, on perd du temps précieux en réduisant les centaines de milliers de pages de programmes et d'obligations en quelques slogans insignifiants.

Ce que doivent faire d'urgence l'Albanie et le Kosovo c'est de consacrer les plus hautes capacités intellectuelles et scientifiques à ces processus, en mettant en place des instituts efficaces d'analyse scientifique, capables d'assurer l'interprétation pluridisciplinaire des documents d'intégration et autres 24 heures sur 24. Ceci fait cruellement défaut et les conséquences sont partout évidentes, des stratégies de développement aux résultats des rapports annuels, du vocabulaire des politiciens aux débats publics des journalistes d'opinion « experts en tout » qui, en l'absence de vrais experts, sont

appelés à interpréter non seulement la politique de l'État et la question albanaise, mais aussi la politique de l'UE, de l'OTAN et ainsi de suite.

Aujourd'hui, personne ne peut prétendre que la question albanaise n'existe pas. Au contraire, non seulement elle existe, mais aussi elle est posée à résoudre. Le rôle qui revient dans ce cas à l'État albanais est irremplaçable. Elle doit donc être résolue non pas par des campagnes nationalistes, mais par une politique de principe, en assumant d'être un acteur actif dans la solution des problèmes plutôt qu'un spectateur passif ou complaisant qui fuit les responsabilités. Défendre sa nation en dehors des frontières, en particulier celle se trouvant sur une continuité territoriale, mais aussi la diaspora à travers le monde entier, c'est non seulement une obligation constitutionnelle, mais aussi un droit légitime prévu par toutes les normes internationales.

Si les Albanais ne sont pas préparés à une solution plus radicale de leur question, si toute réunification albanaise exposait à d'autres complications que personne n'est préparé à gérer, il existe bien d'autres possibilités politiques pour résoudre la question albanaise sans modification des frontières, conformément aux normes et aux standards internationaux ainsi qu'aux politiques de stabilité et de sécurité en Europe. Par une telle activité, l'Albanie non seulement ne s'empêcherait pas d'avancer sur la voie de l'intégration euro-atlantique, mais aurait au contraire une bonne occasion pour s'affirmer comme un leader dans la solution d'un problème encore peu élaboré dans les documents de l'Union européenne et de l'ONU, celui des minorités et de la définition précise de l'État multiethnique.

De même, le Kosovo peut tirer profit dès à présent en s'affirmant comme un facteur de défense des droits des minorités non seulement dans le cadre régional, mais aussi dans celui de l'Union européenne et de l'ONU. Par sa politique constructive de jusqu'à présent à l'égard de ses propres minorités, il a le droit d'avoir au moins le statut d'observateur à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève, ayant d'ailleurs mérité une place de leader dans l'avancement des droits de l'homme. La solution des questions des minorités ne peut pas se faire à travers les moyens inappropriés de jusqu'à présent et sans sanctions. C'est pour cette

raison que l'Europe a très besoin d'initiatives constructives et d'ides nouvelles, lesquelles seraient de toute façon très utiles pour résoudre non seulement les questions albanaises, mais aussi celles de l'ensemble de son territoire. L'Union européenne sous-entend donc une union d'États avec des droits égaux, mais aussi une responsabilité et une contribution égale de tous ses États et nations.

Bibliographie:

Albania, revue culturelle et politique, Bruxelles-Londres, années 1897-1912.

A.D. Smith, *Le origini etniche delle nazioni* (traduit de l'anglais), Bologne, 1992.

B. Aksin, *State and Nation*, Londres, 1964.

G. Balandier, *Anthropologie politique*, Paris, 1967.

P. Boerner, *Concept of National Identity*, Baden-Baden, 1986.

G. Dara i Riu, *Kënga e spasme e Balës*, Prishtina, 1976.

Dokumente të shekujve XVI-XVII per historinë e Shqipërisë : 1675-1690, Vol. IV, Tirana, 1990.

D. Fromkin, *The Independence of Nations*, New York, 1981.

F. Hertz, *Nationality in History and Politics*, Londres, 1951.

Historia e popullit shqiptar (groupe d'auteurs), vol. I, II, III, IV, Tirana, 2002.

M. Hroch, *Social Preconditions of National Revival in Europe*, Cambridge, 1985.

A. Kondo, *Dora d'Istria për çështjen kombëtare shqiptare*, Tirana, 1977.

Konferenca shkencore e 100 vjetorit të Lidhjes Shqiptare të Prizrenit, rapports et exposés, vol. I et II, Prishtina, 1978.

H. Plessner, *Die verspatete nation - Zakasnela nacija*, traduction, Zagreb, 1997.

A. Puto, *Çështja shqiptare në aktet ndërkombëtare të periudhës së imperializmit*, recueil de documents, Tirana, 1984.

A. Puto, *Lindja e idesë së kombit, nacionalizmi dhe problemi shqiptar, shekulli XVIII-XIX*, Tirana, 2007.

K. Prifti, *Lidhja Shqiptare e Prizrenit në dokumentet osmane, 1878-1881*, Tirana, 1978.

K. Renner, *Staat und Nation*, Vienne, 1899.

A. D. Smith, *The ethnic origins of nations*, Oxford, Blackwell, 1986.

P. Xhufi, *Nga Paleologët deri te Muzakajt*, Tirana, 2009.

Bernd J. FISCHER

DOCUMENTS AND ALBANIAN HISTORY

Historians are aware that evidence is what makes history. It is the principal tool which we use to come to objective conclusions concerning various events. The nature of evidence, therefore, is a topic which has concerned historians since the basic tenets of the discipline were laid down. Even Herodotus, often considered to be the first professional historian, addressed this issue and developed a sliding scale of evidence to determine how firm a conclusion could be made. Not surprisingly, he gave most credence to events which the historian personally observed and then moved down the scale to events retold by credible sources, and so on. The question of evaluating evidence is a topic that naturally still concerns modern historians who mostly agree on a modern version of this sliding scale, with documents generally heading the list of sources from which to build an evidence base.

One can argue that for Albanian history the nature of documents is doubly important for a number of reasons. First, because of Ottoman restrictions on language, schools, and scholarship, a scholarly tradition was late in developing in Albania. This led to lack of extensive secondary source material, another important component of a scholarly tradition. Secondly, the long communist period did much to slow the development of an objective approach to history. The communist regime in Albania, like all communist regimes, used history as a political tool to justify the correctness of the Marxist-Leninist course. Once again, this interfered with not only the production of useful secondary sources material, but also engrained in some scholars an ideological approach which served as a handicap in terms of the development of an objective historical tradition. Because of this general lack of reliable secondary source material, we professional historian of Albanian topics are obliged to rely more heavily on documents. This requirement certainly has its positive side, but as this short paper will show, it also presents us with potential problems or at least with unique challenges. As an illustration of both the benefits and the potential drawbacks of this approach to historical research, let me focus on two unique

documents from the period of the Second World War and the immediate post-war period.

There are many critical moments in the tumultuous story of Albania and the Albanians but perhaps none more pivotal than the end of the Second World War and immediate post-war period. The short period from 1943 to 1945 was a critical one for Europe, witnessing the great final battles of the Second World War, the defeat of Italy and Germany, the initial stages of post-war recovery, and the beginning of a new era. For Albania, too, this short time span was of monumental significance, indeed these decisive years were arguably even more important for Albania. They saw the exit of the Italians, the coming of the Germans and the German occupation, the end of the remnant of the old regime, the maturing of the resistance movement, the intervention of the Allies, the victory of the communists and the construction of the Hoxha regime which would rule Albania with an iron fist for the next 45 years. While most of Europe has left the struggles of this period behind, Albania has not. We are still witnessing the fallout from this period today. It is present not only in the discourse concerning the creation of the Albanians' image of themselves as a people and a state, but remains important in terms of contemporary political discourse. In a way the period from 1943 through 1945 is still a vital part of the twenty-first century cultural and political landscape in Albania.

In part because of this continuing contemporary significance, a clear understanding of this period is particularly important. Scholars have recognized its pivotal role and as a result these few years have been studied extensively both within Albania and abroad. These studies have of course taken many forms including oral and traditional histories. As the years pass, along with the contemporary witnesses of those events, further study - always necessary because of the availability of new material and the fact that there is no single interpretation of history - becomes more heavily dependent of documents produced during the period.

There are of course many such documents, both domestic and foreign. The various Albanian archives are certainly a critical source of information, but documents produced by representatives of interested states, both published and unpublished, are also extremely valuable. In a way, Albania came into better focus during the war in part because of increased foreign interest and the extensive records that these foreigners kept. With this extensive document trove, however, there is a sliding scale of significance. Of this foreign material, Italian documents, while still important, are perhaps relatively less useful for a number of reasons. First there is a question

of reliability. When Count Galeazzo Ciano assumed control of the Palazzo Chigi, the Italian foreign ministry, in 1936, he introduced a new policy called the "Tona Fascista" which was intended to infuse new energy and a new spirit into the Italian diplomatic corps. The net result, unfortunately, was to encourage traditionally thorough Italian diplomats, who before the fascist period had had a good reputation, to report primarily those pieces of information that Ciano wanted to hear - if indeed he was willing to listen at all. Like Mussolini, Ciano disliked reading dispatches, relying instead on newspapers and spies for information upon which to base policy. The breakdown in communication became so dire that the Italian ambassador in England ultimately relied upon the British Foreign Office for clues as to the direction of Italian foreign policy. The Italians were of course also removed from Albania in 1943 which severely limited their representation and the quality and quantity of their dispatches. So Italian documents do have some limitations.

In this author's estimation, perhaps the most useful of the foreign documents for the period 1943-1945 in Albania, include the British, German and, to a lesser extent, some American material, in part because it is so extensive. British documents are somewhat lacking for the period 1939-1942, because of a limited British presence, but with the introduction of a score of Special Operations Executive agents beginning in 1942, British documents become very useful for both limited statistics and on-the-ground analysis. German and American documentary material has also proven to be very useful for its thoroughness and, at least in the case of Germany, for the sheer volume of the material available. While the German material is somewhat limited for the period prior to 1943, since their efforts at maintaining current information on Albania were hampered by Italian suspicions of German motives, they ultimately produced a large volume of material, often quite objective and therefore quite useful. The document briefly discussed here, which we shall refer to as the Final Report of the German Wehrmacht in Albania¹, is representative of this wealth of material. The German Final Report is unique in many ways, not the least of which in the fact that it was written by an unknown official attached to the Administration Group at Wehrmacht headquarters in Berlin, likely in February or March 1945. The doomed capital was of course under constant air attack as Allied armies closed in from both east and west. Seemingly undeterred by the impending, and by now inevitable, fall of the Reich, the German

¹ National Archives, Washington D.C., Captured German Records, roll T501/258, Final Wehrmacht Report, Spring 1945.

official produced a remarkable fifty page brief history of the German occupation of Albania mixing raw statistics with analysis. It gives us a fascinating foreign (in this case German) view of Albania and the Albanians, much different as we will see, from the second document to be considered here.

The German document is divided into three major sections, 1) The Organization of the German Administration and its Evolution, 2) Political Developments, and 3) The Duties of the Administration. This last section, the longest, is subdivided into internal administration, transportation, public health, culture, finances, justice, labor service, labor services in the Reich, foreigners, and the economy. While we find a multitude of statistics in this document, there is also some very cogent analysis.

The reader is particularly struck by the level of self criticism in which the Germans engaged. In very general terms, it is reasonable to argue that German policy in Albania was at least partially successful, if we accept the argument that the Germans were principally interested in keeping the area quiet with a limited number of troops. This German official, though, was more than willing to argue that there was considerable room for improvement. As examples, he suggests that the degree of respect which the Germans paid to Albania's nominal independence during the period of the German occupation might have been overdone, and certainly largely determined the scope and limitations of the German administration's activities. He alludes to disputes between the various branches of German authority in Albania, in particular the office of the German Commanding General in Albania (DGA) and the representatives of the German foreign office.

The official was also quite critical of some aspects of the basic German approach to the occupation. He complains that the Germans too often saw Albania through the eyes of the Italians, who he blames for the near collapse of the country through their promotion of incompetent collaborationists. In his estimation, the Germans compounded this error by relying almost exclusively on the narrow group of wealthy landowners and beys, thereby never gaining a clear picture of the will of the people or true conditions in the countryside where the vast majority of the people lived. Admittedly, the Albanian elite were the natural allies of the Germans, being anti-communist, and, on a very basic level, far easier to communicate with because they were often multi-lingual and had spent time abroad. The official laments the fact that even at the very end of the occupation there were never more than ten Germans in Albania who could speak Albanian. The Albanian elite, of course, expected the Germans to maintain the

old social structure and defend their economic privileges, a point which the communist resistance used effectively to gain support from the disadvantaged masses. But this emphasis on the towns and the well-to-do minority resulted in those who had real influence on the majority of the population - the village headmen - being essentially overlooked. The Germans simply did not seriously consider the influence of the solid institution of the village structure, just as they paid far too much attention to the central government. This significant disadvantage was compounded by a lack of consistency in German policy which reduced practical efficiency and was skillfully exploited by the Albanian collaborators. If one German official refused to agree to a particular course, the Albanian official simply went to another until he found someone who would agree. German influence, as well as state efficiency suffered as a result.

The German official who wrote this piece describes the various power groups in Albania, and their relative significance over the time of the German occupation, including of course the Balli Kombetare, whose leadership, the official noted, were supporters of England from the very start. He discusses the rising resistance, led by a few "Russian-oriented masterminds," and the few advantages that the Germans had in countering this growing power, including the widespread sympathy for Germany and Austria-Hungary dating back to the First World War, the understanding that it was German policy which created Greater Albania, and that without the Germans, Kosovo would again be lost. He also details, at great length, the various aspects of the Albanian economy, including an assessment of those raw materials, principally chrome and oil, which proved useful to the German war effort. The German withdrawal is describing in detail, down to the last German troops evacuating the country on 4 December, 1944, an event whose actual date continues to hold political significance in Albania to this day.

This date is still important in the creation of national historical narrative in Albania, as well as for contemporary Albanian politics. There are of course a number of different dates used for the German withdrawal from Albania, including notably the 28th and 29th of November. A number of sources are used to justify the dates, including another German source. In the final analysis, we will likely never know the exact date which saw the last German combat soldier leave Albania. From the perspective of this author and historian, the exact date might not be that significant. Symbols are much more important in politics than they are in history. Albania is of course not alone in dealing with dilemmas of this type. In the United States, for example, Independence Day is celebrated on the fourth of July. This

despite the fact that Congress actually declared independence on the second of July and the declaration of independence was signed over a longer period. But July fourth has been agreed upon as the national symbol and there is no national or political debate about the celebration. Albanians too will eventually come to some generally agreed upon understanding which will resolve the date issue. For the purposes of this paper, however, the date issue is principally important as a lesson in the potential problem of documents, a topic to which I will return momentarily.

The second document to be considered here, the American document, is the somewhat more lengthy "Documentary Report Supplementing Summary of Findings and Recommendations with Respect to the Recognition of the 'Democratic Government of Albania,'" prepared by the Department of State Special Mission to Albania, with J.E. Jacobs serving as head of mission.² The 250 page Jacobs report initially intended to serve a different purpose than the German report – it was meant to be a beginning rather than as end of a relationship. Jacobs recommended that the United States recognize the Hoxha regime. Since the Department of State did not, in the end, support that recommendation, the Jacobs report too was in a way the end of a relationship, with diplomatic relations between Albania and the United States not being reestablished until some 46 years later in 1991.

The report is considerably lengthier and considerably more in depth than the German report, a function of the fact that it was written during peacetime under somewhat less trying circumstances. The Jacobs report is similarly structured to the German report. There are 14 sections including in order 1) Government Structure - Party Relationships, 2) Power and Influence of National Army in National Affairs, 3) Albanian Legal and Judicial Systems, 4) Extra Governmental Agencies and Groups, 5) Opposition to the Present Regime, 6) International Relations, 7) Educational and Cultural Programs, 8) Commercial and Economic Development and Rehabilitation, 9) Mineral and other Natural Resources, 10) Agricultural and Food Conditions, 11) Public Works, 12) Public Health, 13) Public Finance and Fiscal Matters, and finally, 14) Trip through Southern Albania, June 12-16, 1945, with comments. While like the German document, the Jacobs report contains a great many statistics, still there is also a good deal of analysis as well. Each section contains some degree of evaluation intended to assist the

² Library of Congress, Washington D.C., Microfilm Collection, Records of the United States Department of State, Decimal File 857.00/8-1645, August 1945.

Department of State in its decision whether or not to recognize the new regime. The evaluation is of course intended to be objective, and certainly Jacobs is careful to present multiple interpretations of most issues. He has high praise for the abilities of the new leadership in Albania, complementing its considerable energy and sound planning which it exhibited in constructing the new state. The leadership was described as a shrewd determined group of individuals who clearly hoped to improve the lot of the average Albanian. Jacobs listed some immediate improvements, including in the health sector where he saw great strides being made. Prior to the advent of the communists, 88% of Albania's health professionals resided in the bigger towns, serving the health needs of between 15 and 20% of the population. While the new government was clearly faced with daunting challenges in the field of health, the average Albanian had greater access to healthcare in 1945 than he had ever had. Similarly, more Albanians were participating in the process of government than had ever had before.

But Jacobs was willing to be critical of the developing Hoxha regime as well. He noted the fear that the communists inspired, including warnings to certain individuals that they were visiting the houses of American and British officials too often. He commented on the horrible prison conditions and the use of torture. Trials were used for both dispensing real justice against collaborators but also as a weapon against political opposition. There were secret executions. While there was perhaps no blood bath, the moderate opposition was being terrorized by the secret police. He noted that the size of the army, making up some 12% of the male population and accounting for over half of the annual budget, clearly had a more significant purpose than to deal with external threats. The army, which had taken to conducting frequent fascist-like parades, was clearly there as a major instrument of social and economic change and to enhance the regime's control. Jacobs also believed that the regime's strong vocal commitment to democratic principles was little more than a sham. He complained that the government instituted a system of voting by show of hands, which of course allowed for intimidation and manipulation until the desired result could be insured. Jacobs believed that the regime's aims were often at odds with the will and basic instincts of the people. Perhaps the best example here was the regime's attempt to replace the naturally pro-western leanings of most of the Albanian population with a pro-Soviet view. With what might be considered as an ominous prediction, Jacobs concluded that the only way the communist leadership would ever be successful in producing a pro-Soviet atmosphere in Albania would be to inaugurate a stern and

drastic regime, or to eliminate by execution and murder a large proportion of the intelligentsia of Albania.

Even though Jacobs was often quite critical of the Hoxha regime, he saved much of his criticism for the opposition, for whom he had very few kind words. He defined the opposition to the regime rather narrowly to include merchants, former government officials, army officers, some clergy (principally among the Catholics and Sunni Moslems), large landowners and other propertied classes who benefited the most from the Italian and German occupation. He argued that this group made up perhaps between 10 and 15% of the population and believed that its opposition to the regime was based not on some form of political principle but rather was dictated entirely by personal advantage and privilege. Free elections did not come into their thinking, indeed they were even less interested in the establishment of a truly democratic system than were the communists. The opposition simply feared the loss of their traditional dominance and wealth, some of which was built up during the occupation by, among other things, exerting pressure on Albania's few Jews under the pretense of protecting them from the Germans. And now, in 1945, they turned in desperation to the western allies to preserve their wealth and position as the Germans and Italians had done. Jacobs believed that these people, some of whom he contemptuously referred to as "intellectuals," had little respect and little support among the common people. Indeed, he argued that their incoherence and weakness was in part responsible for the communists going to extremes.

The two documents of course have a great deal in common. Written just months apart they are lengthy descriptions of conditions on the ground in Albania from national resources, to the thoughts and abilities of the average Albanian. They are both rich in detail, in statistics and generally sophisticated analysis. They were produced by trained and most likely objective foreign service officers or military analysts, who had considerable access to people in-country who helped with the gathering of data. Having said that however, there are some profound differences with regard to fundamental issues, including the prospects for the future of the country and the basic nature of Albanians.

With regard to Albania's present and future, the German was quite pessimistic, suggesting that Albania needed the protection of a benevolent foreign power simply to survive as a state. While the Italians are blamed for attempting to reduce Albania from the status of a condominium to that of a colony, the Germans are blamed for throwing the country back several decades in its development by the

destruction of the breakwater at Durres, and the blowing up of most of Albania's bridges during the retreat. The German detailed Albania's other serious economic problems, including the lack of a compact economic sphere. He suggested that Albania suffered from economic anarchy compounded by medieval agriculture. At the root of the problem, in his estimation, was the fact that Albanians despise any small amount of work. The German argued that the inexperienced new government had over-promised and that the people would start a rebellion in the hills by the spring. Still, there was hope for the distant future if the people could be made to work, if the country's natural resources could be exploited more rationally, and if agriculture could be modernized by the increased use of machinery. The German even ended on a somewhat positive note suggesting that in the distant future Albania might constitute a potentially favorable market for German exports. The American was much more optimistic about the Albanian economy. Although clearly wary of the introduction of the Soviet model of nationalization and central economic control in Albania, Jacobs argued that, if handled properly, the Albanian government and people could be made economically stable. The American suggests that Albania was endowed with extensive mineral resources which needed to be exploited before foreigners took this wealth for themselves. The report was particularly positive about Albania's agricultural resources which would allow Albania to become economically self-sufficient. This had not yet happened, the report made clear, not because of any deficit in resources but because the prevailing social system and land tenure had kept peasants in a state of ignorance and degradation.

In terms of the nature of the Albanian people, the two observers once again came away with significantly different assessments. The German, quite in line with his comments on the economy, once again saw black. He argued that the German occupation seemed to offer proof that the Albanian people were not yet mature enough to govern themselves. Only if a strong and just foreign power without ulterior motives came and took it over for at least a generation and gradually educated Albania's inhabitants towards independence, would Albania - beautiful and to a certain extent, promising as it was - be saved from the eternal internal conflicts that would end by destroying the nation entirely. If this did not happen, little could stop eternal internal conflicts from destroying the nation entirely. The American view, on the other hand, was once again unabashedly positive. As noted above, despite some misgivings about the new Hoxha regime, the American nevertheless had high praise for the ability of the leaders and gave them credit for many

immediate positive changes. He had much higher praise for the Albanians themselves lauding their natural desire to live in a just and equitable society. He saw them as intensely patriotic, with strong democratic inclinations and a strong love of individual freedom complimented by an innate sense of justice. The American also celebrated their intensely pro-western, particularly pro-American, orientation.

One can only speculate as to why the German and American visions of Albania's future, and the Albanians themselves, were so different. One possible explanation is that the Germans relied on the traditional elite for a good deal of their information and for their image of the common people. Naturally the traditional elite would argue that without their guiding hand, or some other guiding hand, to manage the course of events, the Albanians were lost. The American, by his clear rejection of these elites and their views, was much more willing to put his faith in what he believed to be the natural desire of the average Albanian to live freely and at peace. The Jacobs report did, however, foresee potential future ethnic problems in the region and argued for a quite radical solution which included extensive territorial readjustment and population exchanges. The American suggested that Albania be awarded extensive parts of Kosovo, but not to include the most sensitive Serbian churches and monasteries. He foresaw that this would likely increase Albania's population by as much as one third, a number to be further enhanced by forced population exchanges with both Yugoslavia and Greece. The latter was necessary in order to undercut what he believed to be ridiculous Greek territorial claims. These are certainly interesting comments, considering that fact that the problems they raised continue to be sensitive issues in the twenty-first century. With this territorial addition, and these population exchanges, Albania's success was even more assured.

What can we learn from these two documents? While the ultimate answer to that question will be left to the reader of the documents, a number of broad conclusions can be drawn. This is a cautionary tale, a story which encourages us to be skeptical, a basic requirement of all historical research. We historians rightly value documents, but perhaps we sometime overvalue them. In a way, the documents help to demonstrate both the strengths and weaknesses of primary source documentation in historical research. As with most documents of this type, there are of course limitations. After all, documents, as well as the works of history for which they are often used, are produced by fallible people who have biases whether they admit them or not, they are produced by people who are influenced

by their particular cultural and political environment. In this case, for example, the German clearly accepted some of the ugly prejudices of the Nazi period. He repeats a racist joke at the expense of Jews, and seems to see average Albanians as little more than children. While perhaps less affected by racist ideology, the American, too, writes from a distinct cultural and political point of view. In his denunciation of the opposition to the Hoxha regime he celebrates the democratic inclinations of the Albanian people, along with their strong attachment to freedom and justice. This may indeed have been the case, but we are offered little in the way of evidence to support these conclusions. Jacobs was an American, who seemed to think that all oppressed peoples could develop functioning democracies and healthy economies if left to do so without interference.

Documents, such as the two considered here, often also suffer from a problem of methodology. We are not told how the information presented in them was obtained. The German laments the fact that there were so few Germans in Albania who actually spoke Albanian, so we must assume that the statistics offered were collected by Albanians - but which Albanians? Were they associated with the collaborationist regimes, or were they in some way independent? The same question much be asked with regard to the Jacobs report. The American mission in Albania consisted of four Americans, supplemented by a local staff. What role did this staff play in gathering the statistics? The answers to these questions clearly have a bearing on an evaluation of the veracity of the material. But researchers, of course, face the same issues when attempting to evaluate any document. The problem constitutes one of the hazards of historical research. Ultimately, documents too need to be corroborated with the use of other evidence. It is a risky proposition for the historian to make sweeping conclusions based upon just one document.

In the final analysis, though, these questions should not seriously devalue what can be gleaned from these two documents. They tell us a great deal about Albania and the Albanians through the eyes of foreigners. They are remarkable pieces of the historical puzzle. Apart from the analytical aspects discussed above, they contain a rich trove of contemporary statistics collected under very difficult circumstances. They were produced by trained and most likely objective professional foreign service officers or military analysts whose principal role was to effectively serve the state which they represented. They likely suffer less of an ideological handicap which impacts at least some of the material produced during the communist period in Albania. They constitute an invaluable

contemporary resource which, combined with other evidence, will provide a clearer picture of Albania and Albanians through the eyes of foreigners and, more generally, of some basic features of this critical period in 20th century Albanian historical development.

Francesco ALTIMARI

**GLI ARBËRESHË D'ITALIA PER LA RINASCITA
DELL'ALBANIA TRA XVIII E XIX SECOLO:
PARALLELISMI CON ALTRE DIASPORE
DI AREA ITALO-BALCANICA**

A seguito della migrazione massiva che li portò in Italia nel corso del XV e del XVI secolo, soprattutto dopo la morte dell'eroe nazionale Giorgio Castriota Scanderbeg (1468), che aveva organizzato e guidato la resistenza albanese anti-ottomana, opponendosi con successo per oltre un quarto di secolo alle mire espansionistiche della potenza militare turca, gli Albanesi crearono nella nostra Penisola, tra la metà del XV e la metà del XVIII secolo, una serie di comunità che oltre alla lingua, mantennero viva e trasmisero nei secoli successivi la memoria delle loro origini, sviluppando anche grazie alle istituzioni religiose e culturali che riuscirono a istituire un forte senso identitario.

Dalle importanti "Schole" istituite sin dalla fine del Cinquecento a Venezia¹, alle confraternite e ai collegi religiosi per gli albanesi che ritroviamo in alcune importanti città della costa adriatica², ai territori del Regno di Napoli soggetti ai monasteri

¹ Sui rapporti tra Venezia e l'Albania tra il XV e il XVI secolo e sul ruolo esercitato in questi secoli dalla comunità albanese veneziana nel tessuto economico e culturale della città veneta cf. lo studio di Lucia Nadin, *Migrazioni e integrazione. Il caso degli Albanesi a Venezia (1479-1552)*, Bulzoni, Roma 2008. Della stessa autrice cf. anche il recente e importante lavoro di ricerca: *Albania ritrovata. Recupero di presenze albanesi nella cultura e nell'arte del Cinquecento veneto*, Onufri, Tirana 2012.

² Si ricordi il ruolo avuto dai cosiddetti Collegi 'illirici' di Loreto e Fermo, istituiti con il concorso della Congregazione per la Propaganda della Fede per la formazione dei giovani chierici slavi e albanesi e per contrastare l'islamizzazione dei Balcani. Tra i tanti contributi editi sull'immigrazione degli albanesi e degli slavi nella costa adriatica della Penisola cf. Sergio Anselmi (a cura di), *Italia felix: migrazioni slave e albanesi in Occidente. Romagna, Marche, Abruzzi, secoli 14°-16°*, Urbino 1988; Francesco Bonasera, *La presenza "storica" degli Albanesi nelle*

basiliani, dove trovarono accoglienza una parte rilevante dei profughi e degli emigrati provenienti dai territori albanofoni dei Balcani, queste comunità ritrovarono in Italia la forza culturale e spirituale che permise loro non solo di non essere assimilate dall'ambiente circostante, ma anche di rigenerare la loro identità. Essa ebbe nel mito castriotiano, sviluppatosi proprio in Italia e specificatamente nei circoli intellettuali veneto-albanesi, uno dei suoi tratti caratterizzanti e fondativi.

La riscoperta delle loro antiche radici nazionali fu favorita durante il Settecento dalla creazione dei due Collegi italo-greco-albanesi di Calabria (1732) e di Sicilia (1734), dove si formarono e operarono alcuni insigni intellettuali ecclesiastici delle comunità arbëreshe che si posero naturalmente anche il problema di come giustificare il loro essere e sentirsi albanesi con la loro identificazione religiosa esterna, piuttosto comune nell'Italia del tempo, che li vedeva e li identificava come 'greci' o come 'italo-greci'. Tale confusione era dovuta ai condizionamenti che in contesto europeo, fino a tutto il Settecento, esercitava l'appartenza religiosa, che rappresentava se non l'unico sicuramente il principale fattore di identificazione "esterna" dei popoli. L'esigenza di dover prendere le distanze dalla identificazione esterna con i "greci" stimolò il forte interesse, originariamente dei soli intellettuali ecclesiastici siculo-arbëreshë, di mettere in evidenza la specificità nazionale, religiosa e linguistica della loro etnia, anticipando così tematiche 'nazionali' poi dibattute e sviluppate soprattutto in periodo romantico. Da qui si spiega l'anticipazione di tematiche che torneranno poi a dibattersi nel mondo arbëresh nel secolo successivo, in opere che circolarono dalla metà del Settecento in poi in questi due centri culturali, specialmente in quello siciliano, creando una tradizione di approfondimento della propria identità.

Prima dei due Collegi arbëreshë, istituiti nel Settecento in Calabria e in Sicilia per la formazione del clero della comunità albanese cattolica di rito bizantino-greco, erano stati il Collegio greco di Roma (1581) e il Monastero di Mezzoiuso (1601) ad alimentare

Marche, Herbita editore, Palermo 1981; Cesare Colafemmina, "Albanesi e Slavi a San Severo nei secoli 15° e 16°", Estr. da 9° Convegno Nazionale sulla Preistoria-Protostoria-Storia della Daunia, San Severo, 18-19-20 dicembre 1987, s.l. e s.n., 1987.

questo legame con la comune identità greco-bizantina dei territori balcanici di provenienza³. E in questo spirito, religioso più che etnico, caratterizzato dalla comunanza all'oriente cattolico bizantino vanno inquadrati le missioni dei padri basiliani, di origine arbëreshe e italiana, del Monastero di Mezzoiuso in Chimara (Sud d'Albania) che si svilupparono, poi all'interno anche della politica vaticana di resistenza all'islam, attraverso l'azione svolta da 'Propaganda Fide' tra la metà del XVII e la metà del XVIII secolo.

La necessità di superare questa falsa commistione identitaria etnico-religiosa e di "prendere le distanze" da questa identificazione esterna che contrastava apertamente con la loro identificazione interna e la loro condizione etnica che associava l'albanesità con l'albanofonia, spinse i gruppi intellettuali arbëreshë ad anticipare sin dalla metà del XVIII secolo alcuni temi come quello della riscoperta delle origini etniche che ritroviamo in auge nel dibattito culturale europeo molti decenni dopo, soprattutto con l'affermazione delle nuove correnti di pensiero espresse in letteratura dal romanticismo, in filosofia dall'idealismo di scuola tedesca e in politica dal nazionalismo ottocentesco.

Fu soprattutto il Seminario arbëresh di Palermo, grazie all'ampia visione culturale del suo fondatore e primo rettore, p. Giorgio Guzzetta⁴, a rappresentare il primo incubatore formativo e

³ Sul ruolo avuto dal monastero basiliano di Mezzojuso nei rapporti con la Chimara e i Balcani cf. Pietro Di Marco, *Il Monastero di Mezzojuso nella storia culturale arbëreshe* (pp.5-23) in «Mediaeval Sophia». Studi e ricerche sui saperi medievali. E-Review semestrale dell'Officina di Studi Medievali 2 (luglio-dicembre 2007), pp. 5-23 in www.mediaevalsophia.it

⁴ Ecco cosa scriveva Giorgio Guzzetta nella sua opera *De Albanensium Italiae ritibus excolendis ut sibi totique S. Ecclesiae prosint*, rimasta per più di due secoli inedita e data alle stampe nel 2007: « Di certo gli Albanesi non sono Greci, infatti traggono la loro origine, non dai Greci, ma dagli Epiroti e dai Macedoni [...]. Né i Macedoni o gli Epiroti sono Greci, ma dominatori dei Greci, creatori dell'impero greco, principi, per cui furono detti Greci, come i Greci stessi dopo che l'impero Romano per iniziativa di Costantino Flaviano Augusto fu trasferito in Grecia, si vantarono di essere chiamati Romani.»...» gli Albanesi non sono Greci anche se hanno in comune con i Greci i santissimi riti ma non la lingua, non l'amore per la vita non i comportamenti umani, infine non la stessa foggia dell'abito che in particolare le donne albanesi mantengono fino a questo momento in territorio italiano» (cf. *L'osservanza del rito presso gli Albanesi d'Italia perché giovino a se stessi e a tutta la Chiesa*, traduzione italiana dell'originale latino di P. Ortaggio, introduzione di Matteo Mandalà, Quaderni di Biblos, 2007). La svolta data dal

ideologico di quella cultura "albanista", secondo la felice definizione data al movimento di recupero delle radici nazionali albanesi in ambito arbëresh dall'amico e collega Matteo Mandalà,⁵ che venne poi coerentemente sviluppata nelle loro opere dai suoi confratelli: Paolo Maria Parrino e Nicolò Chetta.

Da quel momento in poi, grazie al Guzzetta e ai suoi discepoli e successori alla guida del Seminario arbëresh palermitano, la distinzione etnica ma anche storica, all'interno della stessa comune chiesa cattolica di rito bizantino presente nell'Italia meridionale, tra "italo-greci" e "italo-albanesi" si consolidò e si generalizzò,⁶ venendo ad essere poi comunemente accettata e ufficializzata, a partire dai documenti papali⁷.

Guzzetta si coglie poi nelle stesse regole di fondazione del Seminario, edite a Roma nel 1757, intitolate *Regole del Seminario Italo-Greco-Albanese di Palermo approvate dalla Santità di Nostro Signore Papa Benedetto XIV*, In Roma MDLXXVII, Nella Stamperia della Sagra Congreg. di Propaganda Fide. Il Seminario viene qui significativamente identificato come "italo-greco-albanese" e non riduttivamente come "italo-greco", come si era soliti fare fino alla prima metà del Settecento, essendo piuttosto comune sotto questo termine ambiguo l'erronea identificazione (e confusione!) degli arbëreshë con i greci e gli italiani del Sud d'Italia che appartenevano alla stessa chiesa di rito bizantino.

⁵ cf. Matteo Mandalà, "Paolo Maria Parrino e le origini dell'ideologia albanista" (pp.1-60), in Pietro Di Marco e Alessandro Musco (a cura di), *Aspetti della cultura bizantina ed albanese in Sicilia.*, Officina di Studi Medievali, Palermo 2005.

⁶ Il primo ad utilizzarla in un documento ufficiale fu il vescovo pianota Giuseppe Schirò, nel 1742, probabilmente per dare una risposta ad un quesito posto dallo stesso papa Benedetto XIV o dal gruppo di esperti da lui incaricato a porre mano alla Costituzione apostolica *Etsi pastoralis*, emanata il 26 maggio dello stesso anno. Il documento dello Schirò, *Notizia distinta degl'italo-greci e degl'Italo-albanesi esposta da mons. Giuseppe Schirò Arcivescovo di Durazzo, già Vicario Apostolico di Cimarra nell'Epiro, in occasione di dover rispondere ad alcuni quesiti proposti da un personaggio*, vide la luce per la prima volta nella rivista *Roma e l'Oriente. Rivista criptoferratense per l'unione delle Chiese*, anno IV, vol. VII, 1914, pp. 282-285 e pp. 341-352). Mentre in un'opera a stampa troviamo la prima attestazione dell'etnonimo "italo-albanese" nel frontespizio del libro del sacerdote arbëresh Alessandro Marini, nell'anno 1777: *Sistema teopolitico sopra la economia della grazia col libero arbitrio nella permissione de' mai morali del dottor Alessandro Marini italo albanese*, In Napoli MDCCLXXI, Nella Stamperia Avelliniana, Con Licenza de' Superiori.

⁷ Come sottolinea Matteo Mandalà (cf. il suo studio "Vepra e pabotuar e at Gjergj Guxetës dhe fillimet e albanologjisë në shek. XVIII", in *Studime Filologjike*, vol. 1-2, Tiranë, 2006, pp. 11-41) la distinzione introdotta da p. Giorgio Guzzetta nella sua opera *De Albanensium Italiae ritibus excolendis ut sibi totique S. Ecclesiae prosint* tra "italo-greci" e "italo-albanesi" va assegnata ad un periodo anteriore a

Ciò favorì il sorgere di quella che possiamo definire la prima "Rilindja" (Rinascita) arbëreshe già a partire dalla metà del XVIII secolo, caratterizzata da una tradizione di pensiero "albanista", trasmessa da opere e trattati, che per quanto manoscritte, ebbero una discreta circolazione tra gli intellettuali di scuola siculo-arbëreshe, prima, e di scuola calabro-arbëreshe, poi. A questa tradizione fanno riferimento una serie di forti personalità ecclesiastiche come Giorgio Guzzetta, Paolo Maria Parrino, Nicola Figlia e Nicolò Chetta, tutte legate, direttamente o indirettamente, alla storia del Seminario italo-greco-albanese di Palermo, i quali ebbero un ruolo di guida in questo movimento, che ebbe una rilevanza non solo ecclesiale ma anche 'nazionale',⁸ che non mancò di far sentire i suoi effetti, alla fine del

quello dell'avvento al pontificato di papa Benedetto XIV e venne poi perfezionata dal suo allievo e poi successore alla direzione del Seminario, Paolo Maria Parrino, in alcune dissertazioni che datano prima del 1740, per essere poi teorizzate in forma più definitiva negli anni 1745-1764, quando Parrino cominciò ad elaborare le sue due opere principali, rimaste ancora inedite: *In septem perpetuae consensionis libros Albanensis Ecclesiae cum Romana omnium Mater et Magistra* dhe *Perpetuae Albanensis Ecclesiae consensionis cum Romana omnium Matre et Magistra libri VII*.

In una lettera di risposta a Pietro Pompilio Rodotà, il 13 marzo del 1761, così scrive Paolo Maria Parrino: «Per fine bisogna ripetersi, inculcare, e con vari argomenti chiaramente dimostrare esser stata disgrazia sofferta da poveri Albanesi l'esser stati confusi in vari punti cogl'Italo greci. La Santa Sede in quest'ultimi tempi nella sua Costituzione «Etsi Pastoralis» ha distinti gli uni dagli altri in certi punti: nella processione dello Spirito Santo e nell'addizione del *Filioque*; nel ricevere gli Olij Sagri da' propri Ordinarij latini, nel concedere la facoltà di confessare i latini etc. Ed in molti punti avrebbe tirata questa distinzione, se fosse stata informata delle altre succennate riprove del Catolichesimo de' nostri su i cinque punti controversi» (cf. Paolo Maria Parrino, "Lettera al Si.r Rodotà a 13 marzo 1761", in Matteo Sciambra, *Paolo Maria Parrino, scrittore siculo-albanese*, estratto da *Shëjzat* – "Le Pleiadi", nn.5-6-7-8 (1967), Roma 1967, p. 84). Non è casuale se due anni dopo la questione della distinzione tra "italo-greci" e "italo-albanesi", sollevata dal Parrino venne accolta dallo stesso Pompilio Rodotà a pp.128-129 del terzo volume della sua celebre opera *Storia del rito greco in Italia* (1763).

⁸ La ricca documentazione da essi prodotta, rimasta a lungo inesplorata negli archivi del Seminario, solo nell'ultimo decennio ha cominciato finalmente ad essere conosciuta nella comunità scientifica grazie allo sforzo profuso dalla cattedra di albanologia dell'Università di Palermo e specificatamente dall'impegno di ricerca meritorio di Matteo Mandalà, a cui si deve la pubblicazione di opere importanti, ma sino a poco tempo fa ancora inedite, prodotte dal fondatore del

secolo XVIII e nei primi decenni del XIX secolo, sull'intelligenza arbëreshe delle altre regioni italo-meridionali, a Napoli e in Calabria, soprattutto.

Grazie ad essa cogliamo meglio il ruolo di avanguardia avuto all'interno del mondo albanese dalle élites intellettuali dei Collegi religiosi italo-albanesi del Meridione d'Italia che diedero vita al primo incubatore dell'ideologia albanista e favorirono un primo processo di coscientizzazione nazionale pur nell'alveo di un orientamento di pensiero tipicamente settecentesco e di una tradizione culturale maturata all'interno della chiesa albanese di rito bizantino⁹.

Alla luce di questi nuovi e importanti documenti, ci sembra storiograficamente non più sostenibile e chiaramente viziata dalla ricerca ad ogni costo di una presunta e forzata autoctonia balcanica, la reiterata ed artefatta immagine di una 'Rinascita' nazionale albanese che nasce in Albania solo agli inizi del XIX secolo:

«*Epoka e Rilindjes i ka fillimet e saj në proceset e reja, që u shfaqën në jetën politike e kulturore të Shqipërisë në dhjetëvjeçarët e parë të shek.XIX [L'epoca della 'Rinascita' ha i suoi esordi nei nuovi processi che si sono manifestati nella vita politica e culturale dell'Albania nei primi decenni del secolo XIX]*»¹⁰

Quando si accenna ai processi culturali, che hanno anticipato questi processi politici, e che spiegano anche le manifestazioni del risveglio della coscienza nazionale nei circoli letterari romantici arbëreshë, non si può non anticipare la data di nascita della 'Rilindja' non agli anni '30 dell'Ottocento¹¹, ma agli anni '30 del XVIII secolo,

Seminario, padre Giorgio Guzzetta, e da altri papades che fanno capo a questo Istituto quali Nicola Figlia e Nicolò Chetta.

⁹ Per una corretta ricostruzione delle vicende della chiesa italo-albanese, oggi riconosciuta tra le chiese *sui iuris* di tradizione bizantina all'interno della chiesa cattolica, nel contesto meridionale italiano e il suo appropriato inquadramento rituale e giurisdizionale all'interno dei complessi rapporti che ha avuto in passato tra chiesa romana e chiesa costantinopolitana, rinvio all'ottima sintesi offertaci da Stefano Parenti nel suo studio *Ancora una "liturgia dimenticata": il rito italo-bizantino* apparso su *Oriente Cristiano*, rivista online, Roma 2010.

¹⁰ Cf. la voce "Rilindja kombëtare shqiptare", curata da Stefanaq Pollo e Kristaq Prifti, in *Fjalor Enciklopedik Shqiptar*, nuova edizione, Tiranë 2009, p. 2249.

¹¹ Nelle periodizzazioni delle storie culturali e letterarie d'Albania si fa coincidere l'inizio del romanticismo nelle lettere albanesi e far cominciare la

quando si crearono in Italia gli Istituti religiosi 'italo-greci-albanesi' di San Benedetto Ullano (1732), in Calabria e di Palermo (1734), in Sicilia.

Retrodatando di un secolo i prodromi della 'Rinascita' culturale albanese, individuandone l'epicentro nelle colonie della diaspora arbëreshe in Italia, entro una cornice temporale e spaziale non compatibile con un modello balcanocentrico chiaramente preordinato per nascondere il debito che si dovrebbe riconoscere ad un Paese vicino, come l'Italia, in questo importante processo storico di emancipazione culturale e politico della nazione, riusciamo finalmente a svelare una pagina di verità ostinatamente tenuta nascosta e a riscoprire le vere radici di questo movimento culturale di risveglio nazionale che non nasce certo nell'Albania balcanica, ma nell'Albania italiana.

Sempre in area balcanica ci imbattiamo in un sorprendente parallelismo nel rapporto avuto da un'altra diaspora nei confronti della rispettiva antica madrepatria: lo stesso ruolo avuto dalle colonie arbëreshe d'Italia nel favorire la riscoperta dell'identità nazionale albanese nell'antica madrepatria lo ebbero le sette isole Ionie o Eptaneso, una piccola comunità greca geograficamente staccata dalla Grecia, ma politicamente e culturalmente legata a Venezia, per la 'rinascita' nazionale della Grecia moderna.

E ciò avveniva – altra singolare coincidenza! – grazie al clima favorevole e alla mediazione esercitati dalla cultura italiana di cui entrambe queste comunità diasporiche si alimentavano, operando in un ambito geografico, politico, sociale e culturale esterno ai Balcani. Fuori dalla oppressiva dominazione ottomana che aveva per molti e lunghi secoli, dal XV al XIX secolo, segregato dal consesso della civiltà europea e ridotto al 'silenzio' le antiche e rispettive

letteratura albanese moderna con la prima edizione, avvenuta a Napoli nel 1836, della prima opera poetica deradiana: "I Canti di Milosao". Massimo rappresentante della letteratura romantica arbëreshe, Girolamo De Rada (1814-1903), di Macchia Albanese, fu il promotore di questa «svolta» che fece anche uscire la giovane letteratura italo albanese dai ristretti ambiti della provincia per inserirla nel più vasto circuito europeo. Con la sua poliedrica attività in campo politico, letterario, pubblicistico, ecc., De Rada divenne l'ispiratore e la guida del movimento culturale di rinascita albanese.

madrepatrie di riferimento, gli arbëreshë d'Italia e i greci delle isole Ionie erano in condizione di sviluppare liberamente, pur se staccate dalla madrepatria, la loro cultura di origine.

In questa perfetta e sorprendente simmetria tra le due diaspore, il ruolo giocato dall'Eptaneso veneziano¹² come avanguardia del movimento risorgimentale neo-ellenico è perfettamente assimilabile al ruolo dell'Arbëria italo-meridionale nel movimento risorgimentale albanese:

“Una parte notevole, e forse preminente, nell’opera di rinnovamento, spetta alle comunità greche dell’estero. I greci, emigrati per i loro commerci, e stanziati nei centri maggiori, vi si aggruppano, come già a Venezia, in comunità che, dal fatto di vivere in più libero clima e in paesi di più elevata cultura, sono spinte ad acquistare una più sicura coscienza nazionale e a rivolgere la crescente prosperità, non solo ai bisogni del culto ortodosso tradizionale, ma anche alla fondazione di scuole e di istituzioni culturali. Aperte alle idee della nuova Europa (...)sono anche una fucina dove si temprano le nuove coscienze e di prepareranno, poi, gli spiriti e le armi per la lotta liberatrice. Anche a Giànina, capitale di Ali Pascià, vedremo, alla fine del secolo, accendersi un focolare di cultura greca e fiorirvi una scuola greca (la Marutsea). Questa volta

¹² Rimaste sotto la giurisdizione di Venezia sino al Trattato di Campoformio (1797), conquistate quello stesso anno dall’esercito francese per poi passare due anni dopo sotto il controllo delle forze russo-turche, che crearono una repubblica sotto il loro protettorato, tornarono francesi nel 1807, per tornare nel 1815 sotto il protettorato inglese ed essere poi assegnate alla Grecia nel 1863. Anche quando si staccarono politicamente da Venezia, il dialetto veneto continuò ad essere la lingua ufficiale usata nel Parlamento e nei tribunali, anche sotto il primo protettorato britannico, e solo nel 1851 il greco divenne, con apposita legge, lingua ufficiale dell'Eptaneso. Anche l'aristocrazia locale era solita utilizzare il dialetto veneziano, lasciando al popolo l'uso della locale parlata greca. E le famiglie più benestanti inviavano i loro figli ad istruirsi in Italia (emblematica resta al riguardo la figura di Ugo Foscolo, nato a Zante nel 1778) e ciò favoriva una innegabile egemonia della cultura italiana. Come osserva Bruno Lavagnini (cf. *La letteratura neoellenica*, op.cit., p.124) “la ritrovata autonomia, sotto il protettorato inglese, pose ben tosto alle Isole un nuovo compito dinanzi alla risorgente comunità greca (...) Corfù si preparava alla sua funzione di centro spirituale delle Sette Isole, da quando Lord Guilford vi ebbe aperto, nell’autunno del 1823, la Accademia Ionia, che fu la prima, e per qualche tempo la sola, università greca, sino a che non venne fondata, nel 1837, la Università di Atene”.

la civiltà viene da occidente, dalla opposta sponda dell'Adriatico, e le è tramite il ponte settinsulare delle Ionie".¹³

Le isole dell'Eptaneso (Corfù, Zante, Cefalonia, Itaca, Leucade, Paxo e Cerigo) vennero così a costituire un centro importante per l'irradiazione della cultura veneziana e poi di quella italiana e contribuirono poi in modo decisivo ad influenzare nei primi decenni del secolo XIX il risorgimento culturale oltre che letterario neoellenico. Esse erano unite da secolari e stretti rapporti - politici, amministrativi, economici e culturali - alla Serenissima "*quasi capitale morale della grecità non sottomessa ai turchi*", secondo la definizione che ne dà Bruno Lavagnini. Questo ruolo di centralità acquisita da Venezia per la cultura greca, non solo sul versante ecclesiastico, almeno dalla metà del XV secolo in poi, e cioè dopo la conquista turca di Costantinopoli (1453), della Rumelia e della Morea, ebbe un significativo impulso con la nascita in città di una serie di istituzioni quali: la Comunità greca (1498), la Chiesa greca (1573) con sede vescovile e il Seminario greco-ortodosso, il Collegio Flanghiniano (1662), il più importante centro di cultura greca, le tipografie dove si stamparono i libri in greco volgare destinati al mondo ellenico¹⁴.

Altro punto di convergenza tra queste due avanguardie intellettuali espressioni di comunità diasporiche balcaniche che operarono in aree di influenza culturale italiana, è rappresentato dal ruolo simmetrico avuto come guide dei rispettivi movimenti letterari - quello ellenico e quello albanese - e delle rispettive "rinasce" nazionali di riferimento - dai due maggiori scrittori espressi da queste due comunità: Dionigi Solomòs (Zante, 1798 - Corfù, 1857) e Girolamo De Rada (Macchia Albanese, 1814 - San Demetrio Corone, 1903).

Entrambi con una solida formazione umanistica acquisita in scuole e Università italiane, sia Solomòs che De Rada contribuirono a "costruire" le basi culturali per una 'rinascita' delle rispettive comunità nazionali con la loro azione, prevalentemente letteraria, che mirava a creare o a recuperare secondo lo spirito romantico del tempo

¹³ cf. Bruno Lavagnini, *La letteratura neoellenica*, Sansoni/Accademia, Firenze-Milano 1969, pp.113-4.

¹⁴ cf. Bruno Lavagnini, *La letteratura neoellenica*, op.cit., p.111.

le antiche radici etniche e il ‘volksgeist’ delle comunità di appartenenza. L’*Inno alla libertà*, opera epico-lirica composto dal Solomòs nel 1823, in centocinquantotto strofe, di cui le prime due, musicate dal Mántzaros, che costituiscono l’odierno inno nazionale greco, consacrò il suo autore appena venticinquenne a poeta nazionale. Così come col suo poema *I Canti di Milosao*, edito a Napoli nel 1836, anche il giovane De Rada riceveva, ad appena ventidue anni, la sua consacrazione a iniziatore della moderna letteratura albanese.

I parallelismi tra i due scrittori romantici, Solomòs e De Rada, ‘precursori’ dei ‘Risorgimenti’ culturali e politici dei loro popoli oppressi dalla comune dominazione ottomana, che accompagnarono con le loro opere poetiche le lotte dei loro popoli alla conquista della libertà, non terminano qui. Registriamo tra le altre loro corrispondenze, che li fanno percepire tra loro vicini, pur vivendo esperienze così lontane e diverse:

1. La mediazione linguistica e culturale dell’italiano esercitata sulla produzione letteraria da loro espresse nelle rispettive lingue madri – certamente più cospicua e originale in De Rada rispetto a quella più ridotta e modesta di Solomòs – e l’uso diffuso nelle opere di entrambi questi autori anche della lingua italiana, accanto alle nuove lingue nazionali, non ancora dotate di una tradizione linguistica normalizzata e caratterizzate da una tradizione poetica ancora in fieri;

2. Il rifiuto di entrambi gli scrittori a trovare il modo e il tempo di visitare le antiche patrie di origine per cui pure avevano attivamente e strenuamente combattuto, con la loro penna e con la loro esistenza spesa per farle “risorgere”(forse il timore comune a entrambi gli scrittori che la triste immagine delle patrie reali non corrispondesse alle magnifiche rappresentazioni delle patrie ideali, immaginate e mitizzate nelle loro opere, non fece loro raccogliere questo invito ad incontrare la realtà!);

3. La comune amicizia avuta da entrambi questi scrittori, in fasi diverse della loro umana (e letteraria) avventura, con Nicolò Tommaseo (1802-1874), uno dei più rappresentativi esponenti della letteratura italiana dell’Ottocento¹⁵.

¹⁵ Naturalmente sensibile e attento per le sue origini dalmate alle culture della Penisola balcanica, Nicolò Tommaseo fu molto legato a De Rada e a Solomòs,

Ma, se con questi tre punti d'incontro possiamo chiudere il parallelismo che abbiamo riscontrato tra De Rada e Solomòs, altre simmetrie le riscontriamo nella parziale condivisione delle pesanti condizioni storiche vissute dalle loro antiche "patrie" a cui facevano riferimento – Albania e Grecia - e dalle strette associazioni ideali e materiali vissute dalle loro rispettive comunità della diaspora prima della 'Rinascita': l'Arbëria e l'Eptaneso erano certamente in condizione di esprimere, grazie ai loro contesti politici extra-balcanici di riferimento, che erano rispettivamente il Regno di Napoli e la Repubblica Veneta, una relativa libertà di azione, una maggiore floridezza economica e una istruzione più libera anche se orientata primariamente verso i bisogni della propria tradizione religiosa.

Questa situazione complessiva ci fa comprendere perché i primi giornali e i primi istituti culturali nascono e non casualmente fuori dei Balcani, in alcune delle principali città europee dell'Occidente: è nella capitale dell'Impero Austro-Ungarico, a Vienna, che nel 1791 esce il primo giornale in greco, a cui seguì nel 1816 il primo periodico letterario greco *Hermès Lòghios*, mentre a Napoli, capitale del Regno delle Due Sicilie, esce nel 1848 il primo giornale albanese, *L'Albanese d'Italia*, fondato e diretto da Girolamo De Rada.

Esaminando la fitta corrispondenza intercorsa a partire dalla metà del Settecento tra gli intellettuali formati nei due centri di cultura bizantino-arbëreshë della Calabria e della Sicilia, e tra loro ed

rappresentanti insigni di due culture nazionali emergenti nella prima parte del secolo XIX – l'albanese e la greca – che non poteva non sentire vicine, sia per origine che per cultura - da un proficuo sodalizio amichevole e culturale. Tra l'altro, nell'ambito degli studi etnografici, si era occupato anche di curare una importante raccolta di canti tradizionali raccolti sia in area italiana che in area balcanica: *Canti popolari toscani, corsi, illirici e greci* (4 voll., 1841-42), con traduzioni che quale critico ritiene tra gli esiti migliori della sua poesia. Una accurata edizione critica di questo carteggio, attualmente conservato presso la Biblioteca Nazionale di Firenze, ma anche una puntuale ricostruzione dei rapporti intercorsi tra i due scrittori e della collaborazione decisiva data dal Tommaseo alla stesura della traduzione italiana dei canti tradizionali albanesi del De Rada, sinora niente affatto nota, si deve a Michelangelo La Luna: cf. Girolamo De Rada, *Opera Omnia. XII/1, La corrispondenza inedita tra Girolamo De Rada e Niccolò Tommaseo (1860-1874)*, Edizione critica a cura di Michelangelo La Luna, Rubbettino, Soveria Mannelli, 2005.

esponenti della diaspora albanese, possiamo ricostruire un vivace e proficuo circuito di idee che, pur se non favorito dalla mancata stampa delle opere che pure venivano prodotte e circolavano all'interno dell'ambito ecclesiale arbëresh, rappresentò una significativa base di partenza di una comunità intellettuale albanese accomunata, pur nella distanza geografica, culturale e religiosa tra i diversi centri culturali di riferimento e di formazione, da un comune sentire sulle questioni centrali e vitali di una nazione all'epoca "in progress" e sostanzialmente diasporica.

Anche in Calabria tale coscienza di appartenenza alla comunità albanese viene fuori dall'esigenza di approfondimento della ricerca delle proprie "radici" nazionali, sempre all'interno di quel filone religioso bizantino che aveva visto come iniziatore in Sicilia padre Giorgio Guzzetta: ad opera di una serie di intellettuali facenti riferimento al Collegio Corsini di San Benedetto Ullano – poi Corsini Sant'Adriano, col trasferimento della scuola a San Demetrio Corone nel 1794 – anche come risposta, diretta o indiretta, all'egemonia del rito latino sul rito greco, sancita dalla bolla *Etsi pastoralis* emanata nel 1742 dal papa Benedetto XIV. In tale quadro trovano collocazione le chiare affermazioni di identità albanese, vista distinta e separata dalla identità greca, nelle opere e nell'azione dei papades Francesco Avati (1707-1800), di Macchia Albanese, che fu anche rettore del Collegio "Corsini" e in seguito docente di lettere greche a Urbino, nonché autore della prima raccolta di canti popolari arbëreshë della Calabria, purtroppo andata perduta, e Michele Bellusci (1754-1806), di Frascineto, autore della celebre *Risposta di Filalete* (1796) all'arcivescovo Cardamone di Rossano, fautore della latinizzazione delle comunità albanesi della sua diocesi.

Ma è con la scuola "sofiota", di formazione illuministica e di orientamento giacobino, facente riferimento agli intellettuali Pasquale Baffi, Francesco Bugliari e Angelo Masci, tutti originari della comunità di Santa Sofia d'Epiro, in Calabria, che si sviluppano a fine Settecento le premesse di una Rinascita più cosciente e di base illuministica, che costituisce quasi la fase preliminare e propedeutica della Rinascita romantica.

Questo gruppo intellettuale ha rappresentato un po' il nucleo propulsivo di questo movimento di estrazione illuministico-giacobina

che non casualmente trova a Napoli il suo principale centro di irradiazione. Grazie alle esperienze di questi studiosi arbëreshë, che ricoprivano una indubbia posizione di “avanguardia “ all'interno dei gruppi intellettuali napoletani del tempo, viene raccolto a Napoli il testimone dell'impegno culturale che era maturato a metà del XVIII secolo nel Seminario arbëresh di Palermo, per passare poi in Calabria, nel Collegio italo-albanese di Sant'Adriano che rilancia da protagonista questo impegno sia sul versante politico-patriottico che su quello culturale-letterario, indirizzandolo e portandolo molto più avanti, per tutto l'Ottocento e gli inizi del Novecento, sia all'interno della società italiana , sia all'interno della società albanese.

Questo movimento di idee, non a caso, ebbe il suo importante luogo di snodo nella città di Napoli, che assunse in questo periodo un ruolo di rilevante e speciale laboratorio politico e culturale per i “greci”, gli albanesi e gli arbëreshë che potevano fare riferimento a due importanti istituzioni – l'una religiosa-organizzativa e l'altra politico-militare – che operavano nella città partenopea: mi riferisco alla parrocchia ‘greca’ dei Santi Pietro e Paolo e al Reggimento Real Macedone .

Attraverso la parrocchia dei SS. Pietro e Paolo, fondata nel 1518, che fu il punto di riferimento costante della comunità “greca” di rito bizantino che operava in città, e il Reggimento Real Macedone, che dal 1705 costituì un vero e proprio corpo militare scelto dell'esercito napoletano, con reclutamento dei suoi quadri tra gli albanesi di Chimara e di Corfù, Napoli raccordò organicamente le esperienze dei “greci” e degli albanesi - di Sicilia, di Calabria e dei Balcani - che confluivano nella allora capitale del Regno. Ma su questa pagina importante della storia culturale di Napoli e del Mezzogiorno e sul suo rapporto con gli Arbëreshë e gli Albanesi di area balcanica, ci soffermeremo in uno studio in corso di elaborazione, i cui risultati ho avuto modo di anticiparli nel recente convegno internazionale sul tema” *Një rilindje para Rilindjes*” (Una rinascita prima della Rinascita) tenutosi il 22 maggio 2013 all'Università di Argirocastro. In questo lavoro ospitato nel numero speciale di *Studia Albanica* comprendente gli atti del convegno internazionale promosso dall'Accademia delle Scienze d'Albania nel novembre del 2012 e dedicato al centenario dell'Indipendenza

albanese, ci premeva mettere in evidenza il ruolo avuto dalle diaspore albanesi e greche in terra italiana, tra XVIII e XIX secolo, per la 'rinascita' nazionale delle rispettive patrie balcaniche di origine.

BIBLIOGRAFIA:

Akademia e Shkencave e Shqipërisë, *Fjalor Enciklopedik Shqiptar* (botim i ri), I, II e III volume, Tiranë 2008-2009.

Sergio Anselmi (a cura di), *Italia felix: migrazioni slave e albanesi in Occidente. Romagna, Marche, Abruzzi, secoli 14°-16°*, Urbino 1988.

Francesco Bonasera, *La presenza "storica" degli Albanesi nelle Marche*, Herbita editore, Palermo 1981.

Cesare Colafemmina, "Albanesi e Slavi a San Severo nei secoli 15° e 16°", Estr. da 9° Convegno Nazionale sulla Preistoria-Protostoria-Storia della Daunia, San Severo, 18-19-20 dicembre 1987, s.l. e s.n., 1987?

Pietro Di Marco, *Il Monastero di Mezzojuso nella storia culturale arbëreshe* (pp.5-23) in «Mediaeval Sophia». Studi e ricerche sui saperi medievali. E-Review semestrale dell'Officina di Studi Medievali 2 (luglio-dicembre 2007), pp. 5-23 in www.mediaevalsophia.it

Giorgio Guzzetta, *L'osservanza del rito presso gli Albanesi d'Italia perché giovino a se stessi e a tutta la Chiesa*, traduzione italiana dell'originale latino *De Albanensium Italiae ritibus excolendis ut sibi totique S. Ecclesiae prosint*, di P. Ortaggio, introduzione di Matteo Mandalà, Quaderni di Biblos, 2007.

Bruno Lavagnini, *La letteratura neoellenica*, Sansoni/Accademia, Firenze-Milano 1969.

Matteo Mandalà, "Paolo Maria Parrino e le origini dell'ideologia albanista" (pp.1-60), in Pietro Di Marco e Alessandro Musco (a cura di), *Aspetti della cultura bizantina ed albanese in Sicilia.*, Officina di Studi Medievali, Palermo 2005.

Matteo Mandalà, “Vepra e pabotuar e at Gjergj Guxetës dhe fillimet e albanologjisë në shek. XVIII” (pp. 11-41), in *Studime Filologjike*, vol. 1-2, Tiranë, 2006.

Alessandro Marini, *Sistema teopolitico sopra la economia della grazia col libero arbitrio nella permissione de' mai morali del dottor Alessandro Marini italo albanese*, In Napoli MDCCLXXI, Nella Stamperia Avelliniana, Con Licenza de' Superiori.

Lucia Nadin, *Migrazioni e integrazione. Il caso degli Albanesi a Venezia (1479-1552)*, Bulzoni, Roma 2008.

Lucia Nadin, *Albania ritrovata. Recuperi di presenze albanesi nella cultura e nell'arte del Cinquecento veneto*, Onufri, Tirana 2012.

Stefano Parenti, *Ancora una “liturgia dimenticata”: il rito italo-bizantino apparso su Oriente Cristiano*, rivista online, Roma 2010.

Regole del Seminario Italo-Greco-Albanese di Palermo approvate dalla Santità di Nostro Signore Papa Benedetto XIV, In Roma MDLXXVII, Nella Stamperia della Sagra Congreg. di Propaganda Fide.

Pompilio Rodotà, *Dell'origine, progresso e stato presente del rito greco in Italia osservato dai Greci, Monaci Basiliani, e Albanesi, Libri tre, scritti da Pietro Pompilio Rodotà, professore di lingua greca nella Biblioteca Vaticana, Libro terzo, Degli Albanesi, Chiese greche moderne e Collegio greco in Roma*, In Roma MDCCLXIII, Per Giovanni Generoso Salomoni, con licenza de' Superiori.

Giuseppe Schirò, *Notizia distinta degl'italo-greci e degl'Italo-albanesi esposta da mons. Giuseppe Schirò Arcivescovo di Durazzo, già Vicario Apostolico di Cimarra nell'Epiro, in occasione di dover rispondere ad alcuni quesiti proposti da un personaggio*, edita nella rivista *Roma e l'Oriente. Rivista criptoferratense per l'unione delle Chiese* (pp. 282-285 e pp. 341-352), anno IV, vol. VII, 1914.

Matteo Sciambra, *Paolo Maria Parrino, scrittore siculo-albanese*, estratto da *Shêzjat – “Le Pleiadi”*, nn.5-6-7-8 (1967), Roma 1967.

Pëllumb XHUPI

**ANCIENNES ET NOUVELLES ÉLITES
DANS LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE**

Les études sur la pensée politique et culturelle de la Renaissance nationale albanaise ont déjà convergé dans la définition de son caractère comme « un mouvement aussi bien national que démocratique »¹. Inspirés par les idées de Rousseau des Lumières françaises et de Mazzini du Risorgimento italien², les idéologues et les activistes du mouvement national albanaise, Sami Frashëri, Pashko Wassja, Mihal Grameno, Shahin Kolonja, Hil Mosi, Ismail Qemali, Dervish Hima, Luigj Gurakuqi et Hasan Prishtina, considéraient la séparation de « l'ancien régime » comme un acte majeur, un bouleversement « révolutionnaire » (en effet, ils parlaient de « révolution ») qui s'emparerait du peuple tout entier et qui, avec la domination pluriséculaire ottomane, rejetterait aussi les anciennes classes collaboratrices des beys, des pachas, des chefs de clan et des clergés, en les considérant comme des représentants de l'ancien régime qu'il fallait renverser³.

¹ R. Qosja, *La question albanaise*, Paris (Fayard) 1995, p. 17.

² Rappelons ici les vers de Naïm Frashëri qui, dans son *Histoire de Skanderbeg*, écrivait : « À ce temps-là, la pauvre Europe / avait du plomb dans l'aile. / Elle attendait Rousseau et Voltaire / pour la réveiller du sommeil » (voir R. Qosja, *Porosia e madhe*, Tirana, Naïm Frashëri, 1989, p. 54-55). Tout aussi fréquentes sont chez les représentants de la Renaissance nationale les références à des figures du Risorgimento italien telles que Giuseppe Mazzini et Giuseppe Garibaldi. Voir à ce sujet la lettre de Kristo Luarasi à Athanas Tashko, Sofia, le 7 novembre 1912, dans l'ouvrage *Përmbledhje dokumentesh mbi kryengritjet shqiptare 1910-1912*, préparé par N. Nika, Instituti i Historisë, Prishtina, 2003, p. 348 (« ... aujourd'hui on verra si l'Albanie a des fils de la taille de Garibaldi et de Mazzini d'Italie pour prendre les choses en mains ... »).

³ « En peu de temps, vous apprendrez un soulèvement, une grande révolution en Albanie », écrivait le 20 février 1881 Sami Frashëri à son ami Hiéronyme de Rada. « Si l'Albanie devient indépendante, continue-t-il, nous n'aurons pas besoin de princes, ni chrétiens, ni mahométans, qui nous plument et nous sucent le sang : notre pays pourra être gouverné par une sorte de démocratie

À la veille de la proclamation de l'indépendance, le 5 février 1912, le consul austro-hongrois de Jannina, Belinsky, avec une acuité exceptionnelle même pour un observateur intéressé comme lui, fait une analyse des groupements sociaux et politiques albanais et de leur comportement à l'égard de la question nationale. D'un côté, il distingue les représentants de l'aristocratie traditionnelle des beys, des pachas et des bairaktars qui s'étaient désormais identifiés à la classe dominante ottomane, où Belinsky inclut des personnages comme Ferid Pacha Vlora, Myfid Bey Libohova et Esad Pacha Toptani. Comme les faits l'ont démontré, ces gens-là sont restés jusqu'au bout fidèles à l'Empire ou bien ont commencé à flirter avec les monarchies voisines, précisément avec celles qui menaçaient le plus l'intégrité territoriale de l'Albanie⁴. De l'autre côté, il y avait les représentants des idées nouvelles, les défenseurs d'un État national, les vrais patriotes albanais qui, selon Belinsky, appartenaient à la couche moyenne des instituteurs des écoles albanaises, des éditeurs de journaux, des secrétaires de clubs, des employés et des officiers albanais⁵. Il s'agissait justement de cette classe moyenne à propos de

des sages, comme l'ont été autrefois nos ancêtres et aujourd'hui les montagnards d'Albanie, qui sont presque libres et indépendants » (voir *Alfabeti i gjuhës shqipe dhe Kongresi i Manastirit*, Tirana, 1972, p. 274). De son côté, Aubrey Herbert raconte que Mehmet Konitza et Filip Noga lui avaient dit en 1913 à Londres qu'en Albanie « le peuple ne peut plus supporter les beys et les pachas et qu'un grand mouvement démocratique allait se déclencher là-bas » (voir A. Herbert, *Albania's Greatest Friend: Diaries and Papers 1904-1923*, éd. B. Destani-J. Tomes, Londres (Tauris), 2011, p. 123.

⁴ *Histori e Popullit Shqiptar*, vol. II, Toena, Tirana, 2002, p. 479 ; Z. Cana, « Rivrojtme të Kryengritjes së madhe të vitit 1912 », in *Pavarësia e Shqipërisë dhe sfidat e shtetit shqiptar gjatë shek. XX*, Instituti i Historisë, Tirana, 2008, p. 59, 63. En 1910, 14 députés albanais ont demandé d'écrire l'albanais en caractères arabes (F. Xega, « Çështja e alfabetit dhe mitingu i shkronjave në Korçë », in *Alfabeti i gjuhës shqipe dhe Kongresi i Manastirit*, Tirana, 1972, p. 135-136). Justement à la veille de l'indépendance, dans une lettre envoyée de Gjirokastra à dom Nikollë Kaçorri, le 25 juin 1912, Sali Nivica dénonçait les liens de Myfid Bey Libohova avec les milieux anti-albanais grecs (*Përmbledhje dokumentesh mbi kryengritjet shqiptare 1910-1912*, préparé par N. Nika, Prishtina, Instituti i Historisë, 2003, p. 250-251).

⁵ Rapport de Bilinski, le 5 février 1912, voir *Alfabeti i gjuhës shqipe dhe Kongresi i Manastirit, pjesa III: Dokumente*, Tirana, 1972, p. 397. Sur le rôle de cette couche moyenne, voir aussi S. Vllamasi, *Ballafaqime politike në Shqipëri (1897-1942)*, Tirana (Marin Barleti), 1995, p. 23-39.

laquelle Ekrem Bey Vlora continuait à s'exprimer avec mépris et haine même bien des années après la fondation de l'État albanais⁶.

Cependant, outre cette nouvelle classe, Belinsky constate que beaucoup de représentants de l'élite féodale, pressentant qu'ils allaient perdre avec la chute de l'Empire leur prestige et leurs anciens privilèges, ont choisi de rejoindre au dernier moment le mouvement national. Selon lui, divers beys des familles Vlora, Libohova ou Delvina, à part la participation au mouvement pour l'indépendance, ne voyaient pas d'autre possibilité pour continuer à jouer un rôle dirigeant dans la vie politique du pays⁷.

Toutefois, cette distinction n'a pas résulté aussi nette. C'est plutôt à partir d'une perspective historique que d'une optique de classe que Nikollë Ivanaj considérait comme « de grands patriotes » certains des noms les plus connus de l'élite féodale comme Ali Pacha de Jannina et Mustafa Pacha Bushati de Shkodra, qui avaient eu selon lui le mérite de « faire la guerre contre le Sultan pour l'indépendance de l'Albanie »⁸. Fan Noli aussi partageait la même appréciation historique de ces figures⁹. D'ailleurs, estimant que le peuple ignorant n'était pas disposé à suivre les intellectuels patriotes qui manquaient « d'histoire », de nom et de prestige familial, il exprimait en 1906 la conviction que le mouvement national aurait plus d'intérêt de gagner à sa cause les chefs des grandes familles et des grands clans d'Albanie¹⁰. Néanmoins, les attitudes de ces derniers lors des batailles pour l'indépendance et la consolidation de l'État albanais ont amené Noli à abandonner cette idée initiale et à adopter des positions plus radicales à l'égard de la classe des beys et des bairaktars à esprit rétrograde¹¹. Noli ne serait pas le seul à être déçu par le comportement des grandes familles albanaïses. Ismaïl Qemali aussi en ferait l'expérience, notamment le 10 février 1913, lorsque, en sa qualité de premier ministre d'un pays dépourvu de moyens et d'armée, il a fait appel aux « notables » du Sud à mobiliser des hommes pour aller au

⁶ E. Bey Vlora, *Lebenserinnerungen*, Band. I: 1885-1912, München, Oldenbourg, 1968, p. 3-5; Band. II: 1912-1925, München, 1973, p. 20, 57, 66, 140, 182, 183, 220.

⁷ *Alfabeti i gjuhës shqipe dhe Kongresi i Manastirit, pjesa III: Dokumente*, Tirana, 1972, p. 397.

⁸ Nicolas Ivanay Bey, *Conferenza tenuta in Roma all'Associazione della Stampa Italiana, 26 gennaio 1911*, Roma, Comitato Italiano "Pro Albania", 1912, p. 4.

⁹ F. Noli, *Vepra*, vëll. II (Publicistika: 1905-1925), Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Tirana, 1987, p. 97.

¹⁰ F. Noli, *Vepra*, vëll. II (Publicistika: 1905-1925), p. 126.

¹¹ F. Noli, *Andej-këtej*, in « Liria Kombëtare », 1928, le 20 décembre, n° 99.

secours de Jannina encerclée par les armées grecques. Mais cette fois-là encore, les pachas et les beys du Sud ont faussé compagnie au vieil homme de Vlora et se sont hâtés de veiller à préserver leurs propriétés et leurs privilèges, même au prix de pactiser justement avec les milieux helléniques¹². On comprend alors pourquoi ce noble qui restait à cheval entre deux époques déclarera à la fin de sa vie, tel un vrai jacobin, que l'espoir de l'Albanie résidait chez « les hommes courageux et les petites gens qui sont les maîtres véritables de l'Albanie »¹³.

La figure la plus emblématique de l'ancienne élite albanaise entre la dissolution de l'Empire et la création de l'État indépendant albanaise est sans nul doute Essad Pacha Toptani. Les appréciations faites par ceux qui l'ont connu sont nombreuses, mais toutes extrêmement négatives : Essad était l'homme « qui ne connaissait aucune langue étrangère, mais qui connaissait la valeur de toutes les monnaies d'Europe »¹⁴, c'était un homme « prêt à vendre tout le pays, pourvu qu'il puisse régner sur une seule des provinces »¹⁵. En tant que ministre du Gouvernement provisoire, il n'a pas pardonné à Ismaïl Qemali le fait d'avoir accordé un crédit aux montagnards de la Shkodra Supérieure, ruinée et en cendres par suite des longues guerres contre les Ottomans. Selon Essad, les montagnards ne méritaient pas cette aide, car c'étaient des « Giaours » et ils s'étaient battus contre ses « musulmans »¹⁶. Ses accords secrets avec E. Venizélos de Grèce, avec le « premier ministre » du gouvernement de « l'Épire autonome » et avec N. Paši de Serbie, en août-septembre 1914, ont fait de lui le prototype du politicien albanaise qui, pour conserver le pouvoir, n'hésitait pas de mettre aux enchères les intérêts

¹² I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, préparé par Teuta Hoxha, Tirana (8 Nëntori), 1982, p. 295, 374 ; *Përmbledhje dokumentesh mbi kryengritjet shqiptare 1910-1912*, p. 251.

¹³ Lettre d'I. Qemali à Sevasti Qiriazi, Madrid, le 17 novembre 1918 : « Il nous emparer à tout pris du Kosovo, de Monastir, de Jannina et de toute la Tchamerie... Je ne fais pas confiance aux beys et aux nobles qui cherchent à acquérir des titres princiers... Mon espoir ce sont les hommes courageux et les petites gens qui sont les maîtres véritables de l'Albanie », voir I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 394.

¹⁴ M. Macmillan, *Paris 1919: six months that changed the world*, New York (Random House), 2003, p. 359.

¹⁵ « *Essad Pasha's ambition has been to sell his country that he might rule a county* », voir A. Herbert, *Albania's Greatest Friend: Diaries and Papers 1904-1923*, éd. B. Destani-J. Tomes, Londres (Tauris), 2011, p. 213.

¹⁶ A. Herbert, *Albania's Greatest Friend: Diaries and Papers 1904-1923*, p. 133.

et les territoires de sa patrie¹⁷. Ce n'est pas pour rien que les Serbes l'avaient désigné comme le futur chef d'un mini-État albanais, satellite de la Serbie¹⁸.

En tirant des leçons des comportements antinationaux de l'ancienne élite féodale albanaise au début du XIX^e siècle, l'éminent activiste Dervish Hima portait sur elle un jugement radical. Dans son article « Quelques propos sur nos beys », paru au numéro du 15 avril 1901 du journal *Albania* paraissant à Rome, Hima attaquait de front les beys albanais qui avaient trahi la cause nationale « pour quelques médailles de fer-blanc que le Sultan leur avait accroché sur la poitrine ». Ce n'était pas sans menace qu'il leur rappelait qu'en Europe « les rois, les princes et les nobles étaient passés par l'épée de la justice du peuple » et les avertissait : « Ceux que vous avez maltraités et humiliés seront demain honorés..., tandis que vos enfants et vos femmes traîneront dans la rue à cause de vous »¹⁹. Elle était sévère cette voix de Dervish Hima, qui lui a d'ailleurs coûté d'être expulsé d'Italie. C'était tout de même la voix d'une classe nouvelle qui était née sous le signe de la révolte.

Comme le constatait le consul austro-hongrois Belinsky, quelques représentants de l'ancienne classe de beys et de hauts fonctionnaires de l'Empire, ressentant la fin inéluctable de cette dernière, ont rejoint le mouvement national, devenant les porteurs des tergiversations, des compromis, voire des trahisons qui ont caractérisé l'histoire de l'État albanais à ses débuts. Il y a eu cependant aussi de nombreux cas où des représentants de la classe des beys sont passés du côté du mouvement national, par suite des changements sociaux qui ont affecté également l'ancienne aristocratie rurale albanaise. Nikollë Ivanaj raconte qu'il s'est trouvé en 1910 à Istanbul où, « à part une grande majorité d'Albanais intellectuels, fonctionnaires civils et militaires », il y avait aussi « un grand nombre de marchands », ainsi que « vingt-sept députés albanais de l'Albanie au Parlement de la Turquie, qui étaient considérés comme l'élite albanaise ». D'après

¹⁷ George B. Leon, « Greece and the Albanian question at the outbreak of the first world war », in *Balkan Studies* 11/1 (1970), p. 70-71 ; Dom N. Nikaj, *Shkodra e rrethume*, Tirana, (Naim Frashëri), 1967, p. 108.

¹⁸ E. Bey Vlora, *Lebenserinnerungen*, Band. II, München, Oldenburg Verlag, p. 25. Le 2 juin 1915, le commandant des troupes serbes d'occupation, Milutin Miškovi, a fait distribuer à la population de Tirana un appel où, condamnant les insurgés albanais qui avaient osé à ce temps-là « diriger les armes contre Essad Pacha, le fils le plus élu de votre peuple », menaçait que, une fois accomplie la « mission » pour laquelle il était venu, prendrait soin de « remettre le gouvernement et le sort de l'Albanie entre les mains expertes d'Essad pacha ». Voir E. Bey Vlora, *Lebenserinnerungen*, II, p. 25.

¹⁹ K. Prifti, *Dervish Hima (1872-1928)*, Tirana, « 8 Nëntori », 1987, p. 97.

lui, « au moins leur moitié étaient des intellectuels patriotes, partisans de l'Albanie libre »²⁰. Ce dernier groupement comprenait, indépendamment de leur origine, des personnalités comme les frères Frashëri, Faik Konitza, Shahin Kolonja et d'autres. Leur autorité, comme le remarque à juste titre Nathalie Clayer, n'était pas fondée sur la richesse foncière, mais sur la richesse intellectuelle²¹. Mais ce groupe comprenait également des ecclésiastiques patriotes qui ont partagé les principales valeurs de la Renaissance nationale, entre autres celle de l'union nationale en dépit des clivages religieux, régionaux, linguistiques et culturels²².

²⁰ N. Ivanaj, *Historija e Shqipëries së re. Vuetjtjet e veprimet e mija*. I^{ère} partie, Tirana, 1943, p. 13.

²¹ N. Clayer, *Në fillimet e nacionalizmit shqiptar: lindja e një kombi me shumicë myslimane në Evropë*, Tirana, « Përpjekja », 2009, p. 329.

²² Pour une participation active au mouvement national, il faudrait mentionner les ecclésiastiques musulmans Hafiz Ibrahim Dalliu, partisan des décisions du Congrès de Monastir, Hodja Hafiz Sherif Langu de Dibra et Hadji Vehbi Dibra, président du Conseil des Sages de Vlora en 1912 : or ce dernier a abandonné plus tard Vlora, s'est approché d'Essad Pacha et, en juin 1915 a fait partie des membres de l'élite et du clergé de Dibra qui ont salué l'entrée des armées serbes dans cette ville (I. Strazimiri, *Lufta kundër pavarësisimit të Shqipërisë (kujtime historike)*, Tirana, Naïmi, 2010, p. 26, 75 ; *Përmbledhje dokumentesh mbi kryengritjet shqiptare 1910-1912*, préparé par N. Nika, Prishtina, Instituti i Historisë, 2003, p. 53 ; S. Vllamasi, *Ballafaqime politike në Shqipëri (1897-1942)*, Tirana, Marin Barleti, 1995, p. 37 ; I. Caushi-Sulo, « Klerikët e harruar të Pavarësisë », in *Pavarësia e Shqipërisë dhe sfidat e shtetit shqiptar gjatë shek. XX*, Instituti i Historisë, Tirana, 2008, p. 87 ; *Përmbledhje dokumentesh mbi kryengritjet shqiptare 1910-1912*, p. 332). Parmi les rangs du clergé catholique se sont fait distinguer des personnalités religieuses comme Ndrë Mjeda, dom Nikollë Kaçorri et Gjergj Bardhi, ce dernier étant l'Archevêque de Durrës (E. Deusch, *Das k.u.k. Kultusprotektorat im albanischen Siedlungsgebiete*, Wien, Böhlau, 2009, p. 138 ; M. Quku, *Mjeda*, vol. III, Tirana, Ilar, 2007, p. 39, 55, 56, 72, 88, 90 ; *Përmbledhje dokumentesh mbi kryengritjet shqiptare 1910-1912*, p. 332-333. De même se sont fait noter des ecclésiastiques orthodoxes de la basse hiérarchie, comme le père Stathi Melani, le papas Kristo Negovani (F. R. Bridge, *Austro-Hungarian Documents relating to the Macedonian struggle, 1896-1912*, Institute for Balkan Studies, Thessaloniki, 1976, p. 172, 188 ; N. Clayer, *Në fillimet e nacionalizmit shqiptar*, Tirana, Përpjekja, 2009, p. 512). Toutefois, pas moins d'ecclésiastiques se sont mis au service du pouvoir ottoman et des États voisins. Il s'agit tout d'abord du haut clergé de l'Église orthodoxe désigné par le Patriarcat d'Istanbul, qui était presque toujours choisi de nationalité grecque et qui a tout fait pour renier la nationalité albanaise, pour helléniser les Orthodoxes albanais et annexer à la Grèce les régions méridionales albanaises. À cause de leur rôle antialbanais jusqu'à la

Ismail Qemali est le représentant le plus typique de la couche sociale qui venait d'un passé féodal et qui a abouti à la nouvelle élite politique grâce à ce transformisme social. Il s'est séparé assez tôt de sa classe des beys et s'est converti en entrepreneur capitaliste, lorsqu'il a choisi de gérer parmi les propriétés de sa famille la mine de bitume de Selenica, qu'il a vendue plus tard²³.

En 1900, le consul austro-hongrois à Vlora, Petrovic, décrivait Ismail Qemali comme une personne cultivée et intelligente, mais

proclamation de l'Église autochéphale albanaise en 1922, les chefs de l'Église orthodoxe ont été le point de mire des patriotes albanais, notamment de ceux qui étaient de confession orthodoxe, dont il faudrait distinguer les Arberèches Anastas Kullurioti, Hiéronyme De Rada et, bien entendu, le grand Fan Noli qui, dès 1906, a identifié sa lutte pour la création de l'Église autochéphale à une guerre sainte en la baptisant de « Première Croisade de l'histoire de l'Albanie » (Z. Reso, « Lufta e popullit shqiptar për shkrimin dhe shkollën shqipe në shtypin e Rilindjes sonë kombëtare », in « Alfabeti... », Tirana, 1972, p. 71, 72 ; N. Clayer, *Në fillimet e nacionalizmit shqiptar*, p. 445-466, 512 ; K. Skenteris, *O Vorioepeiritikos agonas*, Athènes, 1929, p. 35-38, 46 ; R. Morozzo della Rocca, *Kombi dhe feja në Shqipëri*, p. 42-61 ; N. Jorgaqi, *Letërkëmbimi i Fan Nolit*, Tirana, Erik, 2012, p. 41, 59). Un rôle négatif a été joué aussi par quelques divers représentants du clergé musulman, comme le mufti de Monastir, Rexhep Xhudiu, ou bien Hadjii Hafiz Sulejman Kungulli d'Elbasan et le tristement fameux Musa Qazimi, le mufti de Tirana, lesquels se sont opposés aux efforts des patriotes albanais en vue d'une école et d'un alphabet albanais et qui, même après 1912, se sont trouvés aux côtés des mouvements de destabilisation organisés au détriment de l'État albanais par les forces proturques et les États voisins (I. Strazimiri, *Lufta kundër pavarësimit të Shqipërisë*, p. 75 ; S. Vllamasi, *Ballafaqime politike në Shqipëri*, p. 34-35, 68 ; Z. Haskaj, « Roli reaksionar i klerit ndaj problemeve të alfabetit (1879-1912) », in *Alfabeti i gjuhës shqipe dhe Kongresi i Manastirit*, Tirana, 1972, p. 120-121). Or, même au sein du clergé catholique, dont la contribution au mouvement national est notable, se sont manifestés de temps en temps des conduites qui ont porté atteinte au principe unitaire sur lequel a été bâti l'État albanais : des personnalités comme l'abbé de Mirdita, Preng Doçi, ou voire même Gjergj Fishta, ont été attirés par l'idée de la cantonisation de l'Albanie, où les Catholiques auraient leur propre canton et le statut de minorité (Gj. Fishta, « Arsim, apo luftë kundra katolikizmit në Shqipëri », in *Përndritje. Publicistikë*, Tirana, Lajmëtari, 2000, p. 206, 223 ; A. Wernicke, « Theodor Anton Ippen. Ein österreichischer Diplomat und Albanienforscher », in *Albanische Forschungen*, 7, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1967, p. 25.

²³ Ismail Kemal Vlora, *Memorie*, Rome, 1992, p. 103.

sans fortune²⁴. Il s'est consacré aux études et au travail de fonctionnaire. En tant qu'un intellectuel aux idées libérales, il s'est engagé au processus de réformes de l'Empire ottoman, convaincu que c'était de cette façon-là que, dans ce Commonwealth de peuples, les Albanais allaient trouver l'espace pour affirmer leur nationalité reniée.

Il a hérité tous les bons côtés de son grand-père, Ismaïl Bey qui, en 1828, a réuni à Berat les beys du Sud de l'Albanie pour leur dire qu'il fallait refuser l'ordre du Sultan pour lever une armée à son service et qu'il fallait dorénavant penser seulement à l'Albanie²⁵. Curieuse coïncidence : ce sont les mêmes propos qu'allait tenir aussi Ismaïl Qemali quand il a fui l'Empire en 1900 et est passé en Europe²⁶.

Il avait entre-temps connu toutes les émotions culturelles de la Renaissance nationale : il avait participé aux débats sur l'alphabet d'Istanbul et avait soutenu avec persévérance les caractères latins²⁷, il était intervenu énergiquement pour rendre possible la publication du *Dictionnaire* de Kristoforidhi, il avait tenté d'expliquer par la langue albanaise les inscriptions mises à jour en Crète par Arthur Evans et avait découvert personnellement à Dodone le temple de l'oracle des Pellasges que, comme beaucoup d'autres représentants de la Renaissance nationale, il considérait comme les ancêtres des Albanais²⁸. En le rencontrant pour la première fois en Italie, en 1903, Dervish Hima a deviné en la personne d'Ismaïl Qemali l'adepte de la « révolution »²⁹.

Selon I. Qemali, « la révolution » était une sorte de catharsis pour la société endormie albanaise. Dans les conditions où l'Empire était au bord de l'effondrement et quand les États voisins se préparaient à se partager entre eux les territoires albanais, il n'était plus possible de patienter jusqu'à ce que le peuple albanaais soit

²⁴ I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, préparé par Teuta Hoxha, Tirana (8 Nëntori), 1982, p. 47.

²⁵ Ismail Kemal Vlora, *Memorie*, Rome, 1992, p. 24 ; D. Egro, « Disa të dhëna të reja mbi fillimet e nacionalizmit shqiptar », in *Studime Historike*, LXVIII^e année, n° 3-4 (2010), p. 12-13.

²⁶ I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 57.

²⁷ En 1908, en signe de reconnaissance pour son rôle à la défense de l'alphabet latin, un groupe d'intellectuels catholiques de Shkodra, avec Kol Kraja, Gasper Zojzi, Ndrek Simoni, Pjetër Dema et Pjetër Skiani, adressent une lettre de remerciement à Ismaïl Qemali. Voir I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 143.

²⁸ I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 98 ; Ismail Kemal Vlora, *Memorie*, Rome, 1992, p. 37.

²⁹ I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 96.

instruit et éclairé. Son profond retard pouvait être rattrapé en l'attirant dans les batailles du jour. C'est pour cette raison que Ismaïl Qemali jugeait que le peuple albanais devait « être mis de force sur le bon chemin »³⁰.

Même après la répression brutale des insurrections des années 1907 et 1908, et en particulier après l'étouffement dans le sang de l'insurrection du Nord de l'année 1910, Ismaïl Qemali insistait que le moment était venu pour un soulèvement général, précisément tant que le souvenir des barbaries turques de Turgut Pacha était encore frais³¹. En effet, l'activité d'Ismaïl Qemali ne justifie pas toujours l'image qui a été bâtie à son sujet, comme « un sage vieillard », « un maître de jeux politiques », « un négociateur de salons » et ainsi de suite. Certes, Ismaïl Qemali était aussi celui-là. Mais il était également celui que décrivent les consuls étrangers et les fonctionnaires ou agents jeunes-turcs : un inspirateur et organisateur des insurrections des années 1900-1912³².

Au cours de l'insurrection de 1911, Ismaïl Qemali s'est rendu personnellement dans les montagnes de la Shkodra Supérieure, où il a élaboré le dit Mémorandum de Greça qui devait assurer l'autonomie de l'Albanie³³.

Il n'a pas adopté d'attitudes serviles à l'égard des étrangers et s'est opposés à eux quand il a jugé qu'ils agissaient contre les intérêts albanais. Il n'a pas pardonné à l'Autriche-Hongrie son intervention pour étouffer l'insurrection de la Shkodra Supérieure, en recourant même au clergé catholique à cette fin. Dans une prononciation amère au journal viennois *Die Zeit* du 31 juillet 1911, Ismaïl Qemali disait : « Les erreurs politiques sont impardonnables, mais une attitude politique qui coûte la vie à un peuple tout entier est contraire à n'importe quelle morale politique »³⁴.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Supplément du rapport du consul austro-hongrois Kwiatowski envoyé à l'ambassadeur von Mere, Rome, le 21 décembre 1910. Voir *I. Qemali: Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 152-153.

³² Selon un rapport du Vali de Jannina, du 5 mai 1909, Ismaïl Qemali se trouvait à ce temps-là à Corfou, où il s'efforçait de faire transporter en Albanie 50 mille fusils. Un an après, le 3 juin 1910, le baron Leopold von Chlumecky, éminent journaliste autrichien, écrivait qu'il avait appris grâce à ses rencontres avec de nombreux activistes albanais à Istanbul que l'insurrection de cette année-là en Albanie était l'œuvre personnelle d'I. Qemali. Voir *I. Qemali: Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 129, 147.

³³ G. Shpuza, dans *Historia e Popullit Shqiptar*, vol. II, Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Tirana, Toena, 2002, p. 450-453.

³⁴ *I. Qemali: Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 181.

En 1912, il s'est efforcé de donner un caractère généralisé aux insurrections du Nord. Les rapports secrets des consuls grecs montrent que, indépendamment de ce qu'il déclarait à ses interlocuteurs grecs, Ismaïl Qemali s'est constamment employé à attiser les flammes de l'insurrection même dans le Sud de l'Albanie³⁵.

À ce point de notre analyse, il vaut la peine de jeter un coup d'œil à l'historique de l'autre branche de la famille Vlora, celle rivale d'Ismaïl Qemali. En 1900, quand Ismaïl Qemali s'échappait de Tripoli en direction de l'Europe, ses deux cousins, les frères Ferit Pacha et Sureja Bey Vlora, se sont hâtés d'éclaircir leur position à l'égard de la Sublime Porte. « Moi et mes frères, Neshat Pacha et Sureja Bey, écrivait à ce temps-là au Sultan Ferid Pacha Vlora, nous n'avons aucun lien avec un infâme, un ingrat et aventurier, qui s'est engagé dans le monde ténébreux de l'athéisme : nous allons servir le Padichah, comme nous l'avons servi, avec fidélité »³⁶.

Non seulement Sureja Bey Vlora, mais aussi son fils érudit, Ekrem, se sentaient liés à l'ancien régime à tel point que, jusqu'à la fin du règne d'Abdul Hamid, ils ont continué de se considérer d'origine « turque »³⁷. Ils haïssaient Ismaïl Qemali même à cause de cet aspect de leur mentalité. Mais, avant tout, ils prenaient soin de se différencier de leur cousin aux yeux de la Sublime Porte chaque fois que son nom apparaissait sur la scène en tant que organisateur de séditions et d'insurrections en Albanie.

Ainsi, lorsque le 16 avril 1911 I. Qemali déclarait au journal *Il Piccolo* de Trieste (dans une interview reprise aussi par le *Neue Freie Presse* de Vienne) que le peuple de Vlora était prêt à empoigner les armes et à s'unir aux insurgés du vilayet de Shkodra, Sureja Bey Vlora, Xhemil Bey Vlora (maire de la ville), le mufti et d'autres représentants des notables de Vlora, se sont précipités pour rassurer la Porte en déclarant qu'à Vlora et dans le Sud « il y avait seulement le calme et la population était pacifique »³⁸.

En effet, ils s'étaient déclarés dès ce temps-là de farouches adversaires du mouvement réformiste qui a atteint son apogée avec la révolution jeune-turque en 1908. Ils se sont mis du côté des Jeunes-Turcs précisément lorsqu'il est devenu clair que ceux-ci n'avaient pas

³⁵ V. Kondis, *Ellenismos tes Voreiou Epeirou kai elleno-allvanikes scheseis*, vol. I (1897-1918), Athènes, Estia, doc. 115, p. 247 ; doc. 117, p. 250 ; doc. 120, p. 252.

³⁶ I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 51-52.

³⁷ E. Bej Vlora, *Ditar: nga Berati në Tomorr dhe kthim*, Tirana, Koçi, 2003, p. 42 ; E. Bey Vlora, *Lebenserinnerungen*, Band. II, München, Oldenburg Verlag, 1973, p. 241.

³⁸ Rapport du consul Kraus de Vlora, 25 avril 1911, voir I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 158.

l'intention de reconnaître la nationalité et les droits nationaux aux Albanais. Si, finalement, à la réunion de Taksim en janvier 1912, Sureja Bey Vlora, Essad Pacha Toptani, Myfid Bey Libohova et d'autres représentants de familles féodales ont promis de contribuer au déclenchement de l'insurrection générale en Albanie, les documents prouvent que, même à ce moment décisif, ils ont passé en effet des accords avec le gouvernement et les pays voisins et ont empêché son déclenchement³⁹.

Ce n'est pas par hasard que, en 1913, à Athènes on nourrissait de grands espoirs de résoudre le problème de l'annexion définitive du Sud albanais, « en s'entendant avec quelques puissants beys albanais du Sud, qui accepteraient d'embrasser la religion chrétienne et attireraient derrière eux sur ce chemin même les populations musulmanes locales »⁴⁰.

Cette même année-là, à la Conférence des Ambassadeurs à Londres, confronté aux critiques sévères de Sir Edward Grey au sujet de l'assassinat de 70 Albanais de Tchamérie qui avaient refusé de reconnaître l'union de leur région avec la Grèce, le Ministère grec des Affaires étrangères recommandait aux autorités militaires de l'Épire de « mettre en action » les métropolites, les muftis et les grands beys de la région, afin de démentir la nouvelle en envoyant des télégrammes directement au ministre britannique des Affaires étrangères⁴¹.

Assez significatif est aussi le rapport que les Vlora ont construit avec l'Autriche-Hongrie et qui était très différent de celui d'Ismail Qemali. Même si ce dernier était respecté par les Austro-Hongrois, le Ballplatz savait bien qu'il n'était pas disposé à mener une politique servile à leur égard. En 1908, il s'est opposé au projet A-H pour la construction d'un chemin de fer nord-sud, qui partirait du Sandjak et, en passant par Mitrovica, déboucherait en Adriatique, car il pensait qu'une telle voie ferrée pouvait devenir un jour un moyen

³⁹ Z. Cana, « Rivrojtme të Kryengritjes së Madhe të vitit 1912 », in *Pavarësia e Shqipërisë dhe sfidat e shtetit shqiptar gjatë shek. XX*, Instituti i Historisë, Tirana, 2007, p. 59. Le 17 octobre 1912, le Ministère grec des Affaires étrangères informait le Commandement de la Division de l'Épire que les beys albanais de Gjirokastra et de Delvina étaient tombés d'accord de ne pas s'opposer à l'occupation de ces territoires par l'armée grecque. Voir V. Kondis, *Ellenismos tes Voreiou Epeirou kai elleno-allvanikes scheseis*, vol. II, Athènes, 1995, doc. 129, p. 259.

⁴⁰ V. Kondis, *Ellenismos tes Voreiou Epeirou kai elleno-allvanikes scheseis*, vol. II, Athènes, 1995, doc. 139, p. 266.

⁴¹ V. Kondis, *Ellenismos tes Voreiou Epeirou kai elleno-allvanikes scheseis*, vol. II, Athènes, 1995, doc. 149, p. 276.

d'expansion slave en direction des territoires albanais⁴². Le flair politique exceptionnel ne l'a pas trompé dans ce cas-là non plus : quelques années plus tard, l'Empire austro-hongrois allait disparaître et l'Albanie serait visée plus que jamais par l'expansionnisme serbe. En opposition avec la politique austro-hongroise, I. Qemali a œuvré pour rompre le statu quo et pour organiser une insurrection générale dans toute l'Albanie.

Or, contrairement à I. Qemali qui mettait au premier plan les intérêts nationaux et qui demandait à cette fin des liens de partenariat avec l'Autriche-Hongrie, les rapports de Sureja Bey Vlora avec cette dernière relevaient d'un caractère d'espionnage. Cet ancien haut dirigeant de l'administration des Douanes de l'Empire ottoman⁴³ était prêt à soutenir n'importe quel intérêt des Autrichiens, même lorsqu'il était contraire aux intérêts nationaux⁴⁴. Et il était payé en retour. Le Ballplatz a pensé initialement promouvoir précisément Sureja Bey Vlora comme le proclamateur de l'indépendance et le futur chef du gouvernement albanais⁴⁵, mais il a vite renoncé lorsqu'il s'est persuadé que Sureja n'avait aucune sorte d'influence à Vlora, où ses compatriotes le détestaient et le considéraient comme antinational et « un espion jeune-turc », et encore moins dans les autres régions de l'Albanie⁴⁶.

En 1913, il a essayé de traîner les Austro-Hongrois dans un complot visant à renverser le gouvernement d'I. Qemali, mais ils l'ont dédaigné. Alors, en janvier 1914, il a tenté la dernière carte en dénonçant auprès de la Commission internationale de contrôle le soi-disant complot que Ismaïl Qemali serait en train d'ourdir avec les Turcs et les Bulgares⁴⁷. Et ceci a été le prétexte dont avaient besoin les membres de la Commission pour se débarrasser du poids d'une puissante personnalité qui, sous l'ombre des Grandes Puissances, s'efforçait de bâtir la structure d'un État indépendant albanais et qui était suivie par la nation toute entière.

⁴² I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 120, 144.

⁴³ *Shqipëria në dokumentet Austro-Hungareze (1912)*, vol. II, éd. F. Duka, D. Egro, S. Gjermëni, Tirana, 2012, p. 220.

⁴⁴ Ainsi, le 12 novembre 1912, dans un effort visant à gagner le soutien de l'Autriche-Hongrie pour sa promotion au poste de chef du futur État albanais, Syreja Bey Vlora a offert la ville de Shkodra à la monarchie des Habsbourg. Voir *Shqipëria në dokumentet Austro-Hungareze (1912)*, vol. II, p. 163.

⁴⁵ *Shqipëria në dokumentet Austro-Hungareze (1912)*, vol. II, p. 103, 170.

⁴⁶ *Shqipëria në dokumentet Austro-Hungareze (1912)*, vol. II, p. 102 ; rapport du consul austro-hongrois de Vlora, le 19 novembre 1913. Voir I. Qemali: *Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 355.

⁴⁷ E. Bey Vlora, *Lebenserinnerungen*, II. Band, p. 47.

Ce n'était d'ailleurs pas par hasard que, le 16 mars 1911, les membres albanais du Conseil du Vilayet de Jannina avaient adressé un télégramme de protestation au président du Parlement turc : une gifle qu'un député fanatique turc avait donnée à Ismaïl Qemali était considérée, ni plus ni moins, de « gifle donnée à toute la nation »⁴⁸ !

⁴⁸ Rapport du consul austro-hongrois Belinsky, de Jannina, le 20 mars 1911. Voir *I. Qemali: Përmbledhje dokumentash 1888-1919*, p. 156.

Michael SCHMIDT-NEKE

**WARUM ALBANIEN KEIN STAAT WERDEN KANN –
ARGUMENTE GEGEN DIE STAATLICHE UNABHÄNGIGKEIT**

Albaniens Staatsgründung war bis zum Zerfall Jugoslawiens die letzte Nationalstaatsbildung auf dem Balkan. Sie erfolgte als Konsequenz aus dem Zusammenbruch der osmanischen Armee im I. Balkankrieg durch zwei Akte: erstens durch die einseitige Proklamation der Unabhängigkeit am 28. November 1912, die im Text selbst mit der „großen Gefahr für Albanien“, nicht aber mit einem Streben nach Loslösung vom Türkischen Reich begründet wird, und zweitens durch die Anerkennung auf der Londoner Botschafterkonferenz, auf der das Land in seinen heutigen Grenzen als Fürstentum anerkannt und unter eine international garantierte Verwaltung gestellt wurde. Die Auseinandersetzung um die Grenzen des Landes endete mit einem Kompromiss zwischen den expansionistischen Nachbarstaaten Serbien, Montenegro und Griechenland und den beiden Mächten, die hofften, durch einen von ihnen kontrollierten albanischen Nationalstaat ihren Einfluss auf dem Balkan sichern zu können.¹

Im albanischen Geschichtsbild wird der 28.11.1912 verständlicherweise als ein Höhepunkt und als eine Zäsur wahrgenommen, als Krönung und Abschluss der Nationalbewegung, auch wenn die neu gewonnene Unabhängigkeit sehr eingeschränkt und zunächst nur von kurzer Dauer war. Man darf jedoch nicht ignorieren, dass die Option der staatlichen Unabhängigkeit erst sehr spät auf die Agenda der Nationalbewegung kam, dass es auch zahlreiche albanische Stimmen gegen die Unabhängigkeit gab und dass es für diese Option noch später eine (keineswegs einhellige) internationale Unterstützung gab. Die Unabhängigkeitserklärung musste aber durch internationale Anerkennung abgesichert werden,

¹ Die Literatur dazu ist kaum noch überschaubar. Genannt seien: Katrin Boeckh: Von den Balkankriegen zum Ersten Weltkrieg. Kleinstaatenpolitik und ethnische Selbstbestimmung auf dem Balkan. München 1996; Hanns Christian Löhr: Die Gründung Albaniens. Wilhelm zu Wied und die Balkan-Diplomatie der Großmächte 1912-1914. Frankfurt/M. u.a. 2010; Arben Puto: Pavarësia shqiptare në tryezat e diplomacisë. Tirana 2008.

sonst wäre sie eine folgenlose Deklaration geblieben. Die Parallelen zur Staatsbildung Kosovos ein Jahrhundert später drängen sich auf.

Es soll hier nicht darum gehen, die albanische Frage ein weiteres Mal in den Kontext der Diplomatie der Großmächte einzuordnen, sondern darum, die öffentliche Debatte in Europa im Umfeld der Unabhängigkeitserklärung auf kontroverse Argumente zu untersuchen.

Die erste große politische Programmschrift der albanischen Nationalbewegung, die heute mit dem nicht unproblematischen Begriff der Nationalen Wiedergeburt belegt wird,² ist die des osmanischen Beamten Pashko Vasa von 1879,³ der es als Erfindung von Feinden des Reiches oder von Ignoranten erklärt, dass die Albaner eine Trennung von der Pforte bzw. eine autonome Selbstverwaltung wollten. Er fürchtet eine Assimilation der Albaner durch andere Staaten, während eine „strikte Union mit dem ottomanischen Reiche ihr einziges Heil“ sei. Der Christ Pashko Vasa führt das Argument an, dass für die albanischen Muslime eine Trennung vom Kalifat unzumutbar wäre. Seine Forderung ist daher lediglich die Zusammenfassung Albaniens in einem Vilayet und die Einsetzung kompetenter, landeskundiger Verwaltungsbeamter (nicht zwingend albanischer Nationalität).

Pashko Vasa nimmt damit die umstrittene Argumentation des kosovarischen Orientalisten Hasan Kaleshi vorweg, der entgegen dem Topos vom Türkenjoch die Zugehörigkeit zum Osmanischen Reich als Voraussetzung dafür verstand, dass die Albaner der Akkulturation und Assimilation durch die Griechen und die Balkanslawen entgangen seien.⁴

Vasa schrieb sein Manifest, als die Konzessionen des Osmanischen Reiches in Berlin deutlich machten, dass es nicht mehr in der Lage war, die territoriale Integrität des albanischen Siedlungsraumes auf dem Balkan zu sichern, und dass somit das Ziel einer ungeteilten Verwaltung nicht mehr aktuell war. In der „Liga von

² Rigels Halili: „Rilindja Kombëtare“ – the Story Behind the Name and the Study of the Albanian National Movement, in: *Annuario. Vjetari shqiptar për studimet historike dhe antropologjike. The Albanian Yearbook of Historical and Anthropological Studies*. Hrsg. Qendra e Kërkimeve Historike dhe Antropologjike. Tirana. 1 (2011), S. 36-51

³ Wassa Effendi (= Pashko Vasa): *Études sur l'Albanie et les Albanais*. Konstantinopel 1879; deutsche Ausgabe: Wassa Effendi: *Albanien und die Albanesen (Zur griechischen Frage)*. Eine historisch-kritische Studie. Berlin 1879

⁴ Hasan Kaleshi: *Das türkische Vordringen auf dem Balkan und die Islamisierung – Faktoren für die Erhaltung der ethnischen und nationalen Existenz des albanischen Volkes*, in: Peter Bartl, Horst Glassl (Hrsg.): *Südosteuropa unter dem Halbmond*. München 1975, S. 125-138

Prizren“ koordinierten albanische und nichtalbanische Muslime ihre Abwehrbemühungen gegen Gebietsabtretungen an die christlichen Nachbarstaaten und wandten sich schließlich gegen den osmanischen Staat, der seine Verpflichtungen auch gegen den Willen der Betroffenen durchzusetzen hatte.

Die Liga leitete eine äußerst dynamische Epoche ein, in der sich die innenpolitischen Verhältnisse und die äußeren Rahmenbedingungen sehr schnell änderten. Das zweite große Manifest der albanischen Nationalbewegung, die 1899 erschienene Schrift des osmanischen Intellektuellen albanischer Nationalität Sami Bej Frashëri (emseddin Sami), hielt bereits eine weitere staatliche Gemeinschaft mit dem untergehenden Osmanischen Reich nicht mehr für möglich und skizzierte den Aufbau eines unabhängigen Albanien, der eine Mischung aus historischer Romantik und modernem Parlamentarismus darstellte.⁵ Das ist umso bemerkenswerter, als Sami Frashëri bis heute eine Leitfigur der albanischen und der türkischen Kultur ist und wegen seiner Integration in den osmanischen Staat zu Lebzeiten als weniger patriotisch angesehen wurde als sein Bruder, der Dichter Naim.⁶

Neben den Alternativen des Verbleibs bei der Hohen Pforte (auch in der Form einer autonomen Provinz) und der völligen Unabhängigkeit gab es die Option einer staatlichen Gemeinschaft als Union oder Konföderation mit einem anderen Staat. Die Bildung eines gemeinsamen Staates mit Griechenland spielte in den 70er und 80er Jahren unter orthodoxen Albanern eine gewisse Rolle, auch weil darin ein Weg gewesen wurde, den Konflikt um Epirus beizulegen. Nicht nur der britische Politiker Charles Dilke und der Italo-Albaner Francesco Crispi, sondern auch die in Ägypten lebenden albanischen Folkloristen Spiro Dine und Thimi Mitko befürworteten eine solche Lösung, die auch von griechischer Seite (K. Phrearris im Namen einer Nationalen Liga (Ethnikos Desmos) 1881) aufgegriffen wurde. 1900 formierten Leute suliotischer Abstammung in Athen eine Albanische Union mit einer solchen Orientierung, die auch von der Zeitung „Aster – Yll“ vertreten wurde. In der Argumentation wurde dabei die Tatsache einer muslimischen Mehrheit unter den Albanern ignoriert und die Beteiligung von Albanern am griechischen

⁵ Sami Frashëri: Shqipërija – ç'ka qenë, ç'është e ç'do të bëhet? Mendime për shpëtim të mëmëdheut nga rëzimet që e kanë rethuarë, in: Vepra. Bd. 2. Tirana 1988, S. 17-90; dt. Übers.: Sami Bey Frascheri: Was war Albanien, was ist es, was wird es werden? Gedanken und Betrachtungen über die unser geheiligtes Vaterland Albanien bedrohenden Gefahren und deren Abwendung. Wien, Leipzig 1913

⁶ Bülment Bilmez: Sami Frashëri apo Shemsedin Sami?, in: Përpjekja. Nr. 18 (2003), S. 118-145

Befreiungskampf überbewertet. Für Mitko war dabei die Integrität der albanischen Grenzen eine *conditio sine qua non*, was mit den griechischen Ansprüchen auf den Epirus unvereinbar war. Schon in den 80er Jahren bezog er deshalb Position für einen Verbleib bei der Türkei.⁷

Eine andere Option unterhalb der Souveränität war der Wechsel des Souveräns, etwa in Form eines Anschlusses an die Doppelmonarchie. Auch Syreja Bej Vlora – ein reicher Großgrundbesitzer, der hohe Ämter im Osmanischen Reich bekleidete und Bruder des Großvezirs Ferit Pasha war⁸ – plädierte 1896 in einer unveröffentlichten Denkschrift für eine solche Lösung.⁹ Diese Positionierung entspricht der Neuausrichtung der österreichisch-ungarischen Albanienpolitik auf einer interministeriellen Konferenz im November und Dezember 1896, die auf die Errichtung eines nord- und mittelalbanischen Fürstentums unter dem Protektorat der Doppelmonarchie orientierte, dabei allerdings Serbien albanische Territorien als Alternative zu einer Ausdehnung in Richtung Bosnien-Herzegovina anbieten wollte.¹⁰

Die Widersprüchlichkeit der inneralbanischen Debatte wird in den zahlreichen, meist kurzlebigen Medien der Zeit greifbar. Allein ein Blick in Faik Bej Konicas „Albania“, die zwischen 1897 und 1909 in Brüssel, dann in London verlegt wurde und somit eine lange Erscheinungskontinuität aufweist, zeigt, dass von einer gemeinsamen Strategie, an deren Ende zwangsläufig ein souveräner Nationalstaat stehen musste, keine Rede sein kann. Die Positionierung ist nicht zu trennen von den Subventionen, die die Herausgeber erhielten; so musste Konica nach einer sehr wortradikalen antiosmanischen Anfangsphase sehr schnell auf eine Verteidigung des Status quo umschwenken, weil dies eine Bedingung des österreichisch-ungarischen Außenministeriums für die finanzielle Unterstützung der Zeitschrift war.¹¹

Vergleichbar dem Fall Kosovo rund hundert Jahre später bewegte sich die internationale öffentliche Diskussion mit wachsender Geschwindigkeit weg von einer Dominanz der

⁷ Stavro Skendi: *The Albanian National Awakening 1878-1912*. Princeton 1967, S. 82-87, 174-176, 309-310; Brief Mitkos an Crispi vom 21.6.1879, in: Thimi Mitko: *Veptra*. Tirana 1981, S. 632

⁸ Bardhosh Gaçe: *Ata që shpallën pavarësinë kombëtare*. Tirana 2002, S. 190-192

⁹ Skendi, S. 279

¹⁰ Hanns Dieter Schanderl: *Die Albanienpolitik Österreich-Ungarns und Italiens 1877-1908*. Wiesbaden 1971, S. 59-61

¹¹ Michael Schmidt(-Neke): *Politik und Programm in „ALBANIA“ (1897-1909)*. Studien zur Publizistik der Rilindja. Ms. Freiburg 1980

Argumente gegen eine Staatlichkeit Albaniens hin zu einer Akzeptanz und zu einer expliziten Forderung nach einem unabhängigen Albanien. Dabei spielte in den einzelnen Staaten sowohl die Positionierung der jeweiligen Regierung zu einer Neuordnung des Balkans nach dem abzusehenden Zusammenbruch der osmanischen Herrschaft als auch die Haltung des betreffenden Autors gegenüber seiner Regierung eine entscheidende Rolle.

Gerade hinsichtlich der Albaner divergierte die öffentliche Sichtweise in Europa extrem. Neben einem idealisierten und romantischen Bild der Albaner, wie es in Byrons ad nauseam wiederholtem Zitat aus „Childe Harold's Pilgrimage“ kondensiert war, stand die Topik von unzivilisierten, gewalttätigen Räubern und Barbaren, die nur durch eine konsolidierte Macht in Zaum zu halten wären.

Noch um die Jahrhundertwende waren Einschätzungen wie die des Briten Charles Elliott tonangebend, wonach die Albaner „show no design of combining and detaching themselves from the Turkish Empire as an independent state“.¹²

In der Auflösungsphase des Osmanischen Reiches hatte Literatur über Albanien Hochkonjunktur, und der größte Teil des Publikums konnte die Spreu nicht vom Weizen trennen.¹³ Mehrere Autoren vom Balkan wie der slowenische Jugoslawist Niko Župani¹⁴ und der aus einer montenegrinischen Familie stammende Publizist Spiridion Gop evi¹⁵ meldeten sich zu Wort, und gleich zwei serbische Spitzenpolitiker, Vladan Đorđević, ein früherer Regierungschef (1897-1900) unter König Aleksandar Obrenović, und Stojan Protić, ein führender Politiker aus der Karađorđević-Ära und späterer Ministerpräsident (1918-19, 1920), nahmen 1913 vehement gegen eine Unabhängigkeit Albaniens mit sehr ähnlichen Argumenten Stellung.¹⁶ Beide stützten sich dabei extensiv auf korrekt wiedergegebene, wenn auch z.T. aus dem Zusammenhang gerissene

¹² Odysseus (= Charles Elliott): Turkey in Europe. London 1900, S. 409

¹³ Lindita Arapi: Wie Albanien albanisch wurde. Rekonstruktion eines Albanienbildes. Marburg 2005

¹⁴ Niko Župani : Altserbien und die albanesische Frage. 2. Aufl. Wien 1912

¹⁵ Michael Heim: Spiridion Gop evi . Leben und Werk. Wiesbaden 1968 (= Albanische Forschungen 4)

¹⁶ Vladan Georgevitch: Die Albanesen und die Großmächte. Leipzig 1913; Balkanicus (= Stojan Protić): Das albanische Problem und die Beziehungen zwischen Serbien und Österreich-Ungarn. Leipzig 1913 (im Original auf Französisch erschienen: Balkanicus: Le Problème albanais, la Serbie et l'Autriche-Hongrie. Paris 1913)

Zitate aus bekannten Reiseberichten von Hahn, Degrand, Hassert, Baldacci, Steinmetz, Liebert, Nopcsa, Ippen, Weigand u.a. or evi zitiert weite Passagen aus der Broschüre von Župani , fällt aber in der Argumentation wesentlich radikaler aus.

Auch slawische Politiker, die weder vom Balkan stammten noch Russen waren, wie der spätere Gründungspräsident der Tschechoslowakei, Tomáš Garrigue Masaryk äußerten ihre Vorbehalte gegen eine albanische Staatsgründung.¹⁷

Es ist ein Muster von Topiken erkennbar, die sich gegen eine mögliche Unabhängigkeit Albaniens richten.

a) „Die Albaner sind keine Nation!“

Seit den 20er Jahren geistert eine angebliche Äußerung Otto von Bismarcks auf dem Berliner Kongress durch die Literatur, wonach Albanien lediglich ein geographischer Begriff sei, dass es aber keine albanische Nation gebe.¹⁸ Dieses Zitat ist nicht belegbar, wengleich der Berliner Kongress die von albanischer Seite an ihn herangetragenen Forderungen nach Wahrung der Integrität des albanischen Territoriums ignorierte.

Obwohl auch serbische Autoren in den Albanern die Ureinwohner des Balkans sahen, bestritten sie die ethnolinguistische Identität der Albaner und behaupteten, die Albaner, besonders ihre Eliten einschließlich Skanderbeg, seien in Abstammung, Folklore und Sprache erheblich serbisch geprägt, weshalb es keine albanische, wohl aber serbische Folklore über ihn gebe.¹⁹ (Das Fehlen einer Skanderbeg-Tradition wird auch von albanerfreundlichen Autoren unter Berufung auf Johann Georg von Hahn bestätigt.²⁰) Die Serbisierung der Albaner sei nur durch die osmanische Eroberung verhindert worden; physisch sei der albanische Typus vom südslawischen ohnehin nicht zu unterscheiden.²¹ Die Sprache sei dialektal so ausdifferenziert und in den unterschiedlichen Regionen durch Adstrate und Superstrate der jeweiligen Kontaktsprachen so

¹⁷ T(homas) G(arrigue) Masaryk: Österreich und der Balkan, in: Die Balkanfrage. München, Leipzig 1914 (= Veröffentlichungen der Handelshochschule München III. Heft), S. 141-159

¹⁸ J(oseph) Swire: Albania. The Rise of a Kingdom. London 1929, S. 3

¹⁹ Balkanicus, S. 15-18, 31-37, Georgevitch, S. 14-15, 32-33, 105-106, F. Bianconi, Georges Bienaimé, André Chèradame, Raymond Perraud, de Wesselitsky, G. Yakchitch: La Question Albanaise. Paris 1913., S. 38, Spiridion Gop evi : Das Fürstentum Albanien. Berlin 1914, S. 1-12, 35-36, 191-196, 219

²⁰ Paul Siebertz: Albanien und die Albanesen. Landschafts- und Charakterbilder. Wien 1910, S. 68-69

²¹ Župani , S. 39, 40-41

unterschiedlich ausgeprägt, dass eine gegisch-toskische Kommunikation unmöglich sei, weshalb die Albaner gern auf das Südslawische auswichen. Die soziale Struktur der Stämme ist für viele Autoren der Beleg dafür, dass eine Nationsbildung bei den Albanern noch nicht stattgefunden habe und sie anders als die Slawen im Tribalismus verharrten.²² Dieser Diskurs findet sich auch bei verschiedenen politisch Linken wie dem deutschen Sozialdemokraten Hermann Wendel.²³ Die bei vielen Albanern fehlende Identität als solche dokumentierten auch Autoren, die die Eigenstaatlichkeit aktiv unterstützten.²⁴

Die ethnische Kohärenz des albanischen Territoriums sei strittig, was eine Grenzziehung eines albanischen Nationalstaates unmöglich mache.²⁵ Die dialektale, kulturelle und besonders religiöse Spaltung stehe einer Nationswerdung entgegen. Manche Autoren gingen soweit, religiösen Fanatismus als wesentlichen Charakterzug der Albaner zu definieren.²⁶

Die nationale Identität der Albaner sei so wenig fassbar, dass es sogar Versuche gab, die Albaner als eigentlich römisches Volk zu definieren und die albanische Frage mit der aromunischen zu verknüpfen.²⁷

Alle, die die Existenz einer albanischen Nation in Abrede stellten, gingen dabei von einem Begriff der Nation aus, der über die ethnolinguistische Zusammengehörigkeit hinausgeht und das Vorhandensein eines subjektiven Nationalbewusstseins zur Voraussetzung ihrer Existenz macht.

b) „Die Albaner sind ein primitives Barbarenvolk!“

Neben der Darstellung der materiellen Rückständigkeit der Albaner mit allen geläufigen Topiken der primitiven Behausungen,

²² Župani , S. 36, 45, Masaryk, S. 150, John Foster Fraser: Pictures from the Balkans. London u.a. 1912, S. 258-259, Jäckh, S. 212

²³ Hermann Wendel, Die albanische Frage, in: Die Neue Zeit. 29 (1911), S. 540-546

²⁴ Marie Amelie Freiin von Godin: Aus dem neuen Albanien. Politische und kulturhistorische Skizzen. Wien 1914, S. 13

²⁵ Frédéric Gibert: Les Pays d'Albanie et leur histoire. Paris 1914, S. 304-306; Gibert referiert Gegenargumente gegen eine Staatlichkeit, ohne sie zu teilen; Otto Kessler: Der Balkanbrand 1912/13. Bd. 1. Leipzig 1913, S. 148

²⁶ Leopold Freiherr von Chlumecký: Österreich-Ungarn und Italien. Das westbalkanische Problem und Italiens Kampf um die Vorherrschaft in der Adria. Leipzig, Wien 2. Aufl. 1907, S. 104-105, 110

²⁷ Chlumecký, S. 138-140

der einförmigen Ernährung und der Unsauberkeit²⁸ bemühten sich besonders serbische Autoren, sie kollektiv auch als charakterlich minderwertig, grausam²⁹ und heimtückisch zu zeichnen, z.B. durch Verrat am bisherigen Gast und durch Bruch der Besa.³⁰ Verwundete Albaner („Bestien“) hätten sogar serbische Ärzte und Pflegerinnen angegriffen. Die Strafaktionen der serbischen Truppen seien deshalb notwendig gewesen.³¹ Raubzüge untereinander und gegen Angehörige Nachbarvölker seien eine wesentliche Einkommensquelle und sozial respektiert.³²

Entsprechend der dialektalen Spaltung des Albanischen und der fehlenden Bildung gebe es keine Schriftsprache und Literatur.³³ Selbst Volkslieder seien zutiefst unmoralisch und handelten von Prostitution und Homosexualität.³⁴

Die Notwendigkeit von Arbeit und Bildung als Voraussetzung für eine Hebung des Lebensstandards werde von den Albanern nicht erkannt.³⁵

Von einem Gesundheitswesen könne nicht einmal in Ansätzen die Rede sein; gegen Epidemien würden nur abergläubische Bräuche aus der Volksmedizin eingesetzt.³⁶

Frauen würden wie Arbeitstiere behandelt und von ihren Familien verkauft: bei Kinderlosigkeit würden sie verstoßen oder ermordet.³⁷

Diese Topik findet sich hauptsächlich bei serbischen Autoren und solchen, die den amtlichen serbischen Standpunkt vertreten, und die auf der Grundlage ethnischer Abgrenzung argumentieren. Lediglich Hinweise auf das verbreitete Räuberunwesen finden sich fast durchgehend in der gesamten Literatur.³⁸

²⁸ Georgevitch, S. 93-96

²⁹ Župani, S. 35

³⁰ Balkanicus, S. 20-26, Georgevitch, S. 36, Ernst Jäckh: Im türkischen Kriegslager durch Albanien. Bekenntnisse zur deutsch-türkischen Freundschaft. Heilbronn 1911, S. 46

³¹ Georgevitch, S. 36-37; Kessler, Bd. 2, S. 352

³² Georgevitch, S. 47-51, Karl Steinmetz: Von der Adria zum Schwarzen Drin. Sarajevo 1908, S. 57-58, 63-64

³³ Georgevitch, S. 13, Balkanicus, S. 19, Župani, S. 46-47, Fraser, S. 256-257

³⁴ Georgevitch, S. 21-23

³⁵ Georgevitch, S. 102-103

³⁶ Georgevitch, S. 105

³⁷ Georgevitch, S. 98, 106-110, Jäckh, S. 91-99

³⁸ Heinrich Gelzer: Vom Heiligen Berge und aus Makedonien. Leipzig 1904, S. 198-201, Fraser, S. 259-260, Jäckh, S. 172

c) „Die Albaner sind willfährige Werkzeuge der Sultane im Kampf gegen ihre christlichen Nachbarn!“

Besonders die mehrheitliche Islamisierung der Albaner diene zum Beweis, dass die Albaner nach Skanderbegs Tod kaum Widerstand gegen die Osmanen geleistet, sondern sich soweit wie nötig mit ihnen arrangiert hätten. Dafür hätten sie Zugang zu Machtpositionen sowie den Freiraum gewonnen, ungestraft gegen ihre christlichen Nachbarvölker (besonders die Serben) vorzugehen.³⁹ Beleg dafür war die Tatsache, dass die Arnauten die Leibwache des Sultans stellten und reichsweit als loyale, aber grausame Truppen eingesetzt wurden.⁴⁰

Die albanischen Muslime hatten die jungtürkische Revolution zunächst unterstützt, zeigten sich aber sehr bald desillusioniert und unterstützten den Gegenputsch von 1909. Dies wurde von einigen Autoren so interpretiert, als wollten sie zurück zum System Abdül Hamits II.⁴¹

Die albanischen Aufstände wurden nicht als gegen die türkische Staatsgewalt an sich gerichtet interpretiert, sondern gegen Steuern und Rekrutierungen.⁴² Umgekehrt machte sich die türkische Regierung die inneralbanischen Gegensätze zunutze.⁴³

Zwischen muslimischen und christlichen Albanern gebe es einen tiefen Riss. Die albanischen Muslime seien ein fanatisches und intolerantes Element;⁴⁴ die Christen hätten die Serben im I. Balkankrieg sogar als Befreier begrüßt.⁴⁵

Während fast alle Beobachter vom baldigen Zerfall der osmanischen Herrschaft in Europa überzeugt waren, sahen wenige Autoren in der jungtürkischen Revolution den entscheidenden Schritt zu ihrer Rettung und hielten ihren Osmanismus für fähig, die Nationalismen der Balkanvölker zu überwinden; ihr Zentralismus sei der einzige Weg, in Albanien den Fortschritt einzuziehen zu lassen.⁴⁶ Sie setzten den Kontrapunkt gegen Eqrem Bej Vlora und K. Moro, die das jungtürkische Regime als Gewaltherrschaft geißelten, gegen das sich nahezu alle Albaner einig seien. Beide plädierten für einen

³⁹ Georgevitch, S. 34-35, Balkanicus, S. 35-37, Masaryk, S. 149-150, Bianconi u.a., S. 39; Gelzer, S. 185

⁴⁰ Chlumecký, S. 111-112

⁴¹ Balkanicus, S. 37, Jäckh, S. 213

⁴² Georgevitch, S. 35-36, Wendel, Die albanische Frage, S. 540-546

⁴³ Chlumecký, 114-115

⁴⁴ Župani, S. 5

⁴⁵ Balkanicus, S. 40-41

⁴⁶ Jäckh, S. 105-106, 215-216, E(dward) F(rederick) Knight: The Awakening of Turkey. A History of the Turkish Revolution. London 1909

Verbleib Albaniens bei der Hohen Pforte; Vlora forderte eine Föderalisierung des Osmanischen Reiches.⁴⁷ Der nicht zu identifizierende, offenbar Ismail Qemal Bej Vlora nahestehende K. Moro ging so weit, die antisemitische Karte gegen die Jungtürken auszuspielen.⁴⁸

d) „In Albanien existieren nicht die gesellschaftlichen Voraussetzungen für einen eigenen Staat!“

Zahlreiche Autoren plädierten dafür, die Autorität des Sultans in Albanien bei besserer Verwaltung aufrecht zu erhalten und den Albanern in ihrem eigenen Interesse allenfalls eine begrenzte lokale Selbstverwaltung zu gewähren, weil ihre Uneinheitlichkeit in kultureller, sprachlicher und religiöser Hinsicht eine Autonomie zumindest derzeitig nicht sinnvoll erscheinen lasse.⁴⁹

Die Albaner hätten nie auch nur den Versuch einer Staatsbildung unternommen.⁵⁰ Moderatere Stimmen beschränkten sich unter Verweis auf Skanderbeg und Ali Pascha darauf, die Albaner hätten nie auf längere Zeit einen Staat gebildet.⁵¹

Nahezu alle Autoren gehen auf das mit staatlichem Recht kollidierende Gewohnheitsrecht, besonders auf die Blutrache, ein und stellen ihre verheerenden Folgen für das Leben der Bevölkerung im Bergland in aller Breite dar.⁵²

Das Fehlen einer Staatsreligion wird ebenfalls als Hindernis angesehen.⁵³

Marxistische Autoren wie der österreichische Sozialdemokrat Otto Bauer, der mit einer 1912 erschienenen Broschüre über die Lage auf dem Balkan⁵⁴ die Diskussion der mitteleuropäischen

⁴⁷ E(krem) b(ey) V(lora): Die Wahrheit über das Vorgehen der Jungtürken in Albanien. Wien, Leipzig 1911, S. 47, K. Moro: Unter jungtürkischer Gewaltherrschaft. Wien 1910

⁴⁸ Moro, S. 5-6

⁴⁹ Kurt Hassert: Wanderungen in Nord-Albanien, in: Mittheilungen der k.k. Geographischen Gesellschaft in Wien. 41 (1898), S. 351-379, besonders 369; H. Charles Woods: The Danger Zone of Europe. Changes and Problems in the Near East. London, Leipzig 1911, S. 87-119, Wendel, Die albanische Frage, S. 540-546

⁵⁰ Balkanicus, S. 29-31

⁵¹ Župani, S. 33

⁵² Georgevitch, S. 43-46, 99-102, Župani, S. 49, Chlumecký, S. 106-107, Gelzer, S. 220-222, Jäckh, S. 46-52, Siebertz, S. 200-223, Gop evi, Fürstentum, S. 173-187

⁵³ Gop evi, Fürstentum, S. 196-199

⁵⁴ Otto Bauer: Der Balkankrieg und die deutsche Weltpolitik. Berlin 1912, S. 21-29

Sozialdemokratie entscheidend beeinflusste, Karl Radek⁵⁵ und der Führer der serbischen Sozialdemokraten Dimitrije Tucovi⁵⁶ sahen in Nordalbanien eine vorfeudale Gesellschaftsordnung. Die Türkei habe sich den Hass zwischen Albanern und Serben zunutze gemacht. Die Autonomie der Stämme sei nichts weiter als „die urwüchsige barbarische Demokratie jedes einzelnen Bajraks“ ohne entwickeltes Nationalbewusstsein, die mit dem Versuch der Jungtürken kollidierte, „die Türkei in einen modernen kapitalistischen Staat (zu) verwandeln“. Im Süden hingegen sei das von Bürgern, Klerikern und Feudalherren getragene Nationalbewusstsein so stark, dass es die religiöse Spaltung überbrücke. Die Stärke der Nationalbewegung beruhe auf der militärischen Unterstützung durch die reaktionären Bergstämme. Dieses Bündnis werde aber zerbrechen, wenn Albanien eine autonome Provinz oder ein selbständiger Staat werde; das wiederum werde den Frieden zwischen Österreich und Italien gefährden. Bauer und Tucovi sprachen sich dabei gegen die serbische Eroberungspolitik in Albanien aus, gegen die sich das serbische Proletariat wenden müsse.⁵⁷

Der soziale Bezugsrahmen der Albaner war nach verbreiteter Auffassung nicht die Nation, sondern ihre Sippe, ihr Stamm oder ihr Dorf, die untereinander Kriege führten, „... weil das Lebenselement des Albanesen die Anarchie ist, welche am besten unter türkischer Herrschaft blüht“.⁵⁸

Die Ansätze zu einer Nationalbewegung existierten für etliche Autoren nur in der Diaspora; ihre Publikationen könne in Albanien kaum jemand lesen, und die Forderung nach albanischsprachigen Schulen finde kein Echo in der Bevölkerung.⁵⁹

e) „Albaniens Infrastruktur ist zu rückständig für einen funktionierenden Staat!“

Schon der häufig zitierte französische Konsul Degrand warnte 1901 wegen der Rückständigkeit, Strukturschwäche und Isolation, aber auch wegen des fehlenden Nationalbewusstseins davor, den Albanern das gefährliche Geschenk der Freiheit zu machen, und

⁵⁵ Karl Radek: Der Aufstand von Albanien, in: Die Neue Zeit. 28 (1910) 39, S. 431-439

⁵⁶ Dimitrije Tucovic: Serbien und Albanien. Wien 1999 (serbische Erstausgabe 1914)

⁵⁷ Bauer, S. 49, Tucovic, S. 76-82

⁵⁸ Chlumecký, S. 125, Župani, S. 44, Bianconi u.a., S. 54-55, Fraser, S. 256-257, Radek, S. 431-439, Wendel, Die albanische Frage, S. 540-546; Kessler, Bd. 2, S. 346

⁵⁹ Odysseus, S. 409, Jäckh, S. 212-213

setzte auf eine Evolution.⁶⁰ Der Mangel an Verkehrswegen wurde besonders hervorgehoben, aber auch das unterentwickelte Schulsystem, die unentwickelte Wirtschaft und der innere Kapitalmangel.⁶¹ Diese Strukturschwäche wird bei den meisten Autoren thematisiert, spielt jedoch als Argument gegen eine staatliche Unabhängigkeit nur eine untergeordnete Rolle, weil sie auch für andere Teile des Balkans galt.

f) „Albanien kann zumindest übergangsweise nur als Protektorat einer anderen Macht existieren!“

1862 hatte Johann Georg von Hahn in einer Denkschrift an den österreichischen Außenminister Graf Rechberg dem Gedanken, das Osmanische Reich auf dem Balkan in kleine Nationalstaaten aufzulösen, eine klare Absage erteilt, weil dort der Orientierungsrahmen nicht die Nation, sondern die Religion sei. Er empfahl in erster Präferenz nicht eine Ausdehnung Österreichs über Bosnien hinaus, sondern die Errichtung eines nebyzantinischen christlichen Kaiserreiches, das von den Griechen kulturell dominiert würde.⁶²

Paul Dehn, ein führender Vertreter des extremnationalistischen Alldeutschen Verbandes, riet bereits 1886 für Albanien zu einer italienischen „Vormundschaft“ entsprechend der österreichischen Herrschaft über Bosnien als nahe liegende Perspektive auf dem Weg zur Schaffung eines föderativen albanischen Staates;⁶³ 1909 sah er die Albaner am Kreuzweg zwischen ihrer Loyalität zum Osmanischen Reich, Österreichs Absichten zur Bildung eines Pufferstaates, den italienischen Ambitionen und einem föderativen Staat.⁶⁴ Der ADV, eine kleine, aber sehr lautstarke pressure group, hatte zwischenzeitlich seine großdeutsche, gegen Österreich gerichtete Grundhaltung aufgegeben und näherte sich der österreichischen Position an, die sich gegen einen italienischen Exklusivanspruch auf ein Protektorat wandte.⁶⁵

⁶⁰ A(lexandre) Degrand: Souvenirs de la Haute-Albanie. Paris 1901, S. 298-311

⁶¹ Bianconi, S. 12, Siebertz, S. 148-153, Gop evi, Fürstentum, S. 202, Kessler, Bd. 1, S. 148

⁶² Gerhard Grimm: Johann Georg von Hahn. Leben und Werk. Diss. München 1958, S. 334-344

⁶³ Paul Dehn: Deutschland nach Osten! I. Land und Leute der Balkanhalbinsel. München, Leipzig 1886, S. 21-22, 42

⁶⁴ Paul Dehn: Die Völker Südosteuropas und ihre politischen Probleme. Frankfurt/M. o. J. (1909), S. 18-19

⁶⁵ Chlumecký, S. 116-117

Stojan Proti polemisierte in seiner auf Französisch und Deutsch publizierten Streitschrift gegen albanische Nationalisten wie Dervish Hima, indem er sich auf Äußerungen anderer Albaner wie einen in Sarajevo lebenden Rexhep Daklani berief, der eine Okkupation durch Österreich-Ungarn forderte, die geeignet sei, Kultur und Rechtsstaat nach Albanien zu bringen, ohne die eine schließliche Unabhängigkeit unmöglich sei.⁶⁶ Auch deutsche Autoren sahen eine weit verbreitete Tendenz, sich der Donaumonarchie anzuschließen.⁶⁷

Den Albanern wurde jedes Selbstbestimmungsrecht abgesprochen, da sie gemeinsam mit den Türken den Balkankrieg verloren hatten; entweder müsse Serbien im Interesse der Albaner selbst die Aufgabe übernehmen, sie zu entwaffnen und sie zu zivilisieren, bis sie in vielleicht einem oder zwei Jahrhunderten zur Nation würden, oder Serbien und Griechenland sollten Albanien unter sich aufteilen.⁶⁸ Auf die Serben kämen große Aufgaben bei der Neugestaltung der jetzt gewonnenen Gebiete zu.⁶⁹ Masaryk antizipierte damit die Bemühungen Serbiens um eine grundlegende Änderung der ethnischen Struktur in Kosovo und Makedonien.

Spiridion Gop evi hingegen riet von einem Anschluss Albanien an Serbien ab, weil dieses gar nicht die Möglichkeiten habe, die notwendigen Investitionen zu einer Modernisierung des Landes zu leisten; Serbien solle sich besser um den Hafen Saloniki als um Durrës oder Shëngjin bemühen und dabei von Österreich unterstützt werden; Griechenland solle als Ausgleich Albanien erhalten und freie Hand zur Hellenisierung des Landes erhalten.⁷⁰

Auch der österreichische Sozialdemokrat Karl Leuthner (1869-1944) sah in einem Sieg der Balkanstaaten die Lösung der Orientalischen Frage. Er warnte vor den imperialistischen Ambitionen Österreichs, unterstützte Serbien und verstieg sich zu der Behauptung, eine Aufteilung der Europäischen Türkei würde keine Probleme bereiten.⁷¹ Hermann Wendel, der Balkan-Fachmann der SPD und Unterstützer der südslawischen Einheit, sprach sich sogar explizit für eine Teilung Albaniens zwischen Serbien und Griechenland aus.⁷²

⁶⁶ *Balkanicus*, S. 9-11

⁶⁷ Gelzer, S. 223-225

⁶⁸ Župani , S. 47, 50 (unter Berufung auf österreichische Stimmen), so von Georgevitch, S. 130-135, zitiert; Kessler, Bd. 1, S. 150

⁶⁹ Masaryk, S. 150

⁷⁰ Gop evi , Fürstentum, S. 214-216, 223-225

⁷¹ Sozialistische Monatshefte. 14.11.1912, S. 1415 ff.

⁷² Roswitha Bauer: Hermann Wendel als Südosteuropa-Publizist. Neuried 1985, S. 31

Eine Variante zu einem direkten Protektorat war die Idee einer Balkan-Konföderation unter italienischer Führung, die 1905 von einem vermutlich rumänischen Autor (evtl. ein Constantin Creulescu) in die Diskussion geworfen wurde. Dabei sollte Albanien als Provinz mit sehr geringen Selbstverwaltungskompetenzen organisiert werden, die durch einem von Italien ernannten Gouverneur verwaltet werden sollte; Italienisch sollte das Türkische als Amtssprache ablösen.⁷³

Die Idee einer Balkan-Konföderation wurde von der Linken aufgegriffen. Karl Kautsky hatte bereits 1908 ausgehend von der Makedonien-Frage die Vorstellung einer Überwindung der kleinen Balkanmonarchien durch eine supranationale republikanische Balkanföderation entwickelt, in der sich sowohl die nationalen Konflikte überwinden als auch eine schnelle sozialökonomische Modernisierung realisieren ließen, die das erst rudimentär vorhandene Proletariat stärken würde.⁷⁴ Der Gedanke einer Überwindung der Kleinstaaterei wurde tendenziell auch von den sozialdemokratischen Parteien des Balkans vertreten, die am 9. Januar 1910 in Belgrad in einer Resolution u.a. die „Aufhebung der künstlich geschaffenen Grenzen“ forderten, ohne allerdings das Wort „Balkanföderation“ in den Mund zu nehmen.⁷⁵

Ein selten zu findender, aber im Hinblick auf die Entwicklung von 1914 berechtigter Aspekt war, dass angesichts der Instabilität der bestehenden Balkanstaaten ein selbständiges Fürstentum Albanien mit einem europäischen Prinzen ein sehr unsicherer Ort für diesen sein würde.⁷⁶

g) „Ein albanischer Staat liegt nur im Interesse imperialistischer Mächte!“

Die serbischen Autoren (ebenso Franzosen, die den serbischen Blickwinkel teilten) sahen die eigentliche Ursache für den Aufschwung der albanischen Nationalbewegung darin, dass Österreich-Ungarn erst während des Balkankrieges die Autonomie

⁷³ Une confédération orientale comme solution de la question d'Orient, par un Latin. Paris 1905, S. 237-242. – Der Autor kann jedenfalls nicht der kurzzeitige Ministerpräsident des Jahres 1867 sein, da dieser schon 1884 starb.

⁷⁴ Balkanföderation und Arbeiterbewegung. Teil 1: Konzeptionen der Sozialdemokratie vor dem Ersten Weltkrieg. Wien 2001 (= Marxismus 18), S. 51-55

⁷⁵ Balkanföderation und Arbeiterbewegung, S. 255-257; Die Neue Zeit, 11.3.1910, S. 845-850

⁷⁶ Gelzer, S. 224

Albanien unterstützt habe.⁷⁷ Die Verantwortung wurde unterschiedlich entweder der gezielten Agententätigkeit Österreichs oder der Lobbyarbeit der Arbëreshen zugeschrieben.⁷⁸ Die albanische Autonomie sei nicht Produkt einer nationalen Bewegung, sondern der Konkurrenz zwischen Rom und Wien;⁷⁹ sie liege also nicht einmal im Interesse der Albaner, sondern sei eine gegen die Lebensinteressen Serbiens gerichtete Strategie. Die Doppelmonarchie wolle es vermeiden, von Deutschland abhängig zu sein, beanspruche aber zugleich eine Hegemonie gegenüber den Balkanstaaten.⁸⁰ Ähnlich wurde auch von Teilen der deutschen Sozialdemokratie argumentiert, die strikt gegen eine österreichische Einmischung gegenüber den Balkanstaaten waren und zumindest teilweise die Parole „Der Balkan den Balkanvölkern!“ im Interesse des serbischen Anspruches auf einen Adriazugang auslegten.⁸¹

Die serbischen Autoren sahen darin einen Anachronismus, dass das katholische Österreich-Ungarn als Nachfolger der Türkei einen muslimischen Staat schaffen wolle.⁸²

Auch Autoren, die der albanischen Unabhängigkeit Sympathie entgegenbrachten, bestritten rundum, dass sie einer einheimischen Nationalbewegung zu verdanken sei; vielmehr seien Wien und Rom die „Paten“ des neuen Staates.⁸³

h) „Eine albanische Staatsgründung bedroht den europäischen Frieden!“

Der Interessenkonflikt Österreichs und Italiens wurde von vielen Kommentatoren (zu Recht) als Risikopotential für den europäischen Frieden gesehen.⁸⁴ Das gilt auch für österreichische und italienische Autoren, die aus einem „offiziellen“ Blickwinkel schreiben wie der Diplomat Leopold Freiherr von Chlumecký und der Außenminister Antonino di San Giuliano.⁸⁵ Chlumecký verglich die

⁷⁷ Balkanicus, S. 47-51

⁷⁸ Bianconi u.a., S. 11, Chlumecký, S. 115-117

⁷⁹ Župani, S. 41-53, Balkanicus, S. 46-91, Georgevitch, S. 60-92; Bauer, S. 21-29; Kessler, Bd. 1, S. 149

⁸⁰ Balkanicus, S. 46-91, Georgevitch, S. 60-92

⁸¹ Vorwärts 9.11.1912 und 10.11.1912

⁸² Georgevitch, S. 129-130, Župani, S. 44

⁸³ Hugo Grothe: Durch Albanien und Montenegro. 2. Aufl. München 1913, S. 133

⁸⁴ Georgevitch, S. 128-129, Župani, S. 49-50, Bianconi u.a., S. 22

⁸⁵ Antonino di San Giuliano: Lettere sull'Albania. Rom 1903; deutsche Ausgabe: Briefe über Albanien. Leipzig 1913

albanische Frage mit der von Schleswig-Holstein als Zankapfel zwischen Preußen, Dänemark und Österreich, der Franzose Bianconi sah Albanien als wesentlich gefährlicheren Krisenherd als Makedonien.⁸⁶

Der in Deutschland lebende Spiridion Gop evi kritisierte die österreichische Diplomatie dafür, dass sie die Intrigen Italiens nicht durchschaut habe, statt sich mit Serbien zu verständigen; er sah bei einem Festhalten Graf Berchtolds an seiner Politik eine Kriegsgefahr mit Italien.⁸⁷

Ein staatlich nicht konsolidiertes Fürstentum Albanien würde zwangsläufig zum Zankapfel zwischen Serbien und Bulgarien werden und zugleich zum Streitthema zwischen Wien und Rom um die Ausdehnung des neuen Landes.⁸⁸

Proti gibt im Anhang einen Kommentar eines Berliner Juristen Friedrich Karl Neubecker aus der nationalliberalen Berliner „National-Zeitung“ vollständig als Beispiel für die Haltung der „gebildeten und objektiven Reichsdeutschen“⁸⁹ wieder. Neubecker bestritt serbische Grausamkeiten in Albanien bzw. rechtfertigte sie als Antwort für albanische Übergriffe und hielt es für rechtmäßig, dass Serbien die von ihm eroberten bisher türkischen Gebiete behalten wollte. Er fürchtete (nicht zu Unrecht), dass Deutschland sich durch sein Bündnis mit Österreich-Ungarn in einen Konflikt hineinziehen lassen könnte. Neubecker kann weder als repräsentativ noch als sachverständig für Fragen des Balkans angesehen werden.

Auch in der Diskussion der Linken, für die die Erhaltung des europäischen Friedens als Ziel Priorität hatte, die sich aber über die dazu geeignete Strategie der Arbeiterbewegung uneins war, wurde die Gefahr hoch eingeschätzt, dass die italienisch-österreichische Rivalität zu einem Krieg eskalieren könnte.⁹⁰

Im Ergebnis sind in die Darstellung und Analyse in der zeitgenössischen Publizistik und in der öffentlichen Debatte neben der Sicht auf das spezifische Problem Albanien mehrere Faktoren eingeflossen:

- die generelle Haltung der Autoren gegenüber dem Osmanischen Reich bzw. gegenüber den Türken,
- die Sicht auf die Außenpolitik des eigenen Staates,

⁸⁶ Chlumecký, S. 221, Bianconi u.a., S. 12

⁸⁷ Gop evi, Fürstentum, S. 188-191, 361-364

⁸⁸ Kessler, Bd. 1. Leipzig 1913, S. 146-148

⁸⁹ Balkanicus, S. 85, 97-109

⁹⁰ Radek, S. 431-439, Wendel, Die albanische Frage, S. 540-546

- die Position gegenüber der Habsburger Doppelmonarchie und gegenüber Italien,
- das Image der einzelnen Balkanstaaten und der noch nicht staatlich organisierten Balkanvölker und natürlich
- die eigene Interessenlage.

Wenn die eigene Regierung eine Eigenstaatlichkeit Albanien anstrebte, bezogen oppositionelle Autoren – besonders bei den deutschen und österreichischen Sozialdemokraten – einen skeptischen bzw. offen ablehnenden Standpunkt. Dasselbe gilt umgekehrt: die am mitteleuropäischen Büchermarkt präsenten serbischen Autoren waren aktive Unterstützer oder sogar Träger der expansionistischen staatlichen Politik Belgrads, während der Sozialdemokrat Tucovi sich in seinem nur in Serbien zugänglichen Buch für das Selbstbestimmungsrecht der Albaner engagierte.

Albanien wurde durchweg zu Recht als eines der rückständigsten Gebiete der rückständigsten Großregion Europas – des Balkans – rezipiert, in materieller wie in sozialer Hinsicht. Die Skeptiker sollten zunächst einmal Recht behalten. Das 1912 proklamierte Albanien war tatsächlich, wie es viele Autoren befürchteten, in weniger als zwei Jahren ein failed state. Die Gründe dafür lagen im Inneren wie in den äußeren Rahmenbedingungen. Doch das Scheitern des ersten albanischen Staates bedeutete nicht das definitive Ende der Eigenstaatlichkeit.

ALLOCUTION DE CLÔTURE DU PROF. MUZAFER KORKUTI,
VICE-PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES
D'ALBANIE

En prenant la parole pour clore les travaux de cette séance solennelle, je souhaite tout d'abord remercier, au nom de notre Académie des Sciences, les professeurs Kristo Frashëri, Nikolla Pano, Arben Puto, Bernd Fischer, Hivzi Islami, Kristaq Prifti, Paskal Milo, Francesco Altimari, Titos Jochalas, Pëllumb Xhufi, Mirie Rushani et Michael Schmidt-Neke qui, par leurs discours, ont donné un contenu scientifique au programme de la Séance solennelle consacrée au Centenaire de la proclamation de l'indépendance de l'Albanie, cet évènement majeur dans l'histoire moderne du peuple albanais.

Il était compréhensible que les interventions soient centrées sur le moment culminant de la proclamation de l'indépendance, lequel marquait le dénouement de toute une époque d'efforts séculaires et réalisait, quoique partiellement, le projet majeur de la Renaissance nationale en vue d'un État national indépendant, ouvrant une époque nouvelle pour l'édification de cet État sur la base des principes les plus avancés, avec un statut politique et juridique européen.

En faisant de la lumière sur ces processus, les exposés présentés ont porté un nouveau regard avec objectivité scientifique sur le rôle et la personnalité d'Ismail Qemali, en tant que principal protagoniste de la proclamation de l'indépendance et fondateur de l'État albanais.

Ismail Qemali, cet architecte de l'indépendance de l'Albanie, homme d'État et diplomate clairvoyant, grand réformateur libéral, patriote dévoué et homme doté de hautes morale et intégrité, a gardé vivant son patriotisme albanais tout au long de sa carrière de haut fonctionnaire de l'Empire ottoman et a toujours porté dans son cœur le grand projet de l'indépendance de sa propre nation, jusqu'au moment où il l'a matérialisé par la proclamation de l'indépendance à Vlora, le 28 novembre 1912.

Cet acte historique est de première importance et vital pour l'existence et l'avenir de toute la nation, non seulement de l'État albanais tronqué par les décisions des Grandes Puissances. La proclamation de l'indépendance est une œuvre qui restera toujours à la tête des événements majeurs de l'histoire du peuple albanais, tout comme la figure d'Ismaïl Qemali à la tête de la galerie des plus grandes personnalités de la nation. Les époques et les générations à venir doivent honneur et reconnaissance à ce génie de la pensée et de l'action nationale.

Cette séance académique rend hommage à Ismaïl Qemali et aux autres grands hommes de la nation qui sont restés aux côtés du vieil homme de Vlora, en mettant en œuvre la célèbre action historique de la proclamation de l'indépendance.

Je prie cette honorable assistance de me permettre de souligner dans mon allocution de clôture que cette séance solennelle consacrée au Centenaire de la fondation de l'État indépendant albanais est tenue dans une période de longue transition que traverse l'Albanie, où le « poids du verbe » s'est affaibli, les paroles en l'air se substituent aux arguments, le dilettantisme en histoire, parfois nourri par les intérêts politiques, met en cause et déforme la vraie histoire que nous devons laisser en héritage aux générations futures. Voilà pourquoi, honorables collègues, les discours que vous avez prononcés et leur publication intégrale en un volume à part sont d'une valeur scientifique à long terme pour l'histoire du peuple albanais.

En vous remerciant une nouvelle fois pour vos précieuses contributions, permettez-moi de vous dire au revoir à nos prochaines manifestations.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| <i>Allocution d'ouverture du Prof. Gudar Beqiraj, président de l'Académie des Sciences d'Albanie</i> | 3 |
| Kristo Frashëri <i>L'Assemblée nationale de Vlora et ses principes européens</i> | 5 |
| Nicholas C. Pano <i>Fan Noli, the Albanian-American Community, and Albania</i> | 11 |
| Arben Puto <i>Le « Concert européen » et la question albanaise</i> | 29 |
| Kristaq Prifti <i>La proclamation de l'indépendance et la fondation de l'État albanais par Ismail Qemali</i> | 41 |
| Paskal Milo <i>Le nationalisme albanais et l'indépendance</i> | 61 |
| Hivzi Islami <i>La lutte contre le facteur démographique albanais, une stratégie à long terme de la politique serbo-yougoslave</i> | 73 |
| Titos Jochalas <i>Brièvement, deux mots sur une longue période</i> | 85 |
| Mirie Rushani <i>L'identité nationale et la création de l'État albanais sur la dimension européenne</i> | 89 |

| | |
|---|-----|
| Bernd J. Fischer | |
| <i>Documents and Albanian History</i> | 117 |
| Francesco Altimari | |
| <i>Gli Arbëreshë d'Italia per la rinascita dell'Albania tra XVIII e XIX secolo: parallelismi con altre diaspore di area italo-balcanica</i> | 129 |
| Pëllumb Xhufi | |
| <i>Anciennes et nouvelles élites dans la lutte pour l'indépendance</i> | 145 |
| Michael Schmidt-Neke | |
| <i>Warum Albanien kein Staat werden kann – Argumente gegen die staatliche Unabhängigkeit</i> | 159 |
| <i>Allocution de clôture du Prof. Muzafer Korkuti, vice-président de l'Académie des Sciences d'Albanie</i> | 177 |